**CONSEIL D'ARRONDISSEMENT
SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2021**

Le lundi 27 septembre 2021, à 18h00, les membres du Conseil du 20^e arrondissement de Paris se sont réunis en visioconférence, sur convocation adressée individuellement à chaque Conseiller par Monsieur le Maire, le mardi 21 septembre 2021, conformément aux articles L.2121-9, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales. L'ordre du jour complémentaire a été adressé le vendredi 24 septembre 2021.

La convocation a été affichée réglementairement à la porte de la Mairie, le jour même.

Le caractère public de la séance a été assuré par la retransmission des débats en direct sur le site internet de la mairie du 20^{ème} arrondissement.

La majorité des 42 membres du Conseil d'arrondissement était présente, à savoir par ordre alphabétique :

ETAIENT PRESENTS EN MAIRIE

M. PLIEZ

M. SAUVAGE

ETAIENT PRESENTS EN VISIOCONFERENCE

M. ALIBERT
M. BOUHDIDA
M. CHEVANDIER
M. DIDIER
Mme EL AARAJE
Mme GARRIGOS
M. GOULIN
M. INDJIC
Mme JASSIN
Mme NAGELS
M. ROGER
M. SAMAKE
Mme ZIANE

Mme BAUDONNE
M. BOYAJEAN
Mme DASPET
Mme DUCHAUCHOI
M. EPARA EPARA
M. GLEIZES
Mme GUHL
M. JALLAMION
M. JOSEPH
Mme PRIMET
M. SAKHO
Mme SIMONNET

M. BAUDRIER
M. BUSSY
Mme De MASSOL
Mme EKON
Mme GAFFORELLI
Mme GOFFAUX
M. HOCQUARD
Mme JARDIN
Mme MAQUOI
Mme RIVIER
M. SALACHAS
Mme TRACHEZ

POUVOIRS

Mme DJELLALI a donné pouvoir à Mme GUHL
Mme DUCHAUCHOI, arrivée en retard, a donné pouvoir à Mme PRIMET pour le début de la séance
Mme HERRERO a donné pouvoir à M. GOULIN
M. HOCQUARD, arrivé en retard, a donné pouvoir à M. INDJIC pour le début de la séance
Mme RIVIER, arrivée en retard, a donné pouvoir à M. ALIBERT pour le début de la séance
M. SOREL a donné pouvoir à Mme SIMONNET

SECRETAIRES AUXILIAIRES

Mme CERQUEIRA - M. PETIT

Ordre du jour

1. Délibérations	7
MA20.2021.234 : Réunion du Conseil d'arrondissement par voie dématérialisée.	7
MA20.2021.235 : Désignation d'un-e secrétaire de séance.....	8
2021 DASES 108 : Subventions de fonctionnement (4.333.865 euros) et d'investissement (217.124 euros) des Espaces solidarité insertion dans le cadre du budget participatif. M. Antoine ALIBERT rapporteur.....	8
MA20.2021.236 : Approbation du procès-verbal de la séance du 19 mai 2021.	9
MA20.2021.237 : Approbation du procès-verbal de la séance du 23 juin 2021.	9
2021 DASES 147 : 8 subventions pour un montant global de 389.984 euros, dont 6 subventions de fonctionnement (244.142 euros) à 5 associations et 2 subventions d'investissement (145.842 euros) à 2 associations pour des actions d'aide alimentaire à destination de personnes et de familles démunies. Conventions et avenant. M. Antoine ALIBERT rapporteur.	9
2021 DEVE 62 : Plan de sortie des plastiques. Subventions (378.638 euros) aux gestionnaires de la restauration collective et convention avec le CASVP. M. Antoine ALIBERT rapporteur.	9
2021 DEVE 76 : Approbation du Plan d'amélioration de l'environnement sonore. M. Antoine ALIBERT rapporteur.	10
2021 DVD 94 : Réseau de chaleur parisien – Approbation du Schéma directeur 2020- 2050. M. Antoine ALIBERT rapporteur.....	12
2021 DASCO 143 : Convention de partenariat « Accompagnement du projet Oasis » avec le Conseil d'Architecture, Urbanisme et Environnement. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	17
MA20.2021.250 : Choix de la gestion par marché public de services pour le centre Paris Anim' et d'hébergement Louis Lumière situé au n° 26 rue Serpollet (20 ^e). Autorisation à Monsieur le Maire du 20 ^e arrondissement de demander à la Maire de Paris de mettre en œuvre une procédure de marché public de services pour la gestion de cet équipement. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	18
2021 DLH 159 : Réalisation d'un programme d'Amélioration de la Qualité de Service par Paris Habitat sur le Groupe Mortier (20 ^{ème}). M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	19
2021 DLH 179 : Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	19
2021 DLH 228 : Réalisation 141-143 rue de Bagnole (20 ^e) d'un programme de rénovation de 53 logements sociaux réalisé par HSF (460 224 euros). M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	21
2021 DAE 77 : Subventions (1.395.000 euros), conventions et avenant avec dix-sept organismes d'accompagnement ou de financement des porteurs de projets entrepreneuriaux à fort impact social. Mme Lila DJELLALI rapporteure	22
2021 DAE 78 : Conventions et subventions (100.000 euros) à 10 organismes lauréats de l'appel à projets des Trophées parisiens de l'économie sociale et solidaire 2021. Mme Lila DJELLALI rapporteure.	22
2021 DAE 94 : Conventions et subventions (1.430.500 euros) à 36 structures lauréates de l'appel à projets "Alimentation durable et solidaire 2021". Mme Lila DJELLALI rapporteure.	23
2021 DLH 134 : 41, rue Mouraud 20 ^e – Aides en nature pour la mise à disposition de locaux – Associations « Linkee Paris » et « Les Petits Paniers ». Mme Carine EKON rapporteure.	23

2021 DDCT 50 : Délibération - cadre portant une nouvelle approche de la participation citoyenne et de la vie associative au cœur d'une démocratie parisienne rénovée. Mme Annie GAFFORELLI rapporteure.	24
2021 DDCT 77 : Subventions (100.000 euros) à 5 associations pour leurs actions visant à favoriser la participation des habitants des quartiers populaires dans le cadre de l'édition 2021 du Budget Participatif. Mme Annie GAFFORELLI rapporteure.	27
2021 DDCT 59 : États spéciaux d'arrondissement - Délibération cadre-investissement 2022. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.	28
2021 DVD 58 : Soutien aux actions contribuant aux objectifs du Plan Vélo. Subventions d'un montant de 197.000 euros et conventions avec 16 associations. M. Vincent GOULIN rapporteur.	29
2021 DEVE 104 : Plan Arbre, Charte de l'Arbre et modification barème d'évaluation des dégâts occasionnés aux arbres de la Ville de Paris et des travaux effectués sur ces arbres pour le compte de tiers. M. Sylvain INDJIC rapporteur.	30
2021 DEVE 108 : Conventions pluriannuelles avec quatre associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12 ^e , 16 ^e , 18 ^e et 20 ^e). M. Sylvain INDJIC rapporteur.	34
2021 DAC 512 : Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Gabriel Ranvier au 138 rue de Belleville, à Paris 20 ^e . M. Pascal JOSEPH rapporteur.	34
2021 DAC 200 : Subventions (59.500 euros) à six associations dites d'ateliers d'artistes du 11 ^e , 13 ^e et 20 ^e arrondissement et signature d'une convention. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	35
2021 DAC 246 : Subventions (239.000 euros), convention et avenants à convention avec huit structures culturelles dans le cadre de l'Art pour Grandir et des Temps d'activités périscolaires. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	35
2021 DAC 321 : Subvention (2.367.500 euros) et avenant à convention avec la Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (MPAA). Mme Marthe NAGELS rapporteure.	36
2021 DASES 24 : Participations pour l'année 2021 aux 6 Maisons des aînés et des aidants au titre des CLIC (centres locaux d'information et de coordination) autorisés à Paris (3.247.510 euros) et signature d'avenant. M. Hamidou SAMAKE rapporteur.	37
2021 DDCT 41 : Subventions (339.600 euros) à 72 associations pour le financement de 83 projets dans les quartiers populaires parisiens - Appel à projets Citoyenneté, Laïcité et Valeurs de la République 2021. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	38
2021 DASCO 109 : Divers collèges - Dotations (837.576 euros) pour le soutien de la Ville de Paris aux projets éducatifs - Dotations (14.350 euros) dans le cadre de l'Action Collégiens. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	38
2021 DASCO 110 : Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (233.887 euros), subventions d'équipement (79.920 euros) et subventions pour travaux (189.219 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	38
2021 DASCO 111 : Collèges publics autonomes - Dotations initiales de fonctionnement 2022 (10.925.189 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	38
2021 DASCO 112 : Collèges imbriqués avec un lycée - Dotations initiales de fonctionnement 2022 (2.779.824 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	38

2021 DASCO 113 : Subventions (256.000 euros) et conventions avec des associations ou organismes, pour l'implantation de résidences artistiques dans les collèges dans le cadre de l'Art pour Grandir. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	39
2021 DASCO 115 : Collèges publics – Contribution (2.005.969 euros) de la Ville de Paris aux services de restauration et d'internat des collèges dotés d'un service de restauration autonome pour 2022. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.	39
2021 DFPE 143 : Subvention (117.741 euros) et avenant n° 6 avec l'association Le Relais Ménilmontant (20 ^e) pour la crèche collective multi-accueil Le Petit Relais (20 ^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	39
2021 DFPE 164 : Subvention (132.478 euros) et avenant n°6 à l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam (20 ^e) pour la halte-garderie (20 ^e).M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur. ...	39
2021 DFPE 166 : Subvention (9.110.921 euros) et avenants avec la Fondation Œuvre de la Croix St Simon (FOCSS) pour ses 27 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	39
2021 DFPE 218 : Subventions (6.375.542 euros), avenants n° 1, n° 3 et n° 6 avec l'association ABC Puériculture (16 ^e) pour ses 25 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	39
2021 DFPE 219 : Subventions (625.204 euros) et avenants n° 6 avec l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) (20 ^e) pour ses trois établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.	39
2021 DLH 123 : Garantie d'emprunt visant le financement d'un programme de rénovation réalisé par Segens. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	39
2021 DLH 278 : Réalisation 90, boulevard de Ménilmontant et 18, rue des Cendriers Paris (20 ^e) d'un programme de rénovation de 51 logements sociaux par IMMOBILIÈRE 3F – Subvention (368.280 euros). M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	39
2021 DLH 320 : Garantie d'emprunt visant le financement d'une opération de logement social réalisée par FREHA. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.	39
2021 DU 18 : Secteur d'Aménagement Paul Meurice (20 ^e) – Acquisition à titre gratuit par la Ville de Paris auprès de la SPL Paris et Métropole Aménagement d'un équipement public correspondant à la voie V11. Mme Virginie DASPET rapporteure.	39
2021 DEVE 96 : Subventions (82.300 euros) à 12 associations pour leurs actions en faveur de l'alimentation durable. Mme Lila DJELLALI rapporteure.	39
2021 DAE 20 : Marchés découverts alimentaires - Exonération des redevances pendant la période de fermeture liée à l'épidémie de Covid19 - avenants. Mme Carine EKON rapporteure.	39
2021 DAE 58 : Marchés non alimentaires - Exonération des redevances pendant la période de fermeture liée à l'épidémie de Covid19 - avenants. Mme Carine EKON rapporteure.	39
2021 DAE 73 : Subventions (80.000 euros) à treize associations dans le domaine du design, la mode et les métiers d'art. Mme Carine EKON rapporteure.	39
2021 DAE 162 : Mesures en soutien aux acteurs économique dans le cadre de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 - Exonération des droits de place dus par les commerçants non alimentaires. Mme Carine EKON rapporteure.	40
2021 DAE 172 : Marchés non alimentaires - Exonération des redevances COVID-19 - 3 ^{ème} confinement. Mme Carine EKON rapporteure.	40

2021 DJS 30 : Subventions (121.500 euros) et conventions pluriannuelles d'objectifs avec le Comité des O.M.S. et 12 O.M.S. M. Epency EPARA EPARA rapporteur.	40
2021 DDCT 58 : États spéciaux d'arrondissement - Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations d'animation et de gestion locales 2022. M. Jérôme GLEIZES rapporteur. ...	40
2021 DDCT 60 : Inventaire des Équipements de proximité pour l'exercice 2022. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.	40
MA20.2021.279 : Inventaire des équipements dont le Conseil du 20 ^e arrondissement a la charge. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.	40
2021 DVD 77 : Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Vélo École du 20 ^e . Convention d'occupation du domaine public pour les mobiliers de stationnement de vélos sécurisés. M. Vincent GOULIN rapporteur.	40
2021 DFPE 24 : Subventions (1.972.258 euros) à dix- sept associations, conventions et avenants à convention pour la gestion de vingt- huit lieux d'accueil enfants parents à Paris et participation au financement des LAEP de la Caisse d'Allocations Familiales dans les centres sociaux. Mme Antoinette GUHL rapporteure.	40
2021 DAE 288 : Modification de la garantie à 50 % de la Ville de Paris accordée à la SCI WIKIVILLAGE pour l'emprunt bancaire souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Mme Nathalie MAQUOI rapporteure.	40
2021 DAC 302 : Subventions (10.000 euros) à trois associations de chœurs d'enfants. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	40
2021 DAC 304 : Subventions (28.000 euros) à huit associations de chœur et chant. Mme Marthe NAGELS rapporteure.	40
2021 DDCT 16 : Subventions (120.500 euros) au titre de la vie associative et de la participation citoyenne à trente-deux associations. M. Jean-Baptiste SALACHAS rapporteur.	40
2021 DDCT 67 : Subventions (38.800 euros) à 9 associations dans le cadre d'actions en faveur des jeunes des quartiers populaires. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.	40
2.Voeux	40
V20-2021-296 : Vœu relatif à la nécessité de réponses globales face à la problématique du crack, devant impliquer nécessairement une réelle concertation, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.	41
V2-2021-297 : Vœu pour une enquête sur des faits présumés de violences obstétricales et gynécologiques à l'hôpital Tenon, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.	46
V20-2021-298 : Vœu relatif au recrutement d'enseignant-e-s titulaires dans les écoles, déposé par le Groupe communiste et citoyen.	49
Vœu du groupe Communiste et Citoyen relatif à l'organisation d'un hommage à l'artiste Nemo dans le 20 ^e arrondissement.	51
V20-2021-299 : Vœu présenté par Michel Jallamion et le groupe Communiste et Citoyen du 20 ^e arrondissement relatif au départ de la Poste du 21 rue Belgrand.	52
V20-2021-300 : Vœu présenté par Geneviève Garrigos et les élu.e.s du groupe Paris en Commun - Antoine Alibert et les élu.e.s du groupe Écologie pour Paris et Karine Duchauchoi et les élu.e.s du groupe Communiste et Citoyen du 20 ^e , Sylvain INDJIC et les élu.e.s du groupe Génération.s relatif à l'accueil des personnes menacées en Afghanistan.	54

V20-2021-301 : Vœu présenté par Lamia EL AARAJE et les élu-e-s du groupe Paris en Commun relatif à la dénomination d'une place au nom de Jean-Louis ORANGE. 56

V20-2021-302 : Vœu relatif aux permanences des élu.e.s du 20^e, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise. 57

3. Question orale 60

Question orale concernant le plan parisien de lutte contre le crack, déposée par François-Marie DIDIER et les élus du Groupe Changer Paris du 20^{ème}. 60

Déroulement de la séance

M. PLIEZ

Bonjour, Mesdames et Messieurs, les Conseillères et les Conseillers d'arrondissement, mes chers collègues et puis vous, les habitants du 20^e qui nous regardez ce soir. On est donc le lundi 27 septembre à 18h. Le Conseil du 20^e arrondissement se réunit sur convocation adressée individuellement à chaque Conseillère et à chaque Conseiller par moi-même le mardi 21 septembre 2021, conformément aux articles L.2121-9, 2121-10, 2121-12 du Code général des collectivités territoriales. En ce premier Conseil de la rentrée, permettez-moi d'annoncer quelques évolutions qui sont intervenues au sein du Conseil du 20^e arrondissement. Tout d'abord, Mme Lamia EL AARAJE, Conseillère de Paris qui siège à notre Conseil du 20^e, a été élue le 6 juin dernier députée de la 15^e circonscription. Je lui renouvelle mes félicitations pour son élection. En conséquence de son élection, avec l'accord de l'intéressée, je lui ai retiré la délégation de la prévention, la médiation et la sécurité, que je lui avais confiée en début de mandat. Je l'ai désormais confiée à mon adjointe, Mme Alexandra JARDIN, qui est donc désormais en charge de la prévention, de la médiation, de la sécurité et des coopérations territoriales. J'ai aussi attribué certaines délégations auparavant suivies par Mme Alexandra JARDIN à Mme Carine EKON, mon adjointe, qui est à présent en charge du commerce, de l'emploi, de l'attractivité économique, de l'artisanat et des métiers d'art. Je leur adresse, à toutes les deux, mes félicitations et mes vœux de succès. Elles pourront évidemment compter sur mon appui et le concours de mon cabinet. Enfin, Monsieur le Sénateur, Julien BARGETON, qui siégeait à notre Conseil d'arrondissement, m'a remis sa démission. Je tiens ici à le remercier pour sa courtoisie républicaine et nos échanges constructifs au sein du Conseil. Il est remplacé par la personne suivante dans la liste sur laquelle il s'était présenté, à savoir Mme Florence De MASSOL que j'ai rencontrée vendredi et à qui je souhaite la bienvenue parmi nous ce soir. Je tiens à préciser que ce propos liminaire a été partagé à titre informatif pour les concitoyennes et concitoyens qui nous regardent et je pense qu'il n'appelle pas de commentaire particulier dans notre Assemblée. Sans plus attendre, je vais donc vérifier que le quorum est atteint et vous annoncez présents, les excusés, les absents et les pouvoirs. Je vais donc effectuer un appel nominal de notre liste.

Monsieur le Maire procède à l'appel des présents.

M. PLIEZ

Nous avons donc recensé les présents, les excusés, les absents et les personnes ayant donné pouvoir. Le quorum est donc atteint. Et le Conseil va pouvoir délibérer selon les dispositions de l'article 2121-17 du CGCT. La première délibération que je vous demande de voter concerne la réunion du Conseil d'arrondissement par voie dématérialisée. On va donc proposer et ça va être l'occasion de tester l'outil Quizzbox que tout le monde commence à connaître.

1. Délibérations

MA20.2021.234 : Réunion du Conseil d'arrondissement par voie dématérialisée.

Mme SIMONNET

J'aurais souhaité, Monsieur le Maire, comprendre les raisons en fait de cette dématérialisation à cette séance.

M. PLIEZ

Vous savez, les raisons sont assez simples. On est encore en période difficile pour se retrouver. Donc nous préférons prendre toutes les précautions. En tant que victime récente du COVID, je pense qu'il faut encore être prudent. Par ailleurs, vous savez que nous aurons un nouvel équipement, ça, j'en profite pour l'annoncer, début février avec donc une nouvelle salle qui est l'ancien tribunal, qui sera évidemment disponible pour des réunions de structures associatives, locales en dehors de nos Conseils. Mais je dirais que jusqu'en février, on va continuer à avoir un son dans la salle des fêtes qui est quand même relativement insupportable même si on avait un peu amélioré la dernière fois. Ce qui

ne veut pas dire que les prochains Conseils seront en visio. En tout cas, là, on a opté pour la prudence.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

MA20.2021.235 : Désignation d'un-e secrétaire de séance.

Après consultation des membres, Monsieur Sylvain INDJIC est désigné secrétaire de séance.

2021 DASES 108 : Subventions de fonctionnement (4.333.865 euros) et d'investissement (217.124 euros) des Espaces solidarité insertion dans le cadre du budget participatif. Conventions. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

M. ALIBERT

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je me demandais juste si on n'a pas sauté l'approbation des procès-verbaux.

M. PLIEZ

Exact. Alors on va y revenir.

M. ALIBERT

Vous voulez que je continue sur la présentation de la délibération ?

M. PLIEZ

Oui. On y reviendra tout à l'heure. On reviendra tout à l'heure sur l'approbation des procès-verbaux. Après cette délibération-là, on reviendra sur les procès-verbaux.

M. ALIBERT

Merci de me laisser la parole sur cette délibération. Je voulais attirer votre attention sur l'action de la Mairie d'arrondissement et plus largement de la ville de Paris en ce qui concerne les ESI dits ESI dans le jargon de la Ville, qui sont les Espaces solidarité insertion puisqu'ils sont un maillon essentiel pour accompagner socialement les personnes sans domicile ou en situation de grande exclusion afin de leur offrir à la fois un lieu de répit mais aussi un lieu propice à un accompagnement individuel. Concernant le 20^e arrondissement, cette délibération propose de poursuivre le conventionnement avec l'attribution d'une subvention de 200 000 € à HAFB, Halte aux femmes battues pour l'ESI spécialisé à vocation parisienne dans la mise à l'abri et l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales. J'insiste sur le travail remarquable d'HAFB associée, pour ce faire, Emmanuelle RIVIER, qui est hélas absente en ce début de Conseil, qui est Conseillère de Paris écologiste et la déléguée du Maire dans le 20^e en charge de la lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité femme-homme. Je profite de cette délibération par ailleurs pour compléter les actions mises en œuvre auprès des publics grands exclus ou en danger, puisqu'en parallèle des ESI, la Ville œuvre aussi à la coordination des acteurs et actrices des maraudes dont j'ai déjà eu l'occasion de vous parler souvent. En plus des acteurs et actrices associatifs, la Ville a lancé deux maraudes d'intervention sociale, dits les MIS, dans le 20^e arrondissement. L'une qui opère dans le nord grâce à Charonne Oppelia et la seconde dans le sud de l'arrondissement grâce Aux captifs, la libération. Je voulais citer les captifs puisque depuis mai 2021, ils disposent d'un local prêté par la paroisse rue de Saint Bagnole. Ce local permet utilement d'ajouter un espace d'accueil de jour pour l'accompagnement des sans-abris dans cette partie du sud du 20^e arrondissement. Pour toutes les raisons évoquées, et après cette petite publicité sur des sujets ô combien essentiels, je vous encourage toutes et tous à voter cette délibération.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

MA20.2021.236 : Approbation du procès-verbal de la séance du 19 mai 2021.

MA20.2021.237 : Approbation du procès-verbal de la séance du 23 juin 2021.

Après consultation des membres, les délibérations sont adoptées.

2021 DASES 147 : 8 subventions pour un montant global de 389.984 euros, dont 6 subventions de fonctionnement (244.142 euros) à 5 associations et 2 subventions d'investissement (145.842 euros) à 2 associations pour des actions d'aide alimentaire à destination de personnes et de familles démunies. Conventions et avenant. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

M. ALIBERT

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je continue le panorama des délibérations d'ordre social et de solidarité qui sont soumises à ce Conseil en intervenant sur cette délibération puisqu'elle me permet de mettre en lumière les enseignements qui ont été tirés par la Ville de Paris quant à la précarité alimentaire liée à la crise du COVID-19. J'ai déjà eu l'occasion d'en faire part, d'en débattre avec vous, toutes et tous, à plusieurs Conseils, et notamment de vous faire le point sur la structuration d'un réseau d'aide alimentaire qui a été mis en œuvre dans le 20^e arrondissement et qui d'ailleurs, après une phase spécifique liée à l'été, va continuer son travail pour l'année qui débute, l'année scolaire, dirons-nous. Une démarche semblable avait été aussi organisée au creux entre le premier et le second confinement par la Ville de Paris. C'était la première fois que la Ville, au niveau central, se saisissait de la question de la coordination de l'aide alimentaire et qui, du coup, se traduit ce soir par la délibération qui vous est soumise au vote avec des conclusions qui ont été tirées par la Ville pour financer des nouveaux projets. Sur ces nouveaux projets, j'aimerais attirer votre attention notamment sur une subvention destinée à Action contre la faim. Ce sont des subventions qui ne sont pas liées directement au 20^e. Mais si je parle d'Action contre la faim, c'est qu'ils nous ont beaucoup accompagnés dans la structuration du 20^e arrondissement et notamment en nous aidant à réaliser un diagnostic, et par ailleurs en proposant des formations à multiples reprises aux acteurs et actrices de l'aide alimentaire dans le 20^e pour avoir les bons réflexes mais aussi pour encourager à faire de ces acteurs de l'aide alimentaire les premières vigies pour mieux orienter socialement vers le droit commun les personnes qui souffraient de cette précarité. Je profite, et je ne serai pas trop plus long, d'avoir la parole sur ce sujet, pour vous encourager à lire un numéro spécial de *la Croix* qui a fait le point justement sur toutes les actions d'aide alimentaire et de solidarité dans le 20^e arrondissement qui a été publié cet été. Je pense qu'à la lecture de cet article, on peut toutes et tous être fiers de la mobilisation du 20^e arrondissement. Et par ailleurs, dans la continuité de ce travail, j'ai le plaisir et j'associe, et bien sûr Éric PLIEZ, mais aussi Lyes BOUHDIRA-LASSERRE à cette annonce, ce week-end a ouvert ce samedi un nouveau lieu d'aide alimentaire spécifiquement dédié aux jeunes et aux étudiants de l'arrondissement dans un club senior, boulevard Mortier. Donc on peut se féliciter encore de la poursuite de ces actions de notre collectivité pour ce public qui a été très touché pendant la crise et qui continue de l'être. Donc je vous encourage toutes et tous naturellement à voter cette délibération.

M. PLIEZ

Moi aussi, donc passons au vote.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DEVE 62 : Plan de sortie des plastiques. Subventions (378.638 euros) aux gestionnaires de la restauration collective et convention avec le CASVP. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

M. ALIBERT

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je vous promets, je serai moins bavard en fin de Conseil. Mais hasard, cette fois-ci, toutes mes délibérations arrivent au début. Mais c'est important parce que là, on va rentrer moins dans les affaires sociales et solidarité dont je vous parle souvent mais plus des

questions du plan climat qui est une autre partie de la délégation que le Maire m'a confiée. Et plus spécifiquement sur la question de la pollution des plastiques. Donc je suis très heureux qu'on puisse en discuter dans ce Conseil puisque c'est une pollution qui est insuffisamment traitée. Les plastiques, il faut le rappeler, la moyenne d'une décomposition, en fonction de leur qualité, va de 300 ans à un millénaire. Chaque année, ce sont 8 millions de tonnes de plastique qui se retrouvent dans notre environnement et surtout dans nos mers et dans nos océans. À Paris, la consommation de plastique qu'on a via les fleuves et les nappes phréatiques se retrouve dans les océans et les mers et participe à créer des continents entiers de la taille de l'Australie au milieu des quatre coins du globe avec des continents flottants. Pire, la lente décomposition des plastiques entraîne une multiplication de ce qu'on appelle des microplastiques de taille plus ou moins grosse et avec un impact plus ou moins néfaste sur la santé, ce qui participe par ailleurs, cette multiplication des microplastiques, à l'accélération du réchauffement de nos océans, ce qui est un engrenage terrible dans tous les dérèglements planétaires que l'on connaît. Ce n'est pas qu'une pollution visuelle. Le plastique, c'est aussi une pollution généralisée du monde vivant puisque la présence de ces microplastiques s'insère ensuite dans toute la chaîne alimentaire jusque dans l'alimentation humaine. Et cela finit dans nos organismes. Or, et c'est rappelé dans la délibération, mais je me plais à le rappeler, un rapport conjoint des Nations unies et de l'OMS rappelle que les plastiques contenant des perturbateurs endocriniens sont désignés comme, et je cite, une menace mondiale pour la santé humaine. Donc la délibération qui nous occupe est primordiale. Elle est appelée sortie des plastiques. En réalité, c'est une partie des actions listées par la Ville dans un plan plus large. Mais c'était une partie qui était très importante. C'est une première étape puisqu'il s'agit de l'exemplarité de la Ville dans la consommation du plastique et notamment dans ses lieux de restauration collective. La Ville, ce sont 21 gestionnaires qui interviennent dans la restauration collective. C'est 1 300 établissements qui proposent ces repas. Et ça fait plus de 30 millions de repas servis annuellement. Donc je salue ici tout le travail qui a été réalisé dès la mandature précédente par Antoinette GUHL qui, en tant qu'adjointe à l'économie sociale et solidaire et à l'économie circulaire, avait alors porté à la fois une feuille de route circulaire en lien avec la question du plastique dès 2018 mais aussi avait produit de grandes avancées dans le schéma de la commande publique parisienne dès 2016, et notamment une action, à l'époque où le sujet était moins connu, dans les crèches parisiennes. Donc je voulais saluer ce travail réalisé par Antoinette GUHL. Cette transition pour l'exemplarité de la Ville dans sa restauration collective, elle va peser 4,5 millions d'euros. Et la convention qui nous occupe au titre de cette délibération est dans la partie qui concerne les établissements liés par le CASVP de la ville de Paris. Donc ce seront à terme les EPHAD, les restaurants solidaires et Émeraude. Il y en a plusieurs dans le 20^e. Là, la première étape dès 2021, c'est une subvention qu'on vous propose de voter de 400 000 € qui sont mis sur la table pour faire la transition du plastique vers l'inox dans la restauration de la caisse des écoles du 20^e arrondissement. Je sais que le Maire, mais aussi Florence HERRERO et Lila DJELLALI sont très moteurs dans la caisse des écoles pour faire une transition. Il y a un autre établissement, en plus de la caisse des écoles du 20^e, qui est concerné par cette délibération qui est un établissement de l'aide sociale à l'enfance, c'est-à-dire le foyer Mélingue. Donc je vous encourage toutes et tous à voter cette délibération pour l'exemplarité de la Ville et notamment de notre arrondissement. C'est une première étape dans un plan plus large qui est porté par ailleurs par Florentin LETISSIER au central.

M. PLIEZ

Merci, Antoine ALIBERT. Comme là, on démarrait, c'était un peu le tour de chauffe, mais comme les prises de parole vont être plus nombreuses maintenant, nous allons en revenir au minuteur. Puisque vous savez que le temps de parole, selon notre règlement intérieur, est limité. Avant de déclencher le minuteur, je vais vous demander à tous d'être concis dans vos interventions.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

**2021 DEVE 76 : Approbation du Plan d'amélioration de l'environnement sonore.
M. Antoine ALIBERT rapporteur.**

M. BAUDRIER

Bonjour, Monsieur le Maire. C'est juste une intervention pour souligner l'importance de ce plan de lutte parisien contre le bruit et signaler qu'à peu près l'intégralité des grands travaux portés par la ville de Paris sur ces grands chantiers concerne de fait la réduction du bruit. C'est le cas évidemment de tous les travaux sur la piétonisation comme la rue aux écoles, les pistes cyclables pour limiter la circulation

automobile mais aussi sur les grands travaux qu'avait évoqués Antoine ALIBERT sur le plan climat. Donc une grande partie des investissements qu'on réalise sont bénéfiques pour le climat, réduisent les pollutions de l'air mais aussi réduisent le bruit de façon importante et on va contribuer à embellir votre quartier Télégraphe / Pelleport / Saint Fargeau sur plusieurs voiries du 20^e dans les mois à venir. En attendant, c'est le quartier Amandiers / Sorbier qui en bénéficiera début 2022. Voilà, je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. François-Marie DIDIER. La parole est donc à François-Marie DIDIER, qui est avec nous a priori.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, c'est un enjeu important. Ce plan d'amélioration de l'environnement sonore 2021-2026 aura une valeur de plan de prévention de bruit dans l'environnement dans notre Ville. Le projet présenté comporte une série d'actions de réduction du bruit routier, notamment avec la limitation à 30 km/h de la vitesse des véhicules, la qualité des infrastructures, le contrôle des véhicules les plus bruyants mais aussi une poursuite d'effort pour le soutien aux modes de transport silencieux. Il y a aussi, dans le domaine du bruit du voisinage, un plan d'amélioration de l'environnement sonore avec notamment le contrôle des terrasses estivales, du tapage nocturne. La Ville s'engage aussi à agir sur le bruit des chantiers, Jacques BAUDRIER vient de le rappeler. Néanmoins, moi, l'argumentaire qui est proposé par la ville de Paris m'interroge, en tout cas sur différentes questions, notamment sur la limitation de la vitesse à 30 km/h. Je ne pense pas que ce soit la seule nuisance, en tout cas sonore, liée aux voitures. Donc je pense que le fait de limiter la circulation à 30 km/h ne réduira pas les embouteillages et le bruit qui y est associé. Donc ça, c'est la première interrogation. La deuxième, c'est sur la qualité des infrastructures. Alors je souligne que ce plan veut modifier les enrobés phoniques pour qu'il y ait moins de bruit. Donc évidemment, ça va dans le bon sens. Mais aujourd'hui, quand on voit la qualité et l'état de la voirie parisienne, ça me paraît quand même assez antagoniste, je dirais. Sachant qu'en plus, la Mairie de Paris a quand même diminué de 14 % le budget 2021 en ce qui concerne l'entretien de la voirie alors que c'est de sa responsabilité. Donc il y a beaucoup d'ambitions. Mais est-ce qu'on pourra aller au bout ? Enfin, la problématique des chantiers, il y a 7 000 chantiers à Paris, et depuis quelques années, on voit quand même que la coordination et la programmation de ces travaux est assez difficile. Pour toutes ces raisons, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

M. PLIEZ

Merci. Je vais laisser Antoine ALIBERT conclure comme rapporteur. Peut-être nous rappeler au passage d'ailleurs que ce n'est pas un plan, mais un projet de plan qui appellera à consultation qui évidemment peut évoluer. Antoine ALIBERT.

M. ALIBERT

Oui, tout à fait. Écoutez, je voulais d'abord remercier Jacques BAUDRIER d'avoir souligné l'intérêt de ce plan et je vais essayer quand même d'encourager M. DIDIER à changer son vote puisqu'effectivement, c'est un projet de plan qui sera soumis à consultation. Mais c'est un plan qui est déjà très détaillé. Et l'abstention, j'aurais tendance à dire qu'elle vous engagera puisque Bruitparif le rappelle très souvent. Elle a d'ailleurs démontré : la morbidité liée au bruit en 2019, c'était très concret. C'était 8 mois d'espérance de vie en moins, d'espérance de vie en bonne santé en moins pour les Parisiens qui la subissent. Et le bruit, c'est, vous le savez, on le sait tous, une source de stress qui lui-même est un facteur d'aggravation de toutes les autres maladies. Le bruit, c'est aussi un coût économique et social. On le sait moins. C'est rappelé dans la délibération. Ce n'est pas loin de 150 milliards d'euros au niveau national avec toutes les conséquences que ça a aussi sur la santé. Quand on s'intéresse au bruit, ça a été rappelé, un tiers des personnes interrogées citent d'abord la question des bruits routiers. Et parmi eux des motos. Donc il n'y a pas que la question des voitures, mais il y a aussi la question des deux-roues. Et viennent ensuite les sirènes et les klaxons, et enfin, les bruits de voisinage. Ce plan, c'est la continuité d'un plan qui existe depuis 2015 et qui a quand même réussi en moyenne, sur tout Paris mais dans des points où le bruit était très important, en moyenne a baissé de 2 décibels. Et dans certaines endroits de la Ville qui étaient très soumis à un

brouhaha constant, de près de 4 décibels. Donc 4 décibels, ça a l'air de rien comme ça, mais au quotidien, c'est quand même une source de grande amélioration du confort de vie des habitants et des habitantes de Paris. Beaucoup de choses ont déjà été dites, soit par votre intervention, M. DIDIER, ou par Jacques BAUDRIER. Mais j'aimerais quand même y revenir puisqu'il y a toute une liste d'actions qui sont proposées, à la fois pour traiter les bruits de l'environnement. Pour traiter ces bruits-là, il y a la généralisation des 30 km/h. Ça peut sembler dérisoire mais c'est quand même primordial pour améliorer la qualité, et c'est aussi une mesure de sécurité routière mais aussi d'amélioration du bruit et qui est portée par David BELLIARD et Vincent GOULIN. Il y a la question des infrastructures avec les enrobés phoniques. Alors bien sûr, ça demandera de l'argent mais je fais confiance à Michel ROGER et à Vincent GOULIN pour l'avoir en tête au quotidien. Il y a la question de soutien des modes silencieux. On les connaît. Ce sont toutes les mobilités douces et actives. Il y a aussi le contrôle des véhicules bruyants. Là-dessus, on aura l'occasion d'y revenir mais on va avoir des expérimentations de radar sonore prochainement à Paris qui, je pense, sont une bonne solution pour avancer rapidement sur cette question. Je sais que notre députée par ailleurs s'est fait l'écho à l'Assemblée de la lutte contre les rodéos urbains. Je pense que c'est aussi une piste importante. Et je me permets d'ailleurs de rebondir que sur ce sujet-là, il y a quand même une action coupable du Gouvernement à refuser le contrôle technique des deux-roues. Mais il y a aussi plein d'autres sujets pour les bruits de voisinage, Jacques BAUDRIER l'a dit. Je citerai une action concrète, c'est la création d'une charte pour des chantiers écologiques à faible nuisance, ce qui concerne le bruit. Je sais que Jacques en a parlé. Et ce sera aussi de nature à améliorer l'action de la Ville qui s'est déjà nettement améliorée dans la coordination des travaux. Mais on va continuer. Donc je vous encourage vraiment, M. DIDIER, à voter cette délibération puisque comme ça, être toujours dans un côté un petit peu de défense des automobilistes, à mots couverts, c'est bien. Mais la défense des habitants et des habitantes pour améliorer de 2, voire 4 décibels leur confort quotidien, je pense que ça vaut le soutien à ce plan qui sera soumis à consultation.

M. PLIEZ

Merci. Je vais vous inviter à voter en rappelant qu'effectivement, comme Jacques BAUDRIER l'a dit tout à l'heure, on est sur un premier projet Embellir votre quartier, sur le quartier Télégraphe / Pelleport / Saint-Fargeau qui sera une bonne occasion justement de mettre en musique cette meilleure coordination.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DVD 94 : Réseau de chaleur parisien – Approbation du Schéma directeur 2020-2050. M. Antoine ALIBERT rapporteur.

Mme PRIMET

Mes chers collègues, le droit à l'alimentation est reconnu depuis la déclaration universelle des droits de l'homme. Pourtant, oui, aujourd'hui en France, de nombreuses personnes souffrent de la faim et de la malnutrition. La pandémie a aggravé ce que subissaient déjà les victimes du système : les chômeurs et les précaires. Les images des longues files d'attente s'étirant devant l'aide alimentaire ont montré au grand jour la situation dont pourtant certains voulaient détourner le regard. En 10 ans, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire en France a quasiment doublé. 8 millions de Français, soit près de 12 % de la population, dépendent de l'aide alimentaire. Leurs profils sont variés : depuis ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté qui est à peu près à 70 %...

M. PLIEZ

Raphaëlle PRIMET, je me permets de vous interrompre. On est bien sur le Réseau de chaleur parisien ?

Mme PRIMET

Ah ! Pardon ! J'étais sur la DVD 94.

M. PLIEZ

C'est pour ça que je me suis permis de... Non.

Mme PRIMET

Oui, oui, oui.

M. PLIEZ

94, la Réseau de chaleur parisien.

Mme PRIMET

Il y a du 94 dans les deux, je crois.

M. PLIEZ

Je m'excuse, mais je préfèrerai...

Mme PRIMET

Non, c'est moi qui suis désolée. Alors mes chers collègues, ce schéma directeur est très ambitieux et correspond aux objectifs du plan climat que notre Ville avait adopté. Le Réseau de chaleur urbain de la ville de Paris avec ses 500 km est le plus grand de France et l'un des plus grands du monde. C'est un réseau à base de vapeur et de boucle d'eau chaude. Le service public de distribution de chaleur qui lui avait été concédé par la Ville à la compagnie parisienne du chauffage urbain, CPCU, depuis 1927. La date d'échéance du contrat de concession est le 31 décembre 2024. Alors même si ce n'est pas l'objet direct de cette délibération, ce renouvellement est bien en toile de fond. C'est ce réseau qui permet aujourd'hui à Paris d'avoir une énergie qui dépasse les 50 % d'énergie renouvelable et de récupération. En effet, ce réseau utilise principalement l'énergie fournie par l'incinération des déchets du Sycotm. C'est notre meilleur atout pour tenir les engagements du plan climat qui se donne comme objectif d'atteindre 75 % d'énergie renouvelable en 2030, puis 100 % en 2050 avec des étapes comme l'arrêt total du charbon en 2024. De nombreux problèmes se posent : l'agrandissement nécessaire du réseau, donc le raccordement de plus de clients – puisque l'objectif, c'est +26 % en 2030 – nécessitera de nombreux investissements. La fin du charbon devra être remplacée par du pellet, granulé de bois qui, aujourd'hui, n'est pas suffisamment développé en France. De plus, la RE2020, nouvelle réglementation environnementale des bâtiments, exclut le gaz et notamment le gaz renouvelable comme le biométhane de ces mêmes énergies renouvelables. Donc il nous fallait un schéma directeur. Il est là. Il va nous aider parce qu'il nous permettra d'accéder aux subventions du fonds de chaleur de l'ADEME pour les investissements futurs dont nous avons besoin pour atteindre nos objectifs. Et nous le voterons donc ce schéma directeur. Mais ça n'obérera pas la suite des débats sur le renouvellement de la concession et qui pose la question du devenir de la CPCU. D'ores et déjà, nous pouvons dire que nous souhaitons, pour notre part, que ce soit dans le cadre d'une entreprise intégrée avec des personnels sous statut IEG, c'est-à-dire sous le statut des industries électriques et gazières car dans le cas d'une découpe de celle-ci, les prix de la chaleur s'envoleront. Et on voit bien d'ailleurs, je me permets, aujourd'hui l'augmentation des prix de l'énergie est en partie due à la privatisation d'EDF, de GDF. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Dalila ZIANE si elle a réussi à se connecter.

Mme ZIANE

Oui, merci, Monsieur le Maire. Simplement quelques éléments d'explication de vote pour notre groupe Changer Paris. Nous retenons, nous, du schéma directeur qui nous a été présenté des objectifs toujours plus ambitieux en matière de transition écologique mais qui n'apportent, hélas pas suffisamment de garantie à notre sens, d'abord sur la faisabilité technique puisque le schéma, sans entrer dans les détails techniques, présente un certain nombre de lacunes et notamment au regard de

la nouvelle réglementation. La nécessité aussi qui, selon nous, n'est pas assurée en matière d'investissement et qui rejoint un petit peu ce que vient de dire notre collègue Raphaëlle PRIMET. La tenue des délais sur lesquels nous n'avons pas non plus de garantie, les tarifs, en tout cas l'évolution des tarifs pour les futurs usagers et puis la question des ressources humaines pour les employés en place. Donc pour toutes ces raisons, nous voterons contre. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Je vous remercie. La parole est à Jérôme GLEIZES.

M. GLEIZES

Oui. Bonjour, chers collègues ! Je vous invite, par contre, à voter cette délibération qui est très, très importante. Et je ne comprends pas tellement l'intervention précédente puisque ce n'est qu'un schéma directeur. Donc c'est normal que certains éléments ne soient pas un schéma directeur. Ça saura donc plus tard au prochain Conseil de Paris où on va décider du devenir de la CPCU. Pour l'instant, ce schéma directeur était en manque. Cela fait plus de 10 ans que nous aurions dû avoir un schéma directeur. Et à cause de l'absence de ce schéma directeur, nous n'avons pas pu bénéficier du soutien de l'ADEME aux investissements qui ont eu lieu depuis pas mal d'années, donc depuis 10 ans, notamment donc il y a un plan de sortie du charbon qui aurait pu bénéficier d'une aide de l'ADEME et qui n'en bénéficie pas. Donc ça veut dire qu'il est à charge à 100 % de la CPCU. Ça veut dire à un tiers la Ville et à deux tiers ENGIE qui, aujourd'hui, a la concession. Ce schéma est très important puisque le réseau de chaleur est une énergie assez particulière, ça veut dire que c'est la seule qui est vraiment localisée. C'est la seule qui permet vraiment de répondre à des objectifs de transition énergétique et de réduction de la consommation. C'est pour ça qu'il est très important d'avoir un schéma directeur qui donne différentes pistes. Et c'est pour ça que ce schéma est encore amendable. J'invite donc mes collègues de droite à proposer des amendements sur ce qu'ils pensent qui ne va pas dans le bon sens puisqu'en fait, il fait plutôt l'état de la science aujourd'hui, de ce qui est possible. Donc forcément, il y a certaines pistes qui sont encore à creuser. Elles sont uniquement en termes d'indices mais pas en termes de propositions puisque nous avons encore pas mal de choses à faire par rapport à ça. Pour terminer, sur la question du devenir par contre de la CPCU, je rappelle donc la position des écologistes, nous, on est pour récupérer bien sûr la production et la distribution parce qu'aujourd'hui, malheureusement, la production n'appartient pas à la Ville, c'est-à-dire que si la Ville voulait reprendre à sa charge la production de la chaleur, il faudrait qu'elle rachète les actifs à ENGIE qui est aujourd'hui propriétaire de ces actifs. Donc ce qui fait que ça a un surcoût pour la Ville. Et contrairement à notre réseau, le réseau d'eau, où la Ville était à la fois propriétaire du réseau de production et de distribution, il a été plus facile de retourner en régie. Donc ça va être un sujet non pas sur ce Conseil de Paris qui va être important. Pour terminer, ce qu'il faudrait...

M. PLIEZ

Le temps est terminé.

M. GLEIZES

Après ce schéma directeur sur la chaleur, il nous faudrait un schéma multi-énergie parce que le problème de raisonner uniquement en silo, on ne voit pas donc les substitutions qu'il peut avoir dans différentes énergies : l'électricité, le gaz et le réseau de chaleur. On voit qu'aujourd'hui, l'électricité est un très grand concurrent au réseau de chaleur. Merci de votre attention.

M. PLIEZ

Merci. Alors Antoine ALIBERT. Suite à l'intervention du rapporteur, Antoine ALIBERT, il y a deux demandes d'explication de vote : de Virginie DASPET et de Danielle SIMONNET. Donc Antoine ALIBERT d'abord.

M. ALIBERT

Oui, merci. Écoutez, je suis ravi de pouvoir parler énergie. Et je vois que plusieurs de mes collègues le partagent puisqu'il y a eu beaucoup de demandes de prise de parole parce qu'en fait, quand on parle

énergie, on parle climat et des conditions pour notre collectivité d'être à la hauteur des défis que l'on connaît. La Ville, grâce à cette délibération, dispose d'abord d'un plan climat ambitieux porté par l'adjoint EELV Dan LERT, que je salue au passage, mais qui demandera encore beaucoup de travail, bien entendu, de la part des élus que nous sommes, des services, des bailleurs sociaux quand on parle de chaleur pour proposer des gisements et des raccordements fiables mais aussi des habitantes et des habitants parce qu'aujourd'hui, la mode, mais aussi l'avenir, est à la décentralisation des réseaux et à la promotion de l'énergie citoyenne. Pour réussir cette transition écologique et énergétique, surtout à Paris, on dispose d'un atout essentiel, c'est ce réseau de chaleur. Ce réseau de chaleur, si vous avez lu la délibération, il est fort de 500 km, il est connecté pour partie à beaucoup de communes de la métropole. Il pèse 20 % de la chaleur française et 50 % de la chaleur en Île-de-France. C'est donc peut dire que si on réussit la transition sur le réseau de chaleur parisien, on avance aussi d'un grand pas dans nos objectifs locaux mais aussi dans nos objectifs nationaux. Donc la délibération qui vous est soumise est un schéma directeur, ça a été rappelé. Ce n'est pas le renouvellement ou pas de la concession de la CPCU notamment avec ENGIE. C'est bien un schéma directeur de transition de ce réseau de chaleur qui sera essentiel pour ensuite nous permettre d'avoir des subsides de l'État dans les 500 millions d'euros qui sont proposés dans un fonds opéré par l'ADEME. Il y a plusieurs pistes d'action, et je vais pouvoir répondre du coup à quelques sujets qui ont été évoqués par Dalila ZIANE. D'abord, il y a des étapes dans ce schéma directeur, Mme ZIANE. Il y a d'abord un verdissement pour atteindre 75 % d'ENR en 2030 et 100 % en 2050. Alors peut-être que ces étapes ne sont pas suffisamment déclinées. Mais on a quand même des jalons intermédiaires dans un objectif de neutralité carbone à 2050. Ensuite, il y a un objectif de densification des raccordements, de création de boucles d'eau chaude en parallèle du réseau de chaleur. Il y a un objectif de mutualisation, ça a été évoqué, mais il a été coupé par Jérôme GLEIZES puisqu'en fait, la transition, c'est une transition toute énergie en même temps. Donc il faut mutualiser les réseaux avec des réseaux intelligents. Ça a été évoqué par ma collègue, Mme PRIMET, il faut sortir du charbon, bien entendu, parce que ce réseau est encore alimenté par du charbon. Mais de toute façon, on a une obligation légale d'ici 2024. Et enfin, il faudra créer des nouvelles unités de production, ça a été abordé, qui valoriseront soit nos déchets, soit la biomasse, soit la récupération de chaleur et notamment, vous connaissez notre position sur la 5G, mais pour récupérer la chaleur issue des datacenters provoquée par l'augmentation de la consommation énergétique due au tout numérique. Vous le savez, nous, ce n'est pas un suspense, les écologistes plaident pour la création d'énergie de Paris. Jérôme a été trop humble pour l'évoquer mais il est chargé de rédiger un rapport de préfiguration à cette future instance de la Ville. Et je le remercie. On n'ignore pas, nous, les écologistes, les difficultés budgétaires. Mais comme l'a dit Jérôme, on plaide pour remunicipaliser ces outils et ces réseaux puisque, et c'est là, je trouve étonnant la remarque faite par Dalila ZIANE et la droite qu'elle représente. En réalité, récupérer... municipaliser ces réseaux comme l'a démontré Eau de Paris, c'est mieux investir et c'est surtout maîtriser à la fois les statuts des personnes qui y travaillent, ce qui a toujours été dans notre ADN, mais c'est aussi reprendre la main sur les conditions tarifaires. Et ça a été évoqué très rapidement par Raphaëlle PRIMET, mais il n'aura échappé à personne qu'effectivement, on assiste aujourd'hui en Europe à une explosion du prix de toutes les énergies et notamment de l'électricité qui en plus rentrent en concurrence avec la chaleur. Je ne serai pas trop long sur ce schéma directeur. Mais il me semble que j'ai 5 minutes, Monsieur le Maire, et que je n'en suis qu'à 4. Donc je vais en profiter pour encore dire deux choses puisqu'on parle trop rarement d'énergie : d'abord, que je vous encourage toutes et tous à signer une pétition qui a été lancée par Énergie partagée puisque le nouvel arrêté tarifaire sur les conditions du photovoltaïque prévoit d'empêcher les collectivités à contribuer au projet d'énergie citoyenne sur leur territoire. Très simplement, si on va dans ce sens-là, ça veut dire la mort de tous ces projets et typiquement, dans le 20^e, on en a eu un où la collectivité a mis la main au pot pour boucler le tour de financement, ce sont les panneaux photovoltaïques sur le toit du centre Paris Anim Louis Lumière qu'on a l'occasion de visiter avec Lyes BOUHDIRA-LASSERRE. Par ailleurs, une deuxième information puisqu'on parle trop rarement d'énergie, il reste une quarantaine de copropriétés chauffées au fioul dans le 20^e arrondissement. Avec le Maire, nous avons pris l'initiative de les contacter toutes et tous. Je salue d'ailleurs l'accompagnement de Manon THORE au cabinet qui nous a beaucoup accompagnés sur ce dossier pour leur proposer des solutions de transition vers des sources de chauffage à la fois plus économique pour eux et meilleures environnementalement et pour le climat. Voilà. Je vous remercie de m'avoir écouté. Désolé d'avoir été long.

M. PLIEZ

Merci. Mais effectivement, l'énergie, on n'en parle pas à chaque Conseil. Donc ce moment est important. Et du coup, j'ai trois demandes d'explication de vote : Virginie DASPET, Danielle SIMONNET et Florence De MASSOL. Virginie DASPET.

Mme DASPET

Merci, Monsieur le Maire. Je vais être très rapide parce qu'après les brillants exposés de Jérôme GLEIZES et d'Antoine ALIBERT à l'instant, il y a peu à rajouter peut-être simplement vous dire que bien évidemment le groupe Génération appelle à voter cette délibération, qu'en effet, c'est un schéma directeur et ça devrait nous permettre de nous prémunir des dysfonctionnements qu'on a pu avoir autour de la CPCU au cours des dernières années. Il y a, à mon avis, deux enjeux, au-delà de tout ce qui a pu être dit sur les énergies, c'est le prix, le prix consommateur final, notamment pour les locataires de logements sociaux, qui s'en sont beaucoup plaints. Les amicales de locataires peuvent le rejeter pour des questions de prix. Et puis tout l'enjeu du mix énergétique, alors je vais simplement relever, sans parler de la part des énergies renouvelables, de la trajectoire zéro carbone, etc. que, oui, aujourd'hui, c'est un débouché pour les incinérations du Syctom, mais quand même la façon de résoudre tout ça, c'est justement d'arrêter des incinérations de déchets et d'évoluer sur d'autres choses. Comme je l'ai entendu tout à l'heure dans une intervention, je voulais tout de même le soulever. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Donc Danielle SIMONNET pour les explications de vote.

Mme SIMONNET

Oui, c'est sûr que je ne pourrai dire tout ce que je pense dans une explication de vote parce que le temps est restreint. Néanmoins, un, attention dans ce schéma, on ne peut pas occulter le débat de la gestion de la CPCU qui a quand même ces dernières années développé un bon nombre de travaux afin d'augmenter les indemnités que la Ville devra rembourser à ENGIE à la fin de la délégation de service public. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard certainement si ENGIE a remporté le marché. On peut se poser la question. C'était déjà anticipable antérieurement. Moi, j'é mets de plus grandes réserves parce que c'est quand même un scandale colossal que celui de la gestion par ENGIE de la CPCU et de l'ensemble de ces travaux qui ont augmenté les indemnités que la Ville devra. Il se pose après bon nombre de débats pour passer au 100 % énergie renouvelable. La CPCU devra aussi dépendre de moins en moins de l'incinération des déchets puisque nos déchets, nous devons les réduire. Donc il y a toute une problématique aussi qui doit s'imposer, qui doit être celle d'augmenter notre sobriété pour baisser nos dépenses énergétiques. Pour l'instant, avec Laurent SOREL et le groupe France Insoumise, nous nous abstenons sur cette délibération.

M. PLIEZ

Merci. Florence De MASSOL.

Mme De MASSOL

Alors bonsoir à toutes et à tous. Alors moi, je suis seule. Je ne suis pas représentante d'un groupe. Je suis affiliée au groupe progressiste et indépendant au Conseil de Paris. Donc je vais voter cette délibération. J'avais toutefois deux, trois petites remarques. La première, c'est qu'il me semble que la Région est vraiment absente de cette délibération. Et c'est dommage parce que les questions d'énergie ne peuvent pas se résoudre au niveau seul de la Ville de Paris. La deuxième chose, c'est qu'on y parle très peu de géothermie. Ce qui est quand même une source d'énergie francilienne extrêmement intéressante. Puis la troisième chose, c'est que moi, j'insiste sur la nécessité de multiplier nos sources d'énergie. Le mix énergétique, Virginie DASPET en a parlé un petit peu, M. ALIBERT aussi, mais c'est vraiment quelque chose de fondamental parce qu'on n'est plus à l'époque où on ne peut imaginer qu'une seule source d'énergie va répondre à tous nos besoins.

M. PLIEZ

Merci. Je ne sais pas si sur ces trois explications de vote, le rapporteur veut conclure ou si on passe au vote.

M. ALIBERT

J'ai pris déjà beaucoup de temps en ce début de Conseil. Donc je vous propose de passer au vote si vous êtes d'accord, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Très bien. Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DASCO 143 : Convention de partenariat « Accompagnement du projet Oasis » avec le Conseil d'Architecture, Urbanisme et Environnement. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

M. BOYAJEAN

Cette délibération vise en fait à valider une convention avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement 75 qui implique une participation financière de la ville de Paris de 150 000 €. Je rappelle que le CAUE a vocation à promouvoir la qualité architecturale, urbaine et environnementale en conseillant habituellement le public sur ces différentes thématiques. Depuis le début de l'expérimentation des cours d'école Oasis, la Ville a recouru au CAUE dans un certain nombre de circonstances, dans un certain nombre d'expérimentations, notamment dans un cadre qui est celui de la co-conception. Sur 50 établissements qui ont fait l'objet de ce type d'expérimentation, je crois qu'une vingtaine ont fait l'objet de cette co-conception avec le CAUE. À plusieurs reprises, notre groupe a émis des réserves, des réserves pratiques, parfois des réserves au plan idéologique, notamment aussi par ailleurs sur le fait de l'ouverture de ces cours le week-end. Et encore une fois, en fin de journée, dans certaines périodes. Donc nous restons très circonspects sur ce type d'expérimentation pour trois grandes raisons. D'abord, en matière de sécurité pour les enfants et pour les personnels, a fortiori en période Vigipirate. Nous sommes également circonspects sur la problématique de la propreté des lieux, du respect des règles sanitaires et encore une fois, là aussi, a fortiori en période de COVID. Et puis sur le plan budgétaire, au niveau des coûts. Les coûts de ce type d'expérimentation sont assez élevés, notamment la surveillance des... lorsque ces locaux sont ouverts, ces cours de récréation sont ouvertes au public. Il y a de la surveillance à mettre en place. Il y a aussi la maintenance en matière de propreté, d'hygiène. Ce sont des expérimentations sur les lieux desquels les choses se dégradent parfois assez rapidement. Et nous nous demandons quelle sera la prise en charge de l'arrondissement le jour où la ville de Paris ne prendra plus elle-même en charge ce type d'expérience. Pour ces raisons rapidement exposées, nous nous abstenons sur le vote de cette délibération. Merci, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Merci. Je vais laisser Anne BAUDONNE répondre. Et moi, je suis à la disposition des élus qui souhaiteraient faire une visite par exemple de la superbe cour Oasis Maryse-Hilsz qui est vraiment, je pense, ce qu'on fait de plus avancé dans ce domaine. C'est toujours intéressant à voir pour ceux qui n'auraient pas eu l'occasion d'y aller, je suis à votre disposition pour cette visite. Anne BAUDONNE.

Mme BAUDONNE

Merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole. Je vais répondre en quelques mots à M. BOYAJEAN. Le projet d'accompagnement ou projet Oasis, en fait, est en constante évolution avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement, le CAUE. Donc dans le cadre de cette programmation ambitieuse, il y a peut-être non pas des ratés, mais en tout cas, des éléments qui ont été choisis de prime abord et qui sont en évolution et qui évidemment font appel à l'expertise de tous. C'est la raison pour laquelle, cette convention en fait cherche à faire évoluer la transformation de ces

cours d'école en espace de fraîcheur. Et vous le savez, nous en avons besoin, l'évolution énergétique, climatique nécessite que la ville de Paris prenne sa part. Donc ces espaces se révèlent être des espaces réellement végétalisés et mieux partagés par tous. Donc elle souhaite renforcer ce partenariat pour continuer à évoluer et à rechercher des solutions innovantes. Quand, avec la programmation, il y aura une montée en puissance du nombre de cours d'Oasis, avec une mobilisation des services, une mobilisation interservices, des temps de formation également dans les CASPE, une production aussi d'outils pour simplifier la mise en œuvre de projets en interne et une intervention dans une dizaine d'établissements où les chantiers seront programmés à court terme. Donc cette évolution, elle permettra de mieux répondre aux éventuels sujets que vous rapportez de propreté, d'hygiène. Néanmoins, je tiens à le dire, il y a un agent qui est présent pour à la fois la surveillance et ensuite pour la fermeture des cours et le nettoyage. Et puis il y a des activités qui sont proposées assez fréquemment et qui plaisent aux enfants. Cette subvention, elle est de 158 000 €. Dans le 20^e, ça concerne, donc il va y avoir prochainement, même à cette rentrée, à la maternelle 31 Métra, la cour a été livrée. Et d'ici à la fin de l'année, avec des soucis bâtimentaires, de travaux qui ont dû être reportés, la cour enfin de la polyvalence des Tourelles sera livrée également. Et l'année prochaine, trois à quatre cours avec un arbitrage qui est en cours. Donc je vous en parlerai plus tard. Voilà, je vous remercie.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

MA20.2021.250 : Choix de la gestion par marché public de services pour le centre Paris Anim' et d'hébergement Louis Lumière situé au n° 26 rue Serpollet (20^e). Autorisation à Monsieur le Maire du 20^e arrondissement de demander à la Maire de Paris de mettre en œuvre une procédure de marché public de services pour la gestion de cet équipement. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

M. BAUDRIER

Oui, bonjour à toutes et tous. C'était juste pour souligner l'importance de ce centre d'animation Louis Lumière et aussi du fait que son extension et son retournement face au futur parc du secteur Python-Duvernois était un élément essentiel de l'aménagement du grand projet urbain du Python-Duvernois. Donc c'était bien pour insister sur ce sujet et pour souhaiter que les études pour cette extension soient lancées le plus rapidement possible eu égard au fait d'ailleurs que la SEMAPA en assure la moitié du financement.

M. PLIEZ

Merci. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE pour éventuellement compléter ou préciser quelque chose sur le sujet.

M. BOUHDIDA

Je ne vais pas être beaucoup plus long que mon collègue. Simplement dire que c'est un marché, une procédure de marché public classique, qu'on souhaite poursuivre sur ce mode de fonctionnement qui a montré qu'il fonctionnait bien, qu'il a trouvé notre satisfaction dans les dernières années. L'idée, c'est de sélectionner un équipement, une structure qui peut gérer un lieu d'éducation populaire qui soit davantage ancré encore sur le territoire en lien avec les acteurs du quartier et en effet, valoriser au mieux cet équipement qui est quelque peu sous-utilisé depuis quelques années, notamment sur la partie d'hébergement. Donc le marché comprendra bien cette exigence-là que nous avons du côté de la Mairie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DLH 159 : Réalisation d'un programme d'Amélioration de la Qualité de Service par Paris Habitat sur le Groupe Mortier (20^{ème}). M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

M. CHEVANDIER

Je vous remercie, Monsieur le Maire. Je voulais brièvement attirer l'attention du Conseil sur cette délibération qui concerne le Groupe Mortier situé au 56, boulevard Mortier, qui fait déjà l'objet d'un plan climat et pour lequel il a été décidé de faire des travaux d'amélioration de la résidence, qu'il s'agisse de remplacement de portes, de rénovation des caves, de création de locaux à ordures, d'amélioration d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, de renforcement de la végétalisation. Tout ça pour dire que la ville de Paris agit et contribue aux côtés des bailleurs sociaux et principalement des bailleurs sociaux de la ville de Paris pour améliorer les conditions de vie. Ça passe en ce moment par les plans climat très nombreux dans notre arrondissement qui permettent d'améliorer le confort et en même temps de diminuer la facture énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du bâti. C'est essentiel. Mais c'est aussi des travaux d'amélioration de la vie quotidienne. Et cette délibération est importante parce qu'elle nous permet de valoriser aussi cet aspect-là de l'investissement de la ville de Paris et de ses bailleurs dans leur patrimoine. C'est pour ça que je voulais prendre la parole et insister là-dessus à l'occasion de ce Conseil. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DLH 179 : Réitérations, modifications et demandes de garantie d'emprunts finançant divers programmes de logement social de la RIVP. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

M. BAUDRIER

Bonjour. En fait, je me suis trompé. Je voulais m'inscrire sur la délibération précédente. Mais je vais donc intervenir sur celle-là. C'était pour insister comme l'a fait Thomas CHEVANDIER et en tant qu'adjoint à la Maire de Paris à la transition écologique du bâti sur tous les investissements majeurs puisque donc 5 000 plans climat par an, c'est un record, que nous avons réalisés, que nous allons encore réaliser cette année avec des requalifications emblématiques que sont toutes les cités au nord de la porte de Montreuil dans le 20^e arrondissement - Paris habitat, et Gare des Mines dans le secteur de la porte de la Chapelle et porte d'Aubervilliers. Tout le secteur de Charles-Hermite avec plus de 1 500 logements. Donc c'est des investissements extrêmement importants, et comme l'a dit Thomas CHEVANDIER, qui concernent pas seulement la rénovation thermique des logements mais aussi de plus en plus toutes les questions d'accessibilité et de végétalisation. Et je voudrais souligner le fait que nous avons voté au dernier Conseil de Paris un budget de 6,5 millions d'euros pour la végétalisation dans les emprises des bailleurs sociaux et que Paris habitat, comme Élogie, la RIVP, sont très engagés à cette dynamique. Puis au passage, relever le fait que l'agence parisienne du climat s'inscrit aussi sur cette dynamique. Moi, je souhaite que tous les acteurs, la direction des constructions publiques, l'agence parisienne du climat, nos aménageurs, nos bailleurs s'inscrivent dans cette dynamique et travaillent actuellement à une expérimentation des cogestionnaires sur les capacités de végétalisation dans les emprises du bas Belleville et que ça va aussi aider à identifier des projets pour nos bailleurs sociaux. Il y a une grosse dynamique de végétalisation dans les parcelles auxquelles les bailleurs sociaux sont en pointe et c'est une très bonne chose.

M. PLIEZ

Merci, Jacques BAUDRIER. Pas de remarques sur les garanties d'emprunt alors ?

M. BAUDRIER

Aucune.

M. PLIEZ

Très bien. Mme JASSIN. Mme JASSIN. Voilà, je crois.

Mme JASSIN

Dans cette délibération, l'ensemble des offres de prêts émises par la caisse des dépôts et consignations visant le financement de ces opérations représente un encours d'environ 35 millions d'euros. La RIVP sollicite la ville de Paris pour qu'elle garantisse de nouveau ces prêts à hauteur des montants présentés dans les offres de la CDC. Par différentes délibérations votées entre 2014 et 2017, le Conseil de Paris a financé 12 opérations de logement social réalisées par la RIVP dans plusieurs arrondissements, dont le 20^e, et a accordé dans ce cadre la garantie de la ville de Paris au prêt finançant ces projets. Parmi ces anciennes délibérations, nous retrouvons des programmes largement déséquilibrés avec une surreprésentation de financement de logements très sociaux, PLAI, PLU et PLUS, des conventionnements et des programmes de réhabilitation plan climat énergie. Dans ces conditions, nous nous abstenons.

M. PLIEZ

Thomas CHEVANDIER pour répondre à ces deux interventions.

M. CHEVANDIER

Si je crois comprendre le sens de la critique émise par Mme JASSIN, c'est qu'on a, par ces délibérations, des financements excessifs en logements très sociaux PLAI et PLUS. Nous, nous assumons dans cette majorité une répartition de principe qui est qu'on a 30 % de PLAI très sociaux, 30 % de PLUS un peu moins sociaux et 40 % de PLUS et 30 % de PLS. Le logement social, on va dire, le moins social et accessible aux classes moyennes. C'est comme ça qu'on fait la mixité sociale. Nous sommes favorables à la mixité sociale. C'est une répartition des différents modes de financement qui nous permet de faire la mixité sociale au sein des immeubles de ne pas créer de nouveau des ghettos comme on a pu le faire par le passé. Par ailleurs, j'entends souvent des responsables du groupe Changer Paris se plaindre que les familles, les classes moyennes, les fonctionnaires quittent Paris. Aujourd'hui, c'est le logement social, et notamment les catégories en PLAI et en PLUS qui leur permettent de rester, de continuer à vivre dans Paris. Nous, c'est un élément de fierté de notre majorité et c'est surtout utile à l'intérêt général. Ça permet la mixité. Ça permet aux premiers de cordée de rester dans Paris. Ça permet aux instituteurs, ça permet aux infirmiers, aux infirmières, ça permet à toutes ces professions essentielles qui, sinon, seraient poussées hors de Paris par la pression immobilière de rester. Et pour nous, c'est une grande fierté. Donc évidemment, oui, mille fois oui, à cette délibération qui en l'occurrence est une délibération technique mais avec le sens politique que vous lui donnez, oui, nous sommes fiers de voter cette délibération.

M. PLIEZ

Justement, je vous invite à voter sur cette délibération.

M. GLEIZES

J'ai demandé à m'inscrire sur cette délibération.

M. PLIEZ

Excusez-moi. Deux demandes d'explication de vote. Danielle SIMONNET d'abord et Jérôme GLEIZES ensuite. Excusez-moi, M. GLEIZES. Danielle SIMONNET d'abord. Danielle SIMONNET, vous avez la parole. Danielle SIMONNET. Danielle SIMONNET. Le temps qu'elle revienne, je vais proposer à Jérôme GLEIZES de prendre la parole.

M. GLEIZES

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je trouve que M. CHEVANDIER a été très gentil dans sa réponse. Moi, je trouve que l'intervention de Mme JASSIN est assez honteuse. Nous avons un débat sur les loyers capitalisés, on peut comprendre que techniquement, on n'est pas d'accord sur le principe. Là, nous sommes sur les garanties d'emprunt. Techniquement, ce n'est pas si technique que ça. Ça veut dire que la ville de Paris s'engage, en cas de défaut de paiement de l'investisseur, de prendre à sa charge le prêt. Ça n'arrive jamais. Donc c'est uniquement quelque chose de technique. On prend prétexte de cette garantie d'emprunt que la Ville donne sur des centaines de délibérations chaque année, pas uniquement sur le logement, mais essentiellement sur le logement, pour protester contre le contenu du projet. Ça n'a rien à voir. La garantie d'emprunt, elle n'est pas liée à cela. Après, on peut discuter sur les différentes formes de conventionnement et dans ce cas-là, on peut attaquer la délibération. Mais ce n'est pas cette délibération qui nous est proposée, là. Donc à partir du moment où on s'oppose ce type de délibération, ça veut dire qu'on demande à ce que la Ville se désengage du logement social quel qu'il soit, y compris le PLS, le PLUS et le PLAI. L'argument sur le PLAI qu'on fait trop de PLAI n'a rien à avoir. C'est totalement aller à côté de la plaque pour pouvoir dénoncer la course au logement social. Et enfin, on demande à ce qu'aujourd'hui, le logement soit uniquement privé et pas social. Et je trouve que ce type d'intervention n'a rien à faire dans le 20^e arrondissement.

M. PLIEZ

Merci. Avons-nous retrouvé Danielle SIMONNET ?

Mme SIMONNET

Oui. Désolée. Non, écoutez, je suis d'accord avec les propos de Jérôme GLEIZES. Moi, j'ai un avis opposé à celui de LR concernant la répartition sur les catégories de logement parce que je pense, au contraire, que quand la Ville réserve 30 % de logements sociaux pour des PLS, c'est-à-dire des familles avec des revenus plus élevés, c'est en fait une discrimination à l'encontre des catégories populaires puisqu'il faut savoir que 90 % des demandeurs de logements sociaux sont inéligibles aux autres catégories de logement PLAI, PLUS et qu'ainsi faisant, nous avons perdu beaucoup de catégories populaires à Paris qui était 36 % de la population active parisienne et qui sont aujourd'hui plus de 25%. Mais là, ce n'est pas le cœur de la délibération. Le cœur de la délibération, c'est est-ce que la Ville contribue, en garantissant les emprunts, les prêts, à permettre de poursuivre la politique de logement social. Par conséquent, nous voterons la délibération malgré le désaccord qu'on peut avoir sur d'autres aspects de la politique du logement. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

**2021 DLH 228 : Réalisation 141-143 rue de Bagnole (20^e) d'un programme de rénovation de 53 logements sociaux réalisé par HSF (460 224 euros).
M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.**

Mme De MASSOL

Oui, c'était juste une petite remarque puisque dans cette délibération, il est prévu de remplacer les radiateurs électriques par d'autres radiateurs électriques. On sait que la consommation électrique, elle doit plutôt être réservée pour des choses où elle est efficace. En termes de chauffage, ce n'est pas le cas. On a voté tout à l'heure une délibération sur le réseau de chaleur. Moi, je me fais quand même la réflexion de voir que de nombreux plans climat air-énergie ne prennent pas assez en compte les possibilités du réseau de chaleur et du fait qu'il faut raccorder de plus en plus d'immeubles à ce réseau de chaleur. Donc c'était une remarque, qui ne m'empêchera pas de voter cette délibération.

M. PLIEZ

Merci. Thomas CHEVANDIER.

M. CHEVANDIER

En un mot, pour dire qu'il y a des radiateurs électriques dans certaines résidences qui sont vraiment très anciens, très énergivores et par ailleurs peu efficaces. On sait que ce n'est pas la meilleure des solutions mais c'est toujours une solution qui permet d'améliorer les conditions de vie, en même temps de réduire la facture pour les ménages concernés. Après, j'entends tout à fait ce que vous dites, Mme De MASSOL.

M. PLIEZ

Puisque sur le fond, on est tous d'accord, en tout cas sur la question posée.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAE 77 : Subventions (1.395.000 euros), conventions et avenant avec dix-sept organismes d'accompagnement ou de financement des porteurs de projets entrepreneuriaux à fort impact social. Mme Lila DJELLALI rapporteure

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Du coup, je vais regrouper peut-être deux interventions parce qu'effectivement, Lila n'est pas là ce soir, occupée par un investissement militant extrêmement important. Je ne pouvais pas manquer de souligner, et elle me l'a demandé, elle qui est en charge de l'économie sociale et solidaire, cette très belle délibération qui permet à un dispositif Jeune Pousse d'aider un certain nombre de structures de l'économie sociale et solidaire à travailler autour de l'insertion et de la question de l'emploi et de l'accompagnement social. Donc parmi cette délibération, on voulait souligner que la Ruche, que vous connaissez bien aussi, avait été lauréate de ce dispositif sur un projet qui est vraiment purement 20^e et un projet aussi qui est né dans cette mandature qui est celui des fabs et que portait aussi et que porte aussi avec la Ruche. Système C les FAAB, c'est les Fabricants amateurs d'Amandiers et de Belleville, c'est-à-dire des habitants des quartiers populaires qui ont des compétences, qui peuvent fabriquer des choses, qu'ils font souvent chez eux et qui peuvent se faire à l'origine un complément de revenu ponctuel. Et puis pour certains d'entre eux, vouloir aussi en faire une activité professionnelle et pour ça, avoir besoin d'un accompagnement. Donc vraiment les deux structures se sont bien retrouvées pour mener ce projet. On ne peut avoir qu'un regret, et c'était l'objet de mon intervention, c'est que Jeune pousse a soutenu la Ruche comme lauréat et pas Système C plus récent dans les structures d'économie sociale et solidaire. Merci.

M. PLIEZ

Merci de cette intervention. Je vais vous inviter à voter et j'acquiesce sur les FAAB, que nous avons pu accueillir lors de marchés solidaires et j'espère qu'il y en aura d'autres, notamment sur notre parvis.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAE 78 : Conventions et subventions (100.000 euros) à 10 organismes lauréats de l'appel à projets des Trophées parisiens de l'économie sociale et solidaire 2021. Mme Lila DJELLALI rapporteure.

Mme GUHL

Bonjour à toutes et tous. Monsieur le Maire, chers collègues, je voulais effectivement évoquer cette délibération et en particulier un nouveau projet qui s'installe dans le 20^e et que je voulais porter à votre connaissance, qui permet en fait d'acheter un fauteuil roulant quand on a peu de moyens, d'acheter un lit médicalisé quand on est âgé et précaire. On sait que ça peut souvent être un parcours du combattant. Et pourtant, il y a beaucoup de ces matériels qui existent et qui ne sont pas utilisés, soit parce qu'ils ne répondent plus à la demande des personnes, soit alors parce que tout simplement suite à un décès, ils ne sont plus utilisés. Envie et autonomie s'installe dans le 20^e. Envie et autonomie propose l'ouverture d'un magasin de collecte et de distribution de matériel médical

reconditionné : des fauteuils roulants, des lits médicalisés pour permettre aux personnes en situation de handicap de pouvoir acheter à petit prix ces matériels qui ont été remis à neuf. Le démarrage de l'activité, c'est en septembre 2021. C'est dans les locaux de la fédération Envie qui est située dans le 20^e arrondissement. Et il se trouve que cette structure est lauréate des trophées de l'ESS. Et c'est pour ça que je voulais vous en parler. C'était simplement pour que ça n'échappe à personne.

M. PLIEZ

Je vous invite aussi à aller découvrir cette très belle boutique. Merci, Antoinette GUHL.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

**2021 DAE 94 : Conventions et subventions (1.430.500 euros) à 36 structures lauréates de l'appel à projets "Alimentation durable et solidaire 2021".
Mme Lila DJELLALI rapporteure.**

Mme PRIMET

J'avais commencé tout à l'heure, donc je ne vais pas vous refaire le début. C'était pour vous dire l'importance de cette délibération puisque je disais qu'en 10 ans, le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire en France a quasiment doublé. 8 millions de Français, soit près de 12 % de la population dépendent de l'aide alimentaire. Les profils sont variés : depuis ceux qui sont sous le seuil de pauvreté, les chômeurs, les étudiants et il y a aussi beaucoup de femmes concernées. Donc il y a la faim, il y a son corollaire, la malnutrition, souvent induite par la nature de l'aide alimentaire elle-même, notamment à travers les dons des banques alimentaires ou du FED, Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis car il y a peu d'aliments frais et une majorité de conserves et de plats cuisinés. Alors cette délibération est extrêmement importante. Notre collectivité débloque 1 450 000 € à 33 structures dans le cadre de l'appel à projet pour une alimentation durable et solidaire. Et c'est ainsi que de nombreux habitants vont pouvoir avoir accès à une alimentation de qualité. Je voulais souligner les acteurs de notre arrondissement qui, vous le savez, sont nombreux à développer des initiatives solidaires. Sur ces 33 associations, 8 sont dans le 20^e. La brasserie des regards, Ernest, circuit court solidarité, les Moissons solidaires, la récolte citadine, une boutique atelier, le local Paris 20, une épicerie coopérative, un peu avant la source qui, lui, est un projet de supermarché coopératif, collaboratif et solidaire, Saveurs en partage, une épicerie bio créée par les habitants du quartier populaire des portes du 20^e, les Marmoulins de Ménil', association qui, depuis 2015, lutte contre le gâchis alimentaire en allant chercher les invendus de Rungis et les redistribuant dans les quartiers des Amandiers et maintenant de Belleville. Ils ont inauguré récemment leur local, place Henri-Matisse pour une épicerie sociale avec des fruits et légumes gratuits et à prix libre et continuent leurs activités qui vont bien au-delà de l'aide alimentaire d'ailleurs puisqu'ils font aussi du soutien scolaire, des ateliers sportifs, de l'accès aux droits. Puis je ne pouvais pas m'empêcher de parler de l'association Interco. Le collectif qui occupe actuellement la Flèche d'or et qui avait, pendant la pandémie, organisé des maraudes et des distributions alimentaires. Elles souhaitent continuer en pérennisant leur cantine à prix libre et accessible à tous. Je vous conseille d'y aller dès la réouverture après les travaux de la cuisine. Les repas y sont bios, végétariens et très bons. Votre participation permettra à d'autres de manger gratuitement. Notre groupe votera donc cette délibération. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

**2021 DLH 134 : 41, rue Mouraud 20^e – Aides en nature pour la mise à disposition de locaux – Associations « Linkee Paris » et « Les Petits Paniers ».
Mme Carine EKON rapporteure.**

M. BOUHDIRA

Bonsoir à toutes et à tous. Re-bonsoir. Je souhaitais intervenir sur cette délibération pour attirer notre attention sur les deux associations qui étaient soutenues pour permettre leur installation dans le

20^e arrondissement, à savoir Les Petits Paniers et Linkee Paris. Donc c'est dans le prolongement de ce que vient de dire Raphaëlle PRIMET concernant l'aide alimentaire. Donc je ne vais pas être beaucoup plus long sur le diagnostic. Mais quand même m'arrêter sur un chiffre : un tiers des personnes qui souffrent de précarité alimentaire sont des jeunes. Cette précarité, elle s'est accrue dans la crise alimentaire, mais pas que : matérielle, financière, psychologique également, et les deux acteurs qui sont soutenus dans cette délibération agissent chacun à leur manière sur ces champs-là. Je souhaitais notamment insister sur l'action de Linkee qui, pendant la crise sanitaire, s'est déployée et s'est investie dans l'arrondissement. Nous avons identifié plusieurs lieux où sont présents les jeunes dans l'arrondissement, notamment autour des résidences Crous, notamment sur les portes de l'arrondissement. Et Linkee a permis de créer des chaînes de solidarité avec des commerçants engagés. Personnellement, je suis très heureux qu'ils puissent s'installer dans l'arrondissement. C'est heureux et bienheureux, mais c'est comme ça. Aujourd'hui, il y a un besoin au niveau de la précarité alimentaire, au niveau d'une alimentation saine et à hauteur des besoins des habitants. Je vais également répéter ce qu'a dit M. ALIBERT tout à l'heure. On a ouvert un lieu de distribution alimentaire nouveau au sein d'un club senior, donc samedi dernier. Les usagers du club ont accepté, sur un créneau d'une demi-journée par semaine, d'accueillir les Restos du cœur pour développer une distribution alimentaire pour tous les moins de 25 ans. Là encore, malheureusement ou heureusement, dès le premier week-end, nous avons eu plusieurs dizaines de jeunes qui ont franchi le pas de la porte. Donc ces initiatives, nous les soutenons. Nous les avons soutenues pendant la crise et elles s'implantent durablement dans l'arrondissement. Ce ne sont pas des réponses aux problèmes plus profonds que traversent la jeunesse et les habitants du 20^e mais on souhaite les soutenir. Pour ma part, je soutiendrai cette délibération pour l'implantation de ces deux acteurs au sein de notre arrondissement.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Carine EKON pour la réponse.

Mme EKON

Bonsoir à tous. Merci, Monsieur le Maire. Merci à M. BOUHDIDA-LASSERRE. Effectivement, tout a été dit et très bien dit par Raphaëlle PRIMET et par M. BOUHDIDA-LASSERRE. Moi, je tenais vraiment à exprimer ma fierté, ma fierté au regard des associations, aussi des commerçants, qui participent à cet élan de solidarité auprès de ces associations et en leur offrant les invendus ou une partie de leur production. Donc évidemment, je suis très, très fière d'avoir ces deux acteurs dans notre arrondissement. Et je vous incite à voter unanimement pour cette délibération. Merci.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

**2021 DDCT 50 : Délibération - cadre portant une nouvelle approche de la participation citoyenne et de la vie associative au cœur d'une démocratie parisienne rénovée.
Mme Annie GAFFORELLI rapporteure.**

M. ALIBERT

Oui, merci, Monsieur le Maire. Une explication de vote pour le groupe Écologiste de Paris 20^e. On s'abstiendra sur cette délibération à la fois parce qu'on considère qu'elle est floue sur beaucoup d'aspects, imparfaite sur d'autres et que par ailleurs, elle nous a été envoyée dans un ordre du jour complémentaire, sans qu'elle donne lieu à discussion entre les groupes de la majorité sur un sujet si structurant. Bien sûr, on partage l'ambition d'approfondir la démocratie participative et directe à Paris. Nos interventions sur le sujet, lors de chaque Conseil, le prouvent. Mais nous pensons aussi que la graine est dans le fruit et que du coup, pour proposer de bons dispositifs, il faut d'abord en débattre au sein de notre majorité, démocratiquement, pour ensuite proposer des bonnes solutions démocratiques implantées avec les associations et avec les citoyens et les citoyennes. Cela aurait permis d'améliorer notamment l'assemblée citoyenne telle qu'elle est prévue à ce stade et qui ne nous semble pas pertinente sur plusieurs points. Le temps d'investissement d'un an des citoyens tirés au sort nous

semble trop faible pour qu'ils puissent vraiment s'appropriier les sujets. Un roulement de deux ans aurait été mieux indiqué. L'empouvoirement, donc, je le citais. Le nombre trop faible de vœux et délibérations qu'elle pourra soumettre, cette assemblée citoyenne, au Conseil de Paris, et l'absence de lien précis ou en tout cas précisé pour interagir avec les Mairies d'arrondissement que nous sommes. Le projet du conseil parisien des associations va dans le bon sens. Mais là encore, une réflexion sur les détails de la mise en œuvre aurait été pertinente. Et enfin, concernant les volontaires du climat, si nous saluons la volonté de proposer un cadre global mélangeant tous les engagements de la Ville, et ils sont nombreux, des Parisiennes et des Parisiens, l'absence de précision notamment sur une éventuelle agora du climat qui avait été un temps évoquée sont des sujets parmi d'autres qui nous font nous abstenir de façon vigilante pour que le débat puisse se poursuivre au Conseil de Paris.

M. PLIEZ

Merci. Nathalie MAQUOI.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Les élus Génération vont aussi s'abstenir sur cette délibération. On aurait pu aussi voter contre cette délibération puisqu'elle ne nous convient pas sur un certain nombre de sujets. Je ne reprendrai pas les arguments avancés par Antoine ALIBERT sur l'assemblée citoyenne qui, là aussi, on adhère complètement sur la durée du mandat, sur les objectifs aussi, qu'est-ce qu'ils vont exactement pouvoir faire. Et puis sur le conseil des associations, ça peut être une bonne idée. Mais il faut le préciser, il faut peut-être aussi préciser le lien avec les CICA. Là aussi, comme on est dans une démarche de lien avec les arrondissements, ça nous semble un énorme manque. Et enfin, sur les volontaires, je serai encore plus dubitative. Nous souhaitons, nous, en tout cas, offrir un engagement construit, suivi et pas forcément simplement pour venir soutenir des dispositifs nouveaux comme le kiosque citoyen ou les plateaux artistiques par ailleurs, jusque-là, pas définis. Donc il nous semble qu'au-delà des délais tardifs, de l'absence de consultation, il est nécessaire de prendre le temps à minima jusqu'au prochain Conseil de Paris. Mais je pense même jusqu'au suivant.

M. PLIEZ

Merci. François-Marie DIDIER. J'ai bien noté les deux demandes de prise de parole de Florence De MASSOL et Danielle SIMONNET. M. François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Moi, écoutez, dans cette délibération, beaucoup de choses viennent d'être dites que je rejoins. Mais moi, ce que je condamne ici, c'est qu'on est quand même en train de marginaliser le rôle des élus, que ce soit les Conseillers de Paris ou les Conseillers d'arrondissement qui siègent dans notre Conseil au profit de structures intermédiaires qui prétendent effectivement avoir une vocation de démocratie citoyenne, mais au détriment d'un principe quand même démocratique et de représentation... voilà, on a été élu pour... 42 élus dans ce Conseil. Je trouve que cette délibération ne va pas dans le bon sens. Je rejoins d'ailleurs beaucoup de commentaires qui ont été faits avant sur la partie un peu plus technique. Mais là, c'est plutôt un sentiment personnel en tant qu'élu. Ensuite, des tirages au sort, une assemblée citoyenne, enfin, vraiment on reçoit cette délibération assez tardivement effectivement. On vient de mettre en place, dans le 20^e, les conseils de quartier. Donc là aussi, je me pose quand même quelques questions sur l'articulation entre ces différentes structures. Et enfin, moi, je trouve ça assez difficile de mettre en place des institutions de gens qui n'ont pas été élus et qui vont pouvoir être en lien avec des cabinets ou des services de la Ville alors que moi-même en tant que Conseiller de Paris d'opposition, il m'est parfois difficile d'être en contact avec ces structures-là. Donc pour toutes ces raisons, nous, on votera contre cette délibération et je pense qu'effectivement, il y aura des discussions lors du prochain Conseil de Paris sur le sujet. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je vais laisser s'exprimer Florence De MASSOL et Danielle SIMONNET avant de laisser la parole pour répondre à tout le monde à Annie GAFFORELLI. Florence De MASSOL.

Mme De MASSOL

Oui. C'est simplement pour dire que je ne prendrai pas part au vote. N'ayant pas pu lire ni cette délibération, la DDCT 50, ni la DASCO 111, ni la DASES 147 parce que je n'ai pas encore d'ordinateur ayant accès à paris.fr. Puis je regrette bien de ne pas avoir pu la lire parce qu'au vu des remarques des uns et des unes et des autres, j'aurais peut-être voté contre. Mais là, je ne prends pas part au vote.

M. PLIEZ

Je crois que maintenant, le matériel est arrivé, donc je pense que tout sera réglé au prochain Conseil d'arrondissement. Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Oui. Monsieur le Maire. Oui, écoutez, je m'abstiendrai sur cette délibération parce que j'estime qu'il y a un vrai problème aujourd'hui au niveau de la ville de Paris parce qu'on veut nous faire croire à des avancées de démocratie participative alors que dans le même temps, bon nombre de décisions sont prises par le haut sans véritablement solliciter l'avis des citoyens et des citoyennes. Franchement, on sort quand même d'une période où dans le 20^e, on en a fait les frais. Je veux dire l'épisode concernant la salle de consommation à moindre risque sur la rue Pelleport montre à quel point on provoque des crises quand il n'y a pas assez de concertation avec la population, outre le fait que le choix était mal choisi. C'est un autre sujet. Mais surtout, je veux dire, il y a tellement de dossiers sur lesquels la ville de Paris n'a jamais cherché à prendre l'avis des citoyens et des citoyennes, que là, on se retrouve avec un énième gadget de plus. Il y aurait une méthode quand même assez claire. On a suffisamment débattu depuis le mouvement des gilets jaunes sur la question du référendum d'initiative citoyenne. Si la ville de Paris voulait véritablement s'engager dans des innovations et des avancées démocratiques, elle essaierait de le mettre en place. Or, elle ne le fait pas. Elle a cherché, au contraire, lors de l'année précédente, à restreindre le droit, notamment des élus, à relayer la parole des citoyens en réduisant le nombre de vœu. Donc pour l'instant, vu le flou de cette délibération, non, nous ne pouvons pas la voter. Par contre, sur le conseil de la vie associative, oui, il faudrait que la Ville de Paris réengage les arrondissements comme le nôtre à recréer des conseils de la vie associative. Et ça me semble important plutôt que d'avoir un conseil de la vie associative uniquement à l'échelle de la capitale mais qu'à l'échelle des arrondissements aussi, il puisse y avoir à nouveau ce qu'on appelait les CICA pour que l'implication des associations puisse aussi être entendue et nourrir la réflexion de politique municipale. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je vais laisser Annie GAFFORELLI vous répondre mais je crois que les CICA sont bien à l'ordre du jour et dans la feuille de route de Jean-Baptiste SALACHAS. Mais chaque chose à son temps. On vient de passer l'époque des rencontres citoyennes et la réélection des conseils de quartier. Mais Annie GAFFORELLI, je vous laisse répondre.

Mme GAFFORELLI

Oui. Bonsoir à toutes et tous. Donc je vais vous répondre concernant cette délibération. Dans le cadre qu'instaure à l'échelle de la ville de Paris, trois nouvelles institutions pour que tout le monde ait le même niveau d'information, ayant pour objectif de renforcer la participation citoyenne, solidifier aussi la démocratie locale à la fois au niveau de chacun des arrondissements mais aussi à l'échelle parisienne. Donc effectivement, cette délibération instaure une création d'une assemblée citoyenne constituée de 50 membres tirés au sort. Cette assemblée aura pour objectif de rapprocher les Parisiens et les élus, à la fois en leur assurant une veille sur les projets mis au vote lors des Conseils de Paris mais aussi d'auditionner des adjoints à la Maire de Paris ou de proposer des vœux et délibérations qui seront soumis au vote lors des CP. La seconde institution mise en place par cette délibération est le conseil des associations. Vous en avez parlé longuement dans vos interventions. Responsable du suivi et de l'évaluation de la charte d'engagement réciproque signée entre la Ville et les associations du 11 juillet 2019, il sera aussi un lieu de coproduction pour permettre aux associations de participer à l'élaboration des politiques publiques ainsi que de mettre en place des chartes sectorielles entre les différentes directions de la Ville et les associations. La troisième avancée

concerne les volontaires de Paris. Ces 30 000 personnes formées agissant dans les quartiers à l'échelle de Paris pour répondre aux crises sociale, sanitaire et écologique seront désormais pleinement impliquées dans la mise en œuvre concrète du projet de la ville du quart d'heure. De même, il sera mis en place des communautés locales dont l'animation sera gérée au niveau de l'arrondissement via les MVAC. Moi, je voulais juste décoller un peu le regard et vous rappeler aussi que nous, dans le 20^e, nous avons œuvré pendant presque plus de 8 mois justement à instaurer, à impulser autour des rencontres citoyennes des nouveaux droits. Et comme vous en avez parlé, on a eu, il y a très peu de temps, les élections des conseils de quartier, où on a co-construit et collectivement une charte des conseils de quartier. Nous avons pour objectif aussi, avec ces nouvelles instances, parce qu'elles doivent permettre de mieux valoriser la participation citoyenne en étant toujours plus inclusives, en encourageant la participation de toutes et tous. Mais on a voulu, à travers tout ça, dans la poursuite de notre héritage d'arrondissement engagé et militant, précurseur justement sur la démocratie locale, célébrer en fait la participation du plus grand nombre et de tester toutes les méthodes possibles pour favoriser les initiatives citoyennes. Donc je vous invite, ces prochains mois, à travailler en atelier avec tous les présidents de groupe pour la prochaine charte de la démocratie locale qui sera présentée cet hiver. Je voulais vous dire qu'effectivement, sur le 20^e, nous avons œuvré et collectivement avec les habitants sur une période de plus de 8 mois de concertation. Voilà donc ce que je souhaitais vous apporter comme réponse. Merci.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DDCT 77 : Subventions (100.000 euros) à 5 associations pour leurs actions visant à favoriser la participation des habitants des quartiers populaires dans le cadre de l'édition 2021 du Budget Participatif. Mme Annie GAFFORELLI rapporteure.

Mme GAFFORELLI

Oui, merci beaucoup. Je souhaitais attirer votre attention sur cette délibération qui s'inscrit dans les opérations visant à renforcer la visibilité et la participation durant les opérations de vote au Budget Participatif de la ville de Paris lors de cette édition 2021. Pour ce faire, la ville de Paris accorde une subvention de 100 000 € à quatre associations parisiennes. Il s'agit donc de l'association les Parquets, le projet 19 de la salle Saint Bruno, de l'espace de vie sociale Necker/Falguière ainsi que de co-citoyens. Pour cette édition 2021 au Budget Participatif, la Ville a tenu à accorder un focus tout particulier aux quartiers populaires. La répartition des projets mis au vote sur le territoire parisien étant de 2 à 5 projets lauréats par arrondissement selon leur démographie avec une bonification pour les quartiers populaires. C'est donc à l'échelle de Paris, 13 projets directement en quartiers politiques de la Ville qui sont soumis au vote. La Ville a également, et les arrondissements, se sont plus largement reposés sur les associations œuvrant au plus près des habitants des quartiers prioritaires, QPV, pour construire les projets. Cependant, la question du vote et de la participation des habitants dans les quartiers politiques de la Ville reste un sujet majeur de préoccupation pour la Ville. À cet effet, la ville de Paris a donc accentué sa communication et placé stratégiquement les urnes du vote du Budget Participatif sur les quartiers les plus populaires afin de s'assurer de leur participation. La présente délibération s'inscrit donc dans cette volonté d'aller vers en accordant des moyens supplémentaires aux associations œuvrant à renforcer la publicité autour des opérations du vote du BP et d'encourager toujours plus l'appropriation au Budget Participatif par des publics les plus éloignés de la participation. En ce qui concerne le 20^e arrondissement, c'est l'association Co-citoyen qui accompagne les vacataires lors des opérations afin d'animer les différents points de vote. Je vous rappelle que le vote sera conclu demain 28. Merci.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DDCT 59 : États spéciaux d'arrondissement - Délibération cadre-investissement 2022. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Je voulais souligner, il y a trois délibérations qui sont importantes. Je me suis inscrite sur l'une d'entre elles à ce Conseil, notamment pour la mise en place de ce qu'on appelle la territorialisation, c'est-à-dire le rapprochement des politiques publiques parisiennes des arrondissements. C'est d'abord les états spéciaux et les conditions de leur répartition avec aussi une plus-value pour les arrondissements qui ont des quartiers plus populaires et qui ont donc plus besoin de services publics et de politique publique. On a aujourd'hui des grands principes de répartition. Il faudra voir, au moment de l'état spécial, au moment du Budget Primitif, comment ça s'incarnera vraiment dans les montants et les montants supplémentaires que nous aurons. Donc ça, ce sera une première vigilance aussi à avoir au mois de novembre. Et puis il y a les inventaires des équipements de proximité. Et là aussi, on a un principe, et c'est bien, puisque c'est bien de gérer une crèche, un centre Paris Anim, un espace jeune, une école, un jardin au plus près. Mais il faudra vérifier aussi que là aussi, les moyens soient également transférés. Et puis aussi en termes de compétence technique, parce qu'on a la chance, à Paris, d'avoir une administration extraordinaire pour pouvoir nous accompagner dans les politiques publiques et des compétences qui, à un moment donné, étaient aussi dans les directions centrales. Donc il faudra clarifier le point de voir est-ce qu'ils seront aussi en arrondissement ou est-ce qu'ils seront partagés entre plusieurs arrondissements. Donc de cette première étape dont je me réjouis, je me suis toujours réjouie d'une plus grande proximité dans les décisions, j'alerte aussi et je dis que la Mairie du 20^e sera particulièrement vigilante à avoir les moyens de ses ambitions.

M. PLIEZ

Jérôme GLEIZES pour répondre.

M. GLEIZES

Oui. Merci, Monsieur le Maire. Je remercie Nathalie MAQUOI de nous alerter sur ces quatre délibérations, donc la DDCT 58, 59, 60 et notre délibération qui fait l'inventaire. Alors j'invite tous les Conseillers de Paris, tous les Maires adjoint de regarder au moins les délibérations sur les inventaires puisque ces deux délibérations qui sont assez traditionnelles font la liste de tout ce qui est directement géré par l'arrondissement, que ce soit les écoles, que ce soit les établissements sportifs, que des fois il vaut mieux les vérifier parce que des fois, il y a des oublis ou des fois, il y a des rajouts qu'on découvre comme ça au détour d'une ligne. Donc j'invite tout le monde à voter ça. Alors par rapport à la question de la territorialisation qui est une question très importante, on peut dire qu'à ce stade, tout n'est pas encore fait, même que beaucoup de retard a été pris, notamment la question du COVID a pas mal désorganisé les services qui ont dû se concentrer sur la gestion plutôt de l'urgence. Donc la question de la territorialisation a pris du retard. Donc je rappelle que c'est une promesse de campagne de l'élection de Mme HIDALGO à laquelle tous les partis de la majorité se sont associés parce qu'il est important de déconcentrer une partie des services, qu'ils soient au plus proche des habitantes et des habitants des arrondissements. À ce stade, je ne peux pas répondre dans le détail puisque tous arbitrages n'ont pas été faits. Comme ça a été dit par Nathalie MAQUOI, tout ça sera détaillé sur les prochaines délibérations. Mais la question du personnel, à ma connaissance, ne fait pas l'objet d'une délibération. Or, tout justement c'est une délibération qui est très importante. Je crois que cette délibération est plutôt votée au niveau du Conseil de Paris où chaque année il y a l'état de lieux de l'ensemble du personnel de la Ville et savoir comment ils sont répartis. Alors je ne sais pas si... peut-être qu'avec la territorialisation, nous aurons une délibération qui précise vraiment l'état des fonctionnaires qui sont détachés à la Ville par arrondissement. Là, je n'ai pas de réponse. Mais je vais me renseigner sur ce sujet-là puisque le sujet est vraiment très important d'autant plus que vous savez qu'aujourd'hui, il y a des services locaux qui sont en fait sur plusieurs arrondissements et qui font aussi une réflexion de revenir à ce qui existait déjà il y a 20 ans. Donc le fait que nous avons des services par arrondissement et pas forcément sur plusieurs arrondissements. On sait que dans certains départements, il y a une surcharge de travail, notamment sur ce qui est la DVD pour faire certains projets et que des fois... et puis en plus, il y a aussi tous les projets qui émanent des conseils de quartier et de la démocratie participative qui demandent aux services de faire des études. Tout ça mérite d'être revu plus en détail. Donc je reviendrai vers vous au prochain Conseil d'arrondissement

avec plus de détails, j'espère, en faveur de notre arrondissement. Et je vous invite bien sûr à voter toutes ces délibérations.

M. PLIEZ

Merci. Je voudrais quand même souligner le travail qui est salué par toutes les Mairies actuellement, qu'elles soient d'opposition ou de la majorité, sur la dynamique autour de cette territorialisation. Donc remercier aussi au passage les services centraux mais aussi ici, les services de la Mairie du 20^e. Bien sûr, nous devons être vigilants, surtout dans une période où on sort d'une crise qui a tendu les moyens financiers. Donc être très vigilants à ce qu'effectivement, plus de responsabilités, on y aspire mais que les moyens suivent. Je crois que ça sera notre boulot d'être en alerte là-dessus dans les arrondissements.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

M. PLIEZ

Vous voulez vous exprimer, Danielle SIMONNET malgré tout ?

Mme SIMONNET

Oui, je voulais juste dire que ce travail de territorialisation, la logique de la gestion au plus près des équipements en arrondissement part du bon sens. Mais oui, la question se pose de comment est-ce qu'on mutualise l'ensemble des études qui sont nécessaires à cette gestion. Quel devenir il y aura pour les agents de la ville de Paris ? Et par ailleurs, il y a quand même néanmoins, une vraie problématique qui est posée, c'est que je vous alerte sur le fait qu'on est, en cette mandature, dans une situation très particulière où, hélas, la Maire de Paris n'a pas fait de programme d'investissement de mandature. Donc il n'y a absolument aucune anticipation sur quels seront les équipements qui seront créés dans le mandat qui suit. Or, la gestion en arrondissement des équipements nécessite aussi une discussion sur les besoins locaux et quels seront les équipements qui sont gérés demain. Donc je regrette que cette discussion n'ait pas lieu ni en arrondissement ni au Conseil de Paris.

M. PLIEZ

Bien, merci de cette intervention. Je précise quand même que, même s'il n'y a pas de, ce qu'on appelle un PIM, et je sais que ça fait des discussions qui ressortiront probablement au Conseil de Paris, nous avons évidemment des orientations budgétaires qui nous sont données. Et j'aurais l'occasion d'y revenir pour le 20^e puisque nous, ce qu'on défend, c'est un programme et que ce programme, on continuera de le défendre, même si nous avons obtenu déjà pas mal de choses dans ce que nous souhaitons. Mais évidemment, c'est à poursuivre. Je veux le dire aussi ici parce que c'est important par rapport à des questions qui se soulèvent. Très clairement, cette territorialisation, elle garantit que le statut, et que donc la responsabilité hiérarchique reste bien. Ce qui fait débat d'ailleurs chez certains des élus. Mais la responsabilité hiérarchique reste bien centrale. Donc le statut pas touché. Mais on parle bien d'une responsabilité fonctionnelle pour les arrondissements avec un rapprochement des équipes de territoire, ce qui est en cours notamment avec des services qui sont pas mal renouvelés d'ailleurs dans le 20^e. Voilà, je voulais dire ça. Mais c'est un débat sur lequel nous reviendrons sans doute.

2021 DVD 58 : Soutien aux actions contribuant aux objectifs du Plan Vélo. Subventions d'un montant de 197.000 euros et conventions avec 16 associations. M. Vincent GOULIN rapporteur.

M. GOULIN

Oui. Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. La subvention qui vous est proposée s'inscrit en soutien aux actions contribuant aux objectifs du plan vélo dans le cadre d'une demande qui concerne plusieurs associations parisiennes dont trois sont situées sur Paris, la nécessité d'accompagner l'essor du vélo, ce que d'aucuns appellent la vélorution, n'est plus à démontrer à la fois pour répondre à des besoins environnementaux, des besoins au niveau de la santé, notamment dans la lutte contre le COVID mais également des besoins citoyens puisque de plus en plus d'habitants, du 20^e

arrondissement notamment, souhaitent pratiquer le vélo avec des infrastructures et un accompagnement aussi à ce qu'on appelle l'écosystème du vélo qui soit à la hauteur. Alors cette demande de subvention concerne donc, comme je le disais en introduction, trois associations qui visent à développer des initiatives d'apprentissage de la pratique, de bourses aux vélos, d'atelier de réparation dans une logique inclusive puisqu'elle s'adresse à tout type de public, y compris des publics issus des quartiers populaires et également à des femmes et des enfants. Donc avant de pouvoir reparler du vélo, notamment dans le cadre du plan Vélo 2 avec un certain nombre de pistes cyclables qui devraient être créées dans le 20^e où on aura l'occasion d'y revenir, je vous propose de voter ce soutien aux associations qui contribuent à l'essor de la pratique dans notre arrondissement. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DEVE 104 : Plan Arbre, Charte de l'Arbre et modification barème d'évaluation des dégâts occasionnés aux arbres de la Ville de Paris et des travaux effectués sur ces arbres pour le compte de tiers. M. Sylvain INDJIC rapporteur.

Mme DASPET

Merci, Monsieur le Maire. Je vais donc être très rapide puisqu'on est très nombreux. Évidemment, c'est un plan à la fois très ambitieux et très attendu que celui qui nous est présenté à travers cette délibération DEVE. Pour ma part, je vais attirer votre attention sur quelques dispositions, notamment celles qui sont dans l'axe de connaître, l'action numéro 11 qui va s'attacher à mieux connaître les arbres du domaine privé. C'est un lien direct avec le plan local de l'urbanisme que nous sommes en train de construire puisque tout ce qui est question de cœur d'îlot végétalisé sera prépondérant et sera à protéger. Et également une disposition qui me semble extrêmement importante et qui vous intéresse quelques-uns et quelques-unes ici au quotidien, c'est les critères qui vont pouvoir guider au fait qu'on abatte ou pas des arbres. L'idée étant bien évidemment, comme ça avait été mentionné : éviter, réduire, compenser ; et notamment demander à tous les opérateurs, qu'ils soient publics ou privés, que différents scénarios soient établis, des études de faisabilité en fait pour éviter, autant que possible, la coupe d'arbres, qu'ils soient bien évidemment remarquables ou moins remarquables, même des jeunes plants doivent être étudiés comme des arbres à protéger. Et aussi quelque chose qui va m'intéresser directement dans les mois à venir, l'annonce d'un carnet de bord qui va permettre d'objectiver un petit peu ces critères autour des arbres qui peuvent être amenés à disparaître au cours d'opération immobilière ou d'urbanisme. Bien évidemment, nous sommes très satisfaits de ce plan et nous le voterons avec enthousiasme. Merci.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Jacques BAUDRIER.

M. BAUDRIER

Merci, Monsieur le Maire. C'est comme Virginie DASPET pour le groupe Génération pour affirmer le soutien plein et entier du groupe communiste à ce plan arbre, en sachant que la plantation d'arbre est vraiment une priorité de toutes les politiques municipales en termes de chantier et de travaux sur lesquels j'ai la joie de travailler. C'est le cas dans l'espace public. Dans chaque quartier Embellir votre quartier, nous avons en moyenne 100 arbres par quartier qui devraient être plantés, ce qui est un nombre très important à l'échelle de l'espace public, sans compter tout le travail réalisé avec Christophe NAJDOVSKI sur les plantations sur les grands axes. Dans le premier quartier sur lequel nous avons travaillé, il va y avoir de nombreuses voies : la rue Léon-Frapié, la rue de Belleville, la rue Haxo, etc. Très nombreuses rues pour lesquelles nous allons pouvoir planter des arbres dans le 20^e. Et c'est non limitatif de très grands espaces. Et comme Virginie DASPET, je souhaiterais aussi insister sur toutes les potentialités qu'il y a dans les parcelles privées. Il va y avoir le PLU, bien entendu. Mais il y a déjà tout le travail qui est réalisé par les bailleurs sociaux avec des perspectives aussi de végétalisation de plusieurs hectares à l'échelle du 20^e et même de très nombreux arbres. Donc c'était

une très belle dynamique pour la plantation d'arbres qui, rappelons-le, est absolument essentiel. L'arbre, c'est le meilleur climatiseur possible dans l'adaptation aux changements climatiques. Donc c'est une politique très volontariste qui est engagée par notre équipe municipale. Et nous avons tous lieu de nous en féliciter.

M. PLIEZ

Merci. François-Marie DIDIER. J'ai bien noté que Danielle SIMONNET souhaitait parler à la fin. François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Je suis désolé. C'est mon micro. Je disais, sauf quand on coupe des arbres centenaires dans le 20^e, cher Jacques BAUDRIER, comme dernièrement. Mais en tout cas, ce plan mérite d'exister. Aujourd'hui, dans la ville de Paris, c'est quand même 500 000 arbres. 100 000 dans l'espace public. 50 000 dans les parcs et jardins. 300 000 dans le bois de Vincennes, dans le bois de Boulogne. Sans compter, Jacques BAUDRIER le rappelait, effectivement les arbres dans l'espace privé. La ville de Paris a un objectif de plantation de 170 000 arbres dans nos rues, dans les jardins. Ce plan arbre, il a été à de nombreuses reprises évoqué lors du Conseil de Paris. Il y a eu un vœu en novembre. J'avais moi-même déposé un vœu lors du dernier Conseil de Paris sur le sujet, qui n'a malheureusement pas été adopté. Ce plan en tout cas mérite d'exister. Il y a plusieurs documents. Je dis ça pour les Parisiens du 20^e qui nous écoutent. Il y a le plan d'action évidemment. Il y a une Charte de l'Arbre. Ça va plutôt dans le bon sens. Un document grand public qui sera, à mon avis, très intéressant et qui parle des métiers, et notamment des hommes et des femmes qui travaillent au sein de la Ville sur le sujet de l'arbre. Néanmoins, moi, je fais partie de la 8^e commission qui est la commission environnement du Conseil de Paris. Nous avons fait avec notre groupe un certain nombre de propositions qui malheureusement n'apparaissent dans ce plan-là. Donc je pense que ce plan fera quand même l'objet d'amendements lors du prochain Conseil de Paris. Je pense notamment à la question des pieds d'arbre végétalisés, aussi les questions du renforcement du nettoyage parce que si on plante 170 000 arbres, il y aura évidemment un nombre de feuilles mortes qui vont augmenter. Donc ça, ce n'est pas expliqué dans ce plan. Pareil aussi, c'est un sujet qui me semble important, c'est quel type d'arbre nous allons planter finalement. Le plan ne l'indique pas vraiment, en tout cas, les essences d'arbres. Et ça me paraît vraiment essentiel. Puis dernier point, Monsieur le Maire, j'en aurai terminé, c'est évidemment l'information des riverains. Ça faisait l'objet de mon vœu au Conseil de Paris en juin dernier. En gros, comment est-ce qu'on sait les arbres qui sont dans nos quartiers, ceux qu'on va couper, ceux qui sont malades ? J'allais poser la question à Sylvain INDJIC il y a quelques temps qui m'a d'ailleurs fait une réponse très, très complète. Et je tiens à le saluer une nouvelle fois. Mais là encore, on n'a que le site Internet de la Mairie. Je pense que d'autres supports seraient nécessaires. Comme nous ferons des amendements au Conseil de Paris, je m'abstiendrai sur cette délibération. Évidemment, ce n'est pas une opposition au Plan Arbre, comme vous pouvez l'imaginer. N'est-ce pas, Jérôme GLEIZES. Merci beaucoup.

M. PLIEZ

Je n'arrive pas à rebrancher mon micro. Je laisserai Sylvain INDJIC répondre. Florence De MASSOL.

Mme De MASSOL

Cette délibération est vraiment fondamentale pour le futur de notre ville, pour l'adaptation au dérèglement climatique et à ses conséquences. Je n'ai malheureusement pas eu accès à tous les éléments qui en faisaient partie. Aussi, j'ai quelques petites questions à poser, en particulier celle qui concerne la vie d'un arbre. Un arbre, ce n'est pas un individu et isolé. Un arbre vit dans un écosystème, un micro écosystème parfois, avec son pied qui doit être végétalisé pour lui apporter ce dont il a besoin. Est-ce que cette dimension-là de la vie collective des arbres est adoptée dans ce plan ? Je ne sais pas. C'est peut-être une réponse que M. INDJIC pourra m'apporter. L'autre élément, c'est ce qui concerne la biodiversité. Effectivement, les arbres sont un élément très important de la biodiversité. Mais ce n'est pas le seul. C'est la strate arborée. Il reste la strate arbusive qui est fondamentale, en particulier pour permettre aux oiseaux de nicher. Et puis la strate herbacée, les pieds d'arbre dont je viens de parler. Est-ce que c'est présent dans la description de ce plan Arbre ? Et puis la dernière chose, c'est que je ne sais pas non plus si ça va être inclus dans le plan Arbre mais

quand on coupe un arbre qui vient d'être planté, un jeune arbre parce que l'été a été trop sec et que la canicule a fait qu'il n'a pas réussi à s'enraciner suffisamment. Ou quand on plante un vieil arbre, un arbre de plusieurs dizaines d'années, voire même centaines d'années, l'impact sur la biodiversité n'est absolument pas le même. Un arbre, c'est comme une sorte de petite île de biodiversité. Et plus il est âgé, plus il est vieux, plus il accueille d'insectes, d'oiseaux, etc. Donc je pense que dans la façon dont on doit ensuite mesurer l'impact de l'abattage de cet arbre, il faudra vraiment prendre en compte son âge parce qu'à différents âges correspondent différents impacts.

M. PLIEZ

Merci. Antoinette GUHL puis Danielle SIMONNET avant la réponse du rapporteur sur tout cela.

Mme GUHL

Oui. Il s'agit donc, vous l'avez dit, de voter le plan Arbre, la Charte de l'Arbre ainsi qu'une grille d'indemnisation pour les abattages. Mais ce document nous a été fourni assez tardivement. Donc je n'en dirai pas grand-chose. Sur le Plan Arbre et la Charte, je tiens à dire que c'était une demande du groupe écologiste depuis le début du mandat. Donc nous nous réjouissons qu'il y ait une réponse qui soit apportée. Je voulais aussi rappeler que les abattages d'arbres sont effectivement encore aujourd'hui, et nous l'avons vu dans le 20^e, un problème : un problème pour la population et un problème, j'allais dire, de gestion et de transversalité de l'information entre les services et avec les habitants. Bien sûr, vous comprendrez que nous, écologistes, nous pensons qu'il est à la fois utile et nécessaire d'avoir un plan et une Charte de l'Arbre. Nous présenterons un certain nombre d'amendements en Conseil de Paris. Nous émettons tout de même le regret que ces documents ne soient pas prescriptifs. Et j'aimerais du coup insister sur l'importance qu'aura le prochain PLU bioclimatique qui est en cours de travail et qui va être en débat très prochainement pour pouvoir justement imposer aux nombreux promoteurs le respect de la nature existante et pour pouvoir effectivement continuer à planter et à végétaliser, ce qui est une absolue nécessité dans Paris. Je ne citerai qu'un chiffre pour l'illustrer : au niveau de la métropole du grand Paris, nous avons perdu 70 % de la population des moineaux au cours des 15 dernières années. Donc quand on entend ce chiffre-là, 70 % de la population des moineaux qui a disparu du grand Paris, on se rend bien compte qu'il nous faut faire quelque chose et rapidement. Ce plan Arbre pose évidemment de nombreuses questions. La première, et il en a été question, c'est combien d'arbres abattus pour combien d'arbres plantés ? Quel arbre, quel impact écosystémique des arbres en fonction de leur ancienneté, en fonction de leur installation ? Tout ça, bien sûr, pour faire face au bouleversement climatique qui nous attend. Nous avons besoin des arbres pour rafraîchir Paris. Mais dans le 20^e plus précisément, la question qui se pose, c'est comment nous protégeons et nous végétalisons les cœurs d'îlots ? Parce que, et l'APUR nous l'avait dit, ce sont les cœurs d'îlots, notre richesse environnementale dans le 20^e. Nous n'avons pas d'immenses espaces verts. Ce sont donc nos cœurs d'îlots que nous avons à protéger et là... Je termine, j'ai terminé. Là, bien sûr, je sais que nous en avons conscience mais il faudra que le PLU, et particulièrement pour le 20^e, en tienne compte de manière contraignante.

M. PLIEZ

Merci. La parole est à Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Oui, comme le dit Antoinette GUHL, c'est le PLU bioclimatique qui sera essentiel parce que c'est ce cadre-là qui sera contraignant. Or, là, la délibération, elle montre une vraie prise de conscience importante, salutaire sur la préservation et le développement du nombre d'arbres. Mais c'est vrai que le plus important, c'est d'empêcher qu'on les coupe, qu'on les déracine parce que vous savez comme moi qu'un arbre nouvellement planté n'apporte pas du tout la même chose qu'un vieil arbre bien installé dans son écosystème. Lorsqu'Antoinette GUHL parlait des cœurs d'îlots, les cœurs d'îlots, ça nous rappelle, par exemple, la dernière bataille que nous avons pu avoir entre nous dans ce Conseil d'arrondissement concernant le quartier de la Duée où là, des arbres ont été arrachés pour bétonner une toute petite parcelle et pour faire un bâtiment de très peu de logements sociaux et qui, par contre, a détruit un magnifique arbre et une zone boisée qui aurait dû être une zone urbaine verte protégée. J'en profite d'ailleurs de cette délibération pour demander peut-être des précisions si vous savez, sinon, qu'à l'issue de ce Conseil, dans les jours qui viennent qu'on puisse me les donner sur le danger

que court en ce moment la vieille glycine de 30 ans qui est située rue des Rasselins. Vous savez, il y a ce projet d'école extrêmement important qu'on attend depuis longtemps. Mais visiblement, il y aurait donc une emprise pour les travaux et non pas pour la construction de la future école, mais pour l'emprise du chantier, sur une cour qui aurait pour conséquence d'avoir un dommage écologique sur le jardin partagé qui s'y situe et sur une glycine et une vigne vierge qui sont vieilles de 30 ans pour la première et encore plus vieille pour la seconde. Donc vous voyez bien qu'il faut absolument qu'on soit très attentif dans chaque quartier lorsqu'on a le moindre projet, comment est-ce qu'on protège nos arbres et comment aussi on fait un travail d'éducation populaire autour de ces arbres et comment donc on entend bien la parole des habitants quand, à juste titre, ils s'inquiètent, se mettent en colère ou s'insurgent quand on a abat des arbres comme ça a été aussi dernièrement le cas notamment au niveau de Saint-Blaise. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Je laisse Sylvain INDJIC répondre à toutes ces interventions.

M. INDJIC

Oui, merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je vais essayer d'être assez court parce qu'il y a eu pas mal de questions sur ce plan qui est effectivement une première étape avant finalement le PLU. Et d'ailleurs, c'est l'objectif de ce plan, c'est qu'il soit décliné à l'intérieur de ce PLU. Et le PLU évidemment ira plus loin, notamment sur les mécanismes de compensation, compensation écologique suite à des abattages. Donc les critères sont aujourd'hui encore un petit flous dans ce plan mais ils ont pour ambition d'être précisés dans le futur PLU. Je ne vais pas revenir sur l'histoire justement de l'impasse Chevalier puisque je pense que ce n'est pas le sujet de la délibération-là. Par contre, réaffirmer effectivement que c'est important de préserver les cœurs d'îlots. Et là, Mme DASPET et M. BAUDRIER l'ont rappelé, il y a un vrai travail à faire sur le privé puisqu'on manque de visibilité aujourd'hui sur ces parcelles-là, d'autant plus qu'on a aussi, enfin, moi, je reçois régulièrement des interpellations d'habitants et que malheureusement on est un petit peu, on va dire qu'il y a encore beaucoup à faire sur ce sujet. Alors pour répondre du coup à M. DIDIER, effectivement, sur l'information des habitants, on a encore du progrès à faire. Moi, effectivement, moi, je me tiens à votre disposition, si vous avez des demandes précises sur certains abattages, je réponds avec grand plaisir. C'est quelque chose qu'on travaille aussi, l'information aux habitants et c'est d'ailleurs ce qui s'est passé à Sarah-Bernhardt. Moi, j'ai souhaité qu'il y ait une vraie explication qui soit faite justement sur cet abattage, cet abattage qui était lié du coup à une maladie. Il y a eu deux alignements qui ont été abattus. Ce n'est pas rien. Et qu'on avait même fait une sorte d'exposition des souches avec une explication pour bien que les habitants puissent comprendre avec aussi un affichage en amont. Donc ça, effectivement, c'est essentiel. Et on le voit d'ailleurs, et c'est tant mieux, que les habitants sont de plus en plus préoccupés par ce genre d'abattage. Pour ensuite répondre à Mme De MASSOL, donc là, je ne vais pas faire le débat technique. Aujourd'hui, il est assez précis, le Plan Arbre, sur cette question, sur les questions que vous avez soulevées. Donc effectivement, la question de la biodiversité est prise en compte. Il ne s'agit pas d'abattre et de planter juste des arbres. Et d'ailleurs, planter des arbres des mêmes essences qui se faisaient à une époque, aujourd'hui, le but, c'est de diversifier les essences justement pour favoriser cette biodiversité et aussi de favoriser les strates végétales basses parce que ça, c'est effectivement important parce qu'à l'époque, ça ne se faisait pas et ça, aujourd'hui, les services de la Ville l'ont bien pris en compte, même avant ce Plan Arbre. Et dans tous les nouveaux projets, ce genre de considération est prévu. Ensuite, je regarde, et après, Mme SIMONNET, il n'y a pas de soucis si vous souhaitez m'interpeller individuellement. Mais encore une fois, ce n'est pas l'objet de la délibération sur la cour des Rasselins. J'y répondrai. Mais tout ça pour vous dire qu'en tout cas, c'est une première étape. Je pense que c'est une étape à saluer. C'est un plan qui est déjà bien complet. Et évidemment, je tiens à souligner mon attachement, notamment à la préservation des cœurs d'îlots mais aussi pour faire en sorte que justement les abattages lors des projets, et ça, Virginie DASPET et Jacques BAUDRIER l'ont rappelé, vraiment les limiter au plus possible et que les projets soient faits aussi en fonction des arbres existants. Et là, c'était dit notamment par Florence De MASSOL. Elle a raison là-dessus. Je la rejoins sur le fait qu'un arbre jeune n'a pas du tout la même efficacité qu'un arbre ancien. Donc c'est important de ne pas juste raisonner en termes de compensation.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DEVE 108 : Conventions pluriannuelles avec quatre associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12^e, 16^e, 18^e et 20^e). M. Sylvain INDJIC rapporteur.

M. SAUVAGE

Merci, Monsieur le Maire. Du coup, sur la DEVE 108, s'est inscrite Florence De MASSOL. Le rapporteur étant Sylvain INDJIC. Et pour répondre à une question que se posent certaines personnes qui nous regardent pour rappel, sur les projets de délibération, le temps de parole pour les intervenants est deux minutes et pour les rapporteurs et rapporteuses, de 5 minutes. Donc la parole est à Mme De MASSOL.

Mme De MASSOL

Oui, merci. C'était juste une question pour savoir parmi les quatre associations d'insertion quelles sont celles qui interviennent dans le 20^e. Puisque moi, je me souviens d'Interface formation. Je me souviens de Halage. Est-ce que c'est toujours le cas ? C'était juste une question technique.

M. SAUVAGE

Merci, Mme De MASSOL. Du coup, Sylvain INDJIC rapporteur pour la réponse.

M. INDJIC

Merci. Pour répondre à vos questions, là, cette délibération concerne deux associations. Il y a effectivement l'association Interface formation, mais il y a aussi l'association Études et chantier Île-de-France. Voilà. Donc ce sont ces deux associations qui interviennent. Et pour vous faire un petit peu le détail, donc l'association Études et chantier Île-de-France intervient sur l'entretien horticole du boulodrome Déjerine, CS Louis-Lumière, CS Maryse-Hilsz, CS Davout et CS porte de Bagnolet. Et Interface formation sur l'entretien horticole du boulodrome situé 11, rue Noisy-le-Sec et des écoles maternelles élémentaires rue Le Vau. Voilà.

M. SAUVAGE

Merci, Sylvain INDJIC.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 512 : Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Gabriel Ranvier au 138 rue de Belleville, à Paris 20^e. M. Pascal JOSEPH rapporteur.

Mme PRIMET

C'était juste pour en fait saluer cette délibération qui entérine le vœu que Paris en commun avait fait au mois de novembre pour un hommage à RANVIER. Et dire qu'on était content du lieu qu'avait été trouvé puisque ce sera devant l'ancienne Mairie qui est au 138, rue de Belleville. Juste je ne veux pas refaire puisqu'on a déjà fait plusieurs fois sa biographie, mais juste dire qu'on soutenait cette délibération.

M. SAUVAGE

Merci, Raphaëlle PRIMET. Je laisse la parole maintenant à Pascal JOSEPH, rapporteur de la délibération.

M. JOSEPH

Oui, Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint, chers collègues. Vous dire que le vœu que vous avez adopté tous à l'unanimité le 2 novembre portant hommage à Gabriel RANVIER avec un vœu va venir à échéance avec une plaque. Ça n'a pas été aussi facile qu'on l'imaginait. À l'ancienne Mairie du 20^e où Gabriel RANVIER a été, alors c'est un débat, mais c'est toujours comme ça dans le 20^e, il y a toujours des débats historiques, a été Maire du 20^e. Donc je vous le dis, cette ancienne Mairie, Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint, ça vous inspirera sans doute, s'appelait la guinguette de l'île d'amour. Donc c'est une très belle occasion et vous dire que je suis très heureux, très heureux que le vœu que nous avons voté à l'unanimité puisse se faire. Et puis vous dire un dernier mot, nous avons, pour ceux qui célèbrent les mariages, inscrit le nom de Gabriel RANVIER dans la liste des Maires du 20^e arrondissement. Je veux saluer la mémoire de Jules BERGERET, d'Alexis Louis TRINQUET et d'Auguste VIARD qui ont été les élus de la Commune. Et dire que nous avons le 31 mai inauguré le jardin Paule-Minck. Donc c'est dans la poursuite de ce que nous avons voté ensemble et je vous invite, comme vous l'avez fait de manière unanime, à voter de manière unanime cette délibération. Je vous remercie.

M. SAUVAGE

Merci, Pascal JOSEPH.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 200 : Subventions (59.500 euros) à six associations dites d'ateliers d'artistes du 11^e, 13^e et 20^e arrondissement et signature d'une convention. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme NAGELS

Merci, M. SAUVAGE. En effet, je voulais mettre en valeur cette délibération qui concerne des associations dont trois comptent fortement dans le 20^e : les artistes de Ménilmontant, les ateliers du Père Lachaise et les artistes de Belleville qui, chaque année, tous les trois successivement, organisent des portes-ouvertes. Pour vous donner un exemple des artistes de Ménilmontant, c'est 200 artistes, 15 000 visiteurs, 68 expositions. Les portes-ouvertes se sont clôturées ce week-end. Et ça a été un grand succès comme d'habitude. Vous dire aussi que ces trois associations collaborent très régulièrement avec les centres sociaux et les écoles et sont preneuses de nouveaux projets très régulièrement. Donc n'hésitez pas si vous pensez à des collaborations. Ce sont trois associations extrêmement précieuses, et vous dire aussi la fierté de pouvoir bientôt les exposer au pavillon Carré de Baudouin à l'occasion du festival au Carré qui aura lieu pendant trois semaines en octobre, un festival qui permettra de montrer leur création mais aussi d'avoir des expériences musicales, des ateliers de pratique artistique amateur pour tous les habitants qui le souhaitent. Ce sera évidemment gratuit. Merci beaucoup.

M. SAUVAGE

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 246 : Subventions (239.000 euros), convention et avenants à convention avec huit structures culturelles dans le cadre de l'Art pour Grandir et des Temps d'activités périscolaires. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme NAGELS

Merci beaucoup. Encore une délibération parmi celles de la culture que je voulais particulièrement mettre en avant. Il s'agit de subventions à des associations dans le cadre de l'Art pour Grandir qui est un dispositif que beaucoup d'entre vous connaissent, qui vise à créer de nouvelles synergies entre les services culturels et les équipes pédagogiques et d'animation dans les écoles. Le but, c'est que les enfants puissent avoir une pratique artistique et souvent, à la fin de l'année, de pouvoir se produire

aussi devant leur famille dans le 20^e. C'est l'association Le regard du cygne qui est soutenue, qui fait de la danse contemporaine avec un projet qui est soutenu depuis 4 ans par la Ville qui consiste à permettre à tous les élèves du réseau d'éducation prioritaire du quartier Belleville-Amandiers de suivre des cours de danse et de développer leur culture chorégraphique. Je voulais en profiter pour signaler aussi que sous l'impulsion du groupe Génération au Conseil de Paris avec le soutien des communistes et des écologistes, une mission d'information et d'évaluation sur l'éducation artistique et culturelle à Paris sera menée. En effet, nous sommes convaincus que l'éducation artistique et culturelle qui a quand même tout particulièrement souffert pendant la crise sanitaire constitue un outil décisif pour le partage d'une culture commune, le développement des pratiques artistiques et la réussite scolaire des enfants. Donc je vous invite à voter cette délibération. Merci.

M. SAUVAGE

Merci

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DAC 321 : Subvention (2.367.500 euros) et avenant à convention avec la Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (MPAA). Mme Marthe NAGELS rapporteure.

Mme GUHL

Je voudrais dire trois choses. La première, c'est que sur cette délibération, je vais la citer puisque ça n'avait pas été fait précédemment. C'est la délibération portant subvention pour la Maison des Pratiques Artistiques Amateurs pour une subvention pour l'ensemble de Paris de 2,3 millions d'euros. C'est une subvention qui est en baisse. Donc mon premier point, c'est vraiment de noter la baisse de cette subvention pour cette Maison des Pratiques des Artistes Amateurs, une baisse de 140 000 €, une baisse somme toute importante puisque c'est environ 4 % du budget global de la structure, un budget qui repose essentiellement sur la ville de Paris, que ce soit par l'affectation des locaux ou par la subvention. J'attire, moi, l'attention des élus sur justement la fragilisation financière des structures culturelles parisiennes. On avait, lors d'un Conseil précédent lorsqu'on avait voté la subvention pour d'autres structures culturelles, on avait vu qu'il y avait des baisses. Et moi, j'aimerais effectivement que les structures du 20^e ne se retrouvent pas dans cette même configuration en 2022. Paris est la seule ville en France où nous avons une politique publique qui est étoffée pour les pratiques amateurs. Et cette politique originale, elle est née dans le 20^e. Je ne sais pas si c'est un fait connu. Mais en tout cas, le fait que l'on baisse ce budget, pour moi, m'amène vraiment à un questionnement. Alors je sais, sans en avoir les chiffres, et c'est mon deuxième point, que le budget parisien à la politique culturelle risque d'être en forte baisse cette année. Comble de l'ironie, alors même que l'État se vante, lui, cette semaine, de dépasser le cap des 4 milliards d'euros pour la culture, pour moi, il n'est pas envisageable que nous, Paris, nous restions à la traîne. Bref, quoi qu'il en soit, et même dans le cadre d'un budget tendu, le choix des politiques culturelles à Paris doit se faire en faveur des quartiers populaires pour continuer à soutenir la culture populaire. Et nous devons nous assurer, nous, que dans le 20^e, quartier populaire, la culture ne soit pas lésée d'un euro dans la nouvelle répartition. Je vous remercie.

M. SAUVAGE

Merci. La parole est à la rapporteure, Marthe NAGELS.

Mme NAGELS

Oui, merci, Antoinette GUHL, pour cette intervention que je partage. En effet, les Maisons des Pratiques Artistiques Amateurs à Paris sont très précieuses. Vous l'avez dit, Paris est l'une des seules villes à agir à ce point pour la vitalité de la pratique artistique amateur des adultes. Et c'est vrai que quand on va dans la maison de Saint-Blaise, on y voit des musiciens, des comédiens, des plasticiens heureux et de tous âges, tous milieux sociaux. Et c'est évidemment quelque chose que l'on souhaite continuer à avoir et à voir se développer dans le 20^e. On l'a vu, le besoin de culture et de pratique artistique des habitants du 20^e a été révélé par la crise sanitaire et les fermetures de lieux de culture qui ont suivi. Et ici, sans doute plus qu'ailleurs encore, les habitants créent, échangent, demandent des espaces pour s'exprimer. Et je voulais d'ailleurs en profiter pour saluer le travail de la MPAA qui a

su faire preuve de réactivité et de créativité pour maintenir les activités à distance et faire vivre l'établissement malgré la fermeture physique de ces espaces. Donc vous l'avez dit, cette année, la subvention globale des MPAA parisiennes est en baisse. C'est une baisse qui est très importante. Je l'ai discuté avec l'équipe de la MPAA qui m'a témoigné de sa conscience de la nécessité de prendre part à l'effort budgétaire collectif pour sortir ensemble par le haut de la crise après les dépenses exceptionnelles engendrées par la lutte contre le COVID en 2020 et 2021. Néanmoins, je tiens à témoigner, et je le fais aussi, je le sais avec le soutien du Maire du 20^e, que la Mairie du 20^e sera extrêmement vigilante à ce que cet effort soit limité dans le temps et que nous souhaitons collectivement le rétablissement de la subvention à un niveau normal dès 2022. Nous serons par ailleurs attentifs à l'ensemble du budget de la culture comme vous dites qui est actuellement à l'étude pour 2022. Et en effet, on croit savoir que ça va être tendu. Donc on continuera à être particulièrement vigilant. Ce que je voulais dire pour conclure, c'est que la Pratique Artistique Amateur, ça va bien au-delà d'une rencontre entre les habitants et les arts. Une ville qui crée, c'est une ville qui respire et qui cultive son intelligence et son vivre ensemble. L'art et la pratique artistique ont longtemps été réservés à la bourgeoisie. Et encore aujourd'hui, force est de constater que tous les quartiers parisiens et tous les quartiers du 20^e ne bénéficient des mêmes chances. Alors tentons ensemble à la mesure du pouvoir qui est nôtre, de réparer cette injustice dans le 20^e en commençant par là. Et de la même manière, je crois que chaque enfant doit savoir lire. Nous avons le devoir que tous, enfants, adultes, tous les habitants, trouvent un moyen d'expression artistique qui leur ressemble. La diversité des habitants de notre arrondissement est une richesse, un défi aussi parfois. Et je crois que la culture nous rapproche en proposant des émotions partagées. Faisons-en un ciment qui approfondit le lien entre les habitants. Donc là, très concrètement, soyons attentifs au maintien de ces budgets cultures et au rétablissement de la subvention des MPAA pour 2022. Je vous remercie.

M. SAUVAGE

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DASES 24 : Participations pour l'année 2021 aux 6 Maisons des aînés et des aidants au titre des CLIC (centres locaux d'information et de coordination) autorisés à Paris (3.247.510 euros) et signature d'avenant. M. Hamidou SAMAKE rapporteur.

M. SAMAKE

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. J'ai souhaité prendre la parole pour intervenir sur la DASES 24. Cette délibération porte sur le soutien de la collectivité parisienne à six Maisons des aînés et des aidants, en abrégé MAA, au titre des centres locaux d'information et de coordination, CLIC. Il est proposé d'attribuer à la MAA Paris Humanest la somme 559 403 €. L'équipe pluridisciplinaire issue du regroupement du réseau de santé d'Humanest de centre local de coordination gériatrique qui emménage dans ses nouveaux locaux, déménagement qui a été fait depuis 15 septembre 2021. Les missions de cette équipe multidisciplinaire contribuent à l'accueil, à la coordination des parcours de santé et l'animation partenariale au service des personnes de 60 ans et plus, les adultes suivis en oncologie ou en soins palliatifs, de leur entourage et des professionnels des 11^e, 12^e et 20^e arrondissements. Par cette délibération, chers collègues, on voit bien que la ville de Paris avance dans la réalisation de ses engagements pour les seniors. Je vous demande à voter cette délibération. Je vous remercie.

M. SAUVAGE

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DDCT 41 : Subventions (339.600 euros) à 72 associations pour le financement de 83 projets dans les quartiers populaires parisiens - Appel à projets Citoyenneté, Laïcité et Valeurs de la République 2021. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

M. DIDIER

Monsieur le Maire, j'ai commis une erreur en fait. Je m'étais inscrit par erreur sur cette délibération. J'avais pourtant envoyé un mail il y a quelques minutes. Donc on peut avancer sur l'ordre du jour.

M. PLIEZ

Très bien. Peut-être Maxime SAUVAGE, le rapporteur, veut-il dire un mot sur cette délibération.

M. SAUVAGE

Du coup, j'en profite pour dire un mot. Oui, c'est pour dire que cette délibération vise à attribuer des subventions dans le cadre de ce qu'on appelait avant l'Appel à projets Citoyenneté, Laïcité et Valeurs de la République. C'est un appel à projets qui avait lancé après les attentats de 2015 qui avaient touché Paris et la Seine-Saint-Denis. L'idée, c'était de subventionner les projets autour du vivre ensemble, de la lutte contre les discriminations et les préjugés. Les projets qui aussi faisaient la promotion de l'égalité femme-homme. Et c'était du coup, un des axes transversaux du contrat de ville avec les trois grands axes qui étaient Grandir, Travailler, Habiter. Et en 2021, il y a eu un changement puisque l'appel à projets CLVR a intégré l'appel à projets politique de la Ville. Et on avait dit à ce que les montants consacrés à cet appel à projets soient bien maintenus malgré la fusion. Et c'est le cas. C'est pour ça qu'il y a environ 80 000 € attribués à 16 projets dans le 20^e arrondissement, 11 sur le territoire de Belleville-Amandiers et Pelleport. Et je citerai notamment le projet porté par Tatane qui est une très belle association qui promeut un football durable, joyeux et populaire et qui, à travers un travail tout autour des règles du football qu'on peut revisiter et des rencontres débats, fait un travail d'éducation populaire très important. Et je pense que beaucoup d'entre vous connaissaient le très bon travail fait par Tatane dans le gymnase Berlémond dans le 11^e arrondissement. Et on a vraiment la volonté de développer leurs activités dans le 20^e, en tout cas, c'est aussi leur souhait. Et un projet que je vais mettre en valeur, c'est celui du CRT Saint-Blaise qui fait partie des projets retenus pour le territoire des portes. Le CRT Saint-Blaise qui est square des Cardeurs et qui, autour d'improvisations théâtrales, autour de la danse, de la parole, de la musique, a pour objet de parler des sujets de laïcité avec plusieurs jeunes du quartier Saint-Blaise. Donc je vous invite à voter cette belle délibération.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, la délibération est adoptée.

2021 DASCO 109 : Divers collèges - Dotations (837.576 euros) pour le soutien de la Ville de Paris aux projets éducatifs - Dotations (14.350 euros) dans le cadre de l'Action Collégiens. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 110 : Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (233.887 euros), subventions d'équipement (79.920 euros) et subventions pour travaux (189.219 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 111 : Collèges publics autonomes - Dotations initiales de fonctionnement 2022 (10.925.189 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 112 : Collèges imbriqués avec un lycée - Dotations initiales de fonctionnement 2022 (2.779.824 euros). Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 113 : Subventions (256.000 euros) et conventions avec des associations ou organismes, pour l'implantation de résidences artistiques dans les collèges dans le cadre de l'Art pour Grandir. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DASCO 115 : Collèges publics – Contribution (2.005.969 euros) de la Ville de Paris aux services de restauration et d'internat des collèges dotés d'un service de restauration autonome pour 2022. Mme Anne BAUDONNE rapporteure.

2021 DFPE 143 : Subvention (117.741 euros) et avenant n° 6 avec l'association Le Relais Ménilmontant (20^e) pour la crèche collective multi-accueil Le Petit Relais (20^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 164 : Subvention (132.478 euros) et avenant n°6 à l'association Halte-Garderie Les Poussins d'Annam (20^e) pour la halte-garderie (20^e). M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 166 : Subvention (9.110.921 euros) et avenants avec la Fondation Œuvre de la Croix St Simon (FOCSS) pour ses 27 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 218 : Subventions (6.375.542 euros), avenants n° 1, n° 3 et n° 6 avec l'association ABC Puériculture (16^e) pour ses 25 établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DFPE 219 : Subventions (625.204 euros) et avenants n° 6 avec l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) (20^e) pour ses trois établissements d'accueil de la petite enfance. M. Lyes BOUHDIDA-LASSERRE rapporteur.

2021 DLH 123 : Garantie d'emprunt visant le financement d'un programme de rénovation réalisé par Segens. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

2021 DLH 278 : Réalisation 90, boulevard de Ménilmontant et 18, rue des Cendriers Paris (20^e) d'un programme de rénovation de 51 logements sociaux par IMMOBILIÈRE 3F – Subvention (368.280 euros). M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

2021 DLH 320 : Garantie d'emprunt visant le financement d'une opération de logement social réalisée par FREHA. M. Thomas CHEVANDIER rapporteur.

2021 DU 18 : Secteur d'Aménagement Paul Meurice (20^e) – Acquisition à titre gratuit par la Ville de Paris auprès de la SPL Paris et Métropole Aménagement d'un équipement public correspondant à la voie V11. Mme Virginie DASPET rapporteure.

2021 DEVE 96 : Subventions (82.300 euros) à 12 associations pour leurs actions en faveur de l'alimentation durable. Mme Lila DJELLALI rapporteure.

2021 DAE 20 : Marchés découverts alimentaires - Exonération des redevances pendant la période de fermeture liée à l'épidémie de Covid19 - avenants. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DAE 58 : Marchés non alimentaires - Exonération des redevances pendant la période de fermeture liée à l'épidémie de Covid19 - avenants. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DAE 73 : Subventions (80.000 euros) à treize associations dans le domaine du design, la mode et les métiers d'art. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DAE 162 : Mesures en soutien aux acteurs économique dans le cadre de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 - Exonération des droits de place dus par les commerçants non alimentaires. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DAE 172 : Marchés non alimentaires - Exonération des redevances COVID-19 - 3^{ème} confinement. Mme Carine EKON rapporteure.

2021 DJS 30 : Subventions (121.500 euros) et conventions pluriannuelles d'objectifs avec le Comité des O.M.S. et 12 O.M.S. M. Epency EPARA EPARA rapporteur.

2021 DDCT 58 : États spéciaux d'arrondissement - Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations d'animation et de gestion locales 2022. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.

2021 DDCT 60 : Inventaire des Équipements de proximité pour l'exercice 2022. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.

MA20.2021.279 : Inventaire des équipements dont le Conseil du 20^e arrondissement a la charge. M. Jérôme GLEIZES rapporteur.

2021 DVD 77 : Subvention (10.000 euros) et convention avec l'association Vélo École du 20^e. Convention d'occupation du domaine public pour les mobiliers de stationnement de vélos sécurisés. M. Vincent GOULIN rapporteur.

2021 DFPE 24 : Subventions (1.972.258 euros) à dix-sept associations, conventions et avenants à convention pour la gestion de vingt-huit lieux d'accueil enfants parents à Paris et participation au financement des LAEP de la Caisse d'Allocations Familiales dans les centres sociaux. Mme Antoinette GUHL rapporteure.

2021 DAE 288 : Modification de la garantie à 50 % de la Ville de Paris accordée à la SCI WIKIVILLAGE pour l'emprunt bancaire souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Mme Nathalie MAQUOI rapporteure.

2021 DAC 302 : Subventions (10.000 euros) à trois associations de chœurs d'enfants. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

2021 DAC 304 : Subventions (28.000 euros) à huit associations de chœur et chant. Mme Marthe NAGELS rapporteure.

2021 DDCT 16 : Subventions (120.500 euros) au titre de la vie associative et de la participation citoyenne à trente-deux associations. M. Jean-Baptiste SALACHAS rapporteur.

2021 DDCT 67 : Subventions (38.800 euros) à 9 associations dans le cadre d'actions en faveur des jeunes des quartiers populaires. M. Maxime SAUVAGE rapporteur.

Après consultation des membres, les délibérations sont adoptées.

2. Vœux

M. PLIEZ

Alors une nouvelle fois, je vous invite à user d'un temps de parole raisonnable en privilégiant les prises de parole courtes et efficaces. Je rappelle que la présentation d'un projet de vœu par un

membre du Conseil ne peut excéder trois minutes. Donc vous entendrez la petite pendule, la petite sonnerie au-delà de cette période. Les interventions des autres membres sur un projet de vœu ne peuvent excéder deux minutes. Les membres disposent du droit de présenter des amendements aux projets de vœu qui leur sont soumis. La présentation de ces amendements ne peut excéder une minute. Ces amendements seront ensuite publiés dans la conversation. Et je prononcerai une suspension de séance de trois minutes pour que vous puissiez en prendre connaissance. Les vœux ont été regroupés par sujets pour permettre une discussion commune.

V20-2021-296 : Vœu relatif à la nécessité de réponses globales face à la problématique du crack, devant impliquer nécessairement une réelle concertation, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.

Mme SIMONNET

Oui, merci, Monsieur le Maire. Ce vœu nous permet de reparler de ce qui a occupé la rentrée dans une grande partie du 20^e depuis l'information qui a fuité sur le projet que vous aviez initialement d'installer une salle de consommation à moindre risque dans l'école du 172, rue Pelleport. Alors je n'ai que trois minutes. Je dirai que je suis profondément scandalisée par l'impasse sécuritaire aussi inefficace qu'inhumaine qui est celle menée par M. DARMANIN, le ministre de l'Intérieur et le Préfet LALLEMENT qui, pas plus tard que vendredi dernier, ont déplacé une fois de plus les populations consommatrices de crack sans se soucier de leur dignité et sans se soucier non plus que de l'autre côté du périphérique, il y a également des populations. Comme vous le savez, on a déplacé une nouvelle fois le problème de la colline du crack vers Stalingrad puis dans le jardin des halls, et dorénavant à la porte de la Villette alors que c'est une réponse globale qui est nécessaire. Donc je pense que sur le fond, nous sommes d'accord : il faut une réponse globale qui nécessite un maillage entre différentes structures, qui nécessite par ailleurs une analyse fine des territoires. Par contre, je souhaite, à travers ce vœu, que nous prenions acte de la crise car je pense que c'est dans la précipitation que la Maire de Paris, avec vous, avait choisi les emplacements. Et je ne comprends toujours pas comment vous auriez pu penser, quand je dis « vous », c'est un « vous » générique, Monsieur le Maire, qui implique aussi Madame la Maire et toute son équipe. Comment avez-vous pu penser qu'il était possible, sans créer de la colère et de l'angoisse et de la désapprobation parmi la population, d'installer une salle de consommation à moindre risque dans un quartier politique de la Ville, dans une école qui n'est pas désaffectée mais qui servait d'un centre de loisirs, pas plus tard que jusqu'à fin août et de la façon quasi mitoyenne d'autres écoles. Donc à travers ce vœu, je souhaite, Monsieur le Maire, que la Mairie du 20^e s'engage à respecter le principe qui est réaffirmé par la commission parlementaire, le rapport de l'Inserm comme au départ la charte de 2016, à savoir que les dispositifs de salle de consommation à moindre risque doivent être situés à proximité des lieux de consommation de rue. Ensuite, que la Mairie du 20^e relaie auprès de la Mairie de Paris la nécessité que d'autres lieux d'accueil des consommateurs de crack avec différentes missions possibles puissent être installés notamment au centre de Paris car on sait que la problématique d'errance de rue a lieu autour des halls, autour des gares. Et je pose à nouveau la question du devenir de l'hôtel Dieu un tiers est prévu d'être privatisé, notamment pour un restaurant gastronomique. Or, il serait bien plus utile, en tout cas répondre à l'intérêt général que de penser à un lieu dans la lutte contre l'addictologie. Je pense par ailleurs que les problématiques de drogue, le 20^e, hélas, n'en est pas exsangue. Et je m'étonne qu'il n'y ait pas de CAARUD dans le 20^e arrondissement. Et ça pourrait être une piste à réfléchir, bien sûr, avec une concertation. Deux derniers aspects de ce vœu, je pense qu'agir contre le crack, c'est aussi agir en amont contre les politiques d'errance. Il me semble de notre arrondissement s'honorerait de porter la volonté qu'il y ait de nouveaux lieux d'hébergement adaptés aux mineurs isolés car vous savez que quand ils sont abandonnés à la rue par notre département, ils peuvent être victimes des vendeurs de crack. Dernière chose, il me semble essentiel que la Mairie du 20^e s'engage à respecter la concertation avec les parents d'élèves et la communauté scolaire et les associations de quartier sur le devenir de l'école maternelle du 172 rue de Pelleport. Je terminerai par là, Monsieur le Maire. Vous avez annoncé, lors de la réunion publique, que cette école pourrait accueillir un équipement sur les questions du climat. Il est essentiel que le devenir de cette école ne se fasse pas sans la population. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Je répondrai. Je crois que Nathalie MAQUOI souhaitait prendre la parole. Nathalie MAQUOI.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire ! C'était le temps de retrouver ma caméra et le son. J'ai deux minutes. Donc du coup, je vais forcément aller très vite. Mme SIMONNET, je vais vous expliquer pourquoi on va voter contre votre vœu. Je voudrais juste, là, qu'on prenne un peu l'échelle parisienne et je ne vous ferai jamais le reproche ni le procès de ne pas l'avoir. Alors je vais reprendre vos mots. Oui, à un moment donné, le crack, c'est une question extrêmement difficile. Ça nécessite une politique publique forte et ça nécessite une politique publique à l'échelle de Paris. Vous dites tout de suite que les lieux doivent se trouver à proximité d'hôpitaux, de gares, etc. ça dépend de quoi on parle. Aujourd'hui, les professionnels ont travaillé pendant de nombreux mois pour se rendre compte qu'effectivement, pour pouvoir sortir de l'errance, pour pouvoir sortir d'une toxicomanie qui est absolument désastreuse, il faut avoir des lieux pour être hébergés. Il faut des lieux de repos. Il faut des lieux pour voir un médecin. Il faut des lieux pour voir un travailleur social. Donc ils peuvent se répartir sur le territoire parisien parce que vous le savez aussi bien que moi que dans cette ville extrêmement dense, tout ne se trouve pas à proximité, soit de Stalingrad, soit de la gare du nord, soit des halls. Donc bien sûr, il y a un moment où il y a eu une volonté et toute la majorité parisienne, et je crois que vous aussi, quand vous êtes intervenu en Conseil de Paris, vous aviez soutenu ce plan construit avec les professionnels. Et là, je crois qu'il faut être extrêmement clair. À un moment où on a vu une évacuation vendredi, on se retrouve donc avec une population toxicomane qui est sur un rond-point, sous le périphérique qui a à peine accès à l'eau, où les maraudes, ça va être extrêmement compliqués, qui sont dans un état social et sanitaire désastreux avec un mur construit comme ça entre Pantin et Paris. Revenons en arrière de 20 ans des liens entre Paris et la Seine-Saint-Denis, je crois alors qu'il faut être extrêmement clair et dire que ça ne pouvait pas être la solution et que ce n'est pas ce qu'on porte quand on est dans une vision humaniste. Donc du coup, ne mélangeons pas tout dans un vœu sur... Le sujet est vraiment trop sérieux pour qu'on instrumentalise politiquement. Je vois que Monsieur le Maire me fait le signe. Je suis obligée de m'arrêter là. Et c'est dommage parce que c'est un débat qui mériterait un peu plus d'explication.

M. PLIEZ

Merci. Désolé. C'est court. François-Marie DIDIER puis Karine DUCHAUCHOI toujours sur deux minutes.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, ce sujet du crack nous a quand même tous largement occupés au cours du mois de septembre. Une réponse globale, oui. J'avais écrit en ce sens à la Maire de Paris pour qu'on ait justement un débat au Conseil de Paris sur ces sujets : l'implantation de lieux dans Paris. Débat qu'on n'a pas forcément eu et qui me semble évidemment indispensable. Déplacer le problème comme les images de ce week-end l'ont montré, évidemment, ce n'est pas une solution et ce n'est pas en tout cas celle que moi, j'aurais souhaité proposer. En revanche, la difficulté avec ce sujet du crack, en tout cas ce qui concerne notre arrondissement, c'est que finalement on a voulu importer un problème qui n'existait pas dans notre arrondissement. D'où la mobilisation des habitants. Et je crois que là-dessus, Monsieur le Maire, vous les avez entendus. Et j'ai posé une question justement très précise sur le sujet tout à l'heure, vous y répondrez, mais en tout cas, je crois qu'on ne peut pas rapporter ce problème ici. Moi, j'entends évidemment les réponses sanitaires auxquelles il faut répondre, que ce soit une prise en charge médicale, trouver des lieux dédiés. Il faut un débat pour pouvoir retrouver ces lieux. Ce n'est pas moi qui vais les décider tout seul comme ça. En revanche, il y a aussi quand même un aspect sécuritaire qu'on ne peut pas omettre. Le Préfet de police, il a bien indiqué que quand même ça posait des difficultés quand on avait des salles aux consommations à moindre risque même s'il y a quelques... Évidemment, c'est vertueux. Il n'y a plus de seringue dans la rue. Mais je crois qu'on a un peu tout mélangé dans ce débat. Aujourd'hui, il faut quand même entendre ces deux volets. Il y a le volet sanitaire évidemment, mais le volet sécuritaire, c'est celui qui a mobilisé les gens parce qu'ils ne voulaient pas avoir une salle de consommation à côté de chez eux, à côté des écoles. Donc moi, en tout cas, c'est ma ligne. Et je resterai sur cette ligne-là même s'il faut des solutions. Je ne suis pas contre pour en proposer.

M. PLIEZ

Merci. Donc Karine DUCHAUCHOI puis Florence De MASSOL ensuite.

Mme DUCHAUCHOI

Merci, Monsieur le Maire. Je rejoins ce que disait Nathalie MAQUOI. En fait, depuis longtemps, la consommation de drogue et de crack, et en particulier dans l'espace public et dans l'est parisien, ça s'enlisait. On sait que c'est un sujet grave parce qu'il y a des habitants qui subissent, cohabitation qui est forcée. Et de l'autre côté, il y a les toxicomanes qui souffrent de manque de soins et d'accompagnement. Et nous, communistes, on pense qu'il faut une politique d'ampleur qui agit à la fois sur le problème du trafic, sur les problèmes social et sanitaire. Et c'est une politique qui doit être une politique de prévention, de prise en charge. On doit accompagner les gens. Et pour ça, il faut un programme aussi d'investissement public en santé publique. Il faut que l'État aussi prenne ses responsabilités puisqu'on a laissé aussi tomber, je ne refais pas l'histoire, mais aussi la psychiatrie qui est très malmenée depuis un certain nombre d'années. En fait, c'est aussi des sources de solution. Cette solution, elle ne se fera que par une solidarité : une solidarité parisienne, une solidarité d'Île-de-France et une solidarité nationale. Je trouve qu'en termes de collectivité, on va déjà bien au-delà de nos prérogatives. Donc à un moment donné, il faut qu'on se sente soutenus et ce qui a été fait ces derniers jours est inhumain. Je pense qu'il faut le redire, c'est que tout le monde a le droit aux soins. Et on ne peut pas laisser des personnes dans de telles souffrances. Ce n'est pas possible. On peut le dire. Mais après, une fois avoir dit, il faut trouver des solutions. Chère Danielle, même si à un moment donné, on peut se retrouver dans certains de tes considérants, sur le fond, il y a quand même certains qui m'étonnent vraiment de ta part, parce que, écoutez, on a l'impression que tes recommandations, tous les lieux, ils devraient ouvrir dans le 10^e ou dans le centre. Or, la garantie sociale et sanitaire efficace, c'est qu'il y a une péréquation territoriale. C'est la seule manière dont ça peut marcher. Et puis à titre d'information, tu sais quand tu parles... on parle des halls, les halls, il y a déjà un gros projet et un travail qui a été engagé sur une politique de santé. Donc du coup, je crois qu'il faut, à un moment donné, aussi se poser toutes ces questions. Après, sans revenir dans le détail, la question des mineurs isolés, je trouve aussi que ça me pose problème qu'elle arrive là, comme ça et qu'elle soit liée aux problématiques du crack. Encore une fois, la plupart des usagers, ce ne sont pas des mineurs. Et là, je pense que c'est un travail qu'on doit mener et poursuivre sur l'hébergement des mineurs. Et en dernier lieu, et j'en arrêterai là, c'est que je voulais dire qu'il y a une adjointe en charge des affaires scolaires et qu'elle ne ménage ses efforts depuis la rentrée pour rencontrer les équipes, pour permettre aux enfants d'être accueillis dans les meilleures conditions d'apprentissage possible. Et je pense que nous, en tout cas, on lui fait confiance pour que du coup, ce travail, il continue d'être fait avec les équipes et qu'on garde une cohérence globale sur ces questions-là et notamment quand on parlait de l'école du 172 Pelleport. Donc je pense que pour toutes ces raisons, le groupe communiste ne votera pas ce vœu.

M. PLIEZ

Merci. Florence De MASSOL puis Antoinette GUHL.

Mme De MASSOL

Oui. Alors je ne voterai pas ce vœu non plus pour des raisons qui ont déjà été évoquées ici. Et puis je voudrais aussi dire quelque chose à propos de ce qui s'est passé au jardin d'Éole et rue Riquet et du transport un peu brutal, c'est le moins qu'on puisse dire, des usagers à un autre endroit. Il faut se dire et accepter aussi qu'à situation d'urgence, il y a des mesures d'urgence qui sont parfois désagréables. C'est vrai. Mais autour du jardin d'Éole, les riverains, les enfants qui allaient à l'école n'en pouvaient plus. Donc il faut quand même être conscient de ce qu'ils subissaient depuis des mois et que cette solution temporaire, je rappelle qu'elle est temporaire, ne résout pas le problème mais a permis au moins de les soulager un peu. Et je voudrais aussi en profiter pour rendre hommage à toutes les familles qui se sont mobilisées rue Pelleport. Parce qu'elles l'ont fait avec humanisme. Je n'ai pas entendu dans les manifestations, dans les prises de parole de slogan qui m'aurait vraiment déplu, mis mal à l'aise. Il y avait un respect à la fois des personnes qui sont malades du crack mais aussi un respect assez général et franchement une mobilisation comme ça, sur un sujet aussi angoissant aurait pu amener des dérives. Elles n'ont pas eu lieu. Il n'y a pas eu de dérive. Donc vraiment rendre hommage à la mobilisation des habitants du 20^e qui ont su rester comme les habitants du 20^e, c'est-à-dire à la fois mesurés et puis aussi libres de leur parole. Je pense qu'un aménagement, un équipement comme celui-là ne peut réussir que si c'est tout un quartier qui l'accepte. Et pour que le quartier l'accepte, il faut lui en parler d'abord. La concertation est indispensable. Elle est encore plus indispensable quand il s'agit d'un sujet aussi grave que celui-ci. Et vraiment là, les choses ont été

prises, à mon avis, un petit peu à l'envers. Je voulais aussi rappeler qu'en ce moment, il y a les assises de la psychiatrie qui vont commencer et qu'effectivement, c'est l'occasion de rappeler à quel point ce domaine des soins a été, pendant des dizaines d'années, sous-estimé, sous-équipé, sous-financé. On s'en rend compte encore plus maintenant avec les problèmes qui sont liés au COVID mais c'est un élément important que le Gouvernement a mis en place.

M. PLIEZ

Merci. Antoinette GUHL.

Mme GUHL

Oui, j'aimerais, moi aussi, revenir sur la séquence passée de l'installation de la salle de soins rue de Pelleport. Et j'aimerais dire, au nom des écologistes, aux parents qui nous écoutent, qui se sont mobilisés avec sincérité, que nous, élus écologistes et au-delà, nous comprenons l'inquiétude qui peut être la leur. Il est légitime d'avoir peur pour ses enfants. Il est légitime de vouloir les préserver du spectacle déchirant des addictions. Il est aussi indispensable de les sensibiliser dès le plus jeune âge aux dangers encourus. Pour avoir élevé mes enfants juste en face de la gare du nord, je peux dire très clairement que je comprends bien cette angoisse. Il est clair que la méthode avec laquelle tout cela a été fait et puis défait n'est pas des plus heureuses. Il aura manqué de l'échange, du temps et de la participation. Pour autant, le résultat final dont nous avons été les tristes spectateurs vendredi dernier est désolant, absolument désolant ! Construire des murs n'est pas digne de notre humanité. Alors oui, il nous faudra collectivement, posément, trouver des solutions de soins pour permettre, certes, à nos enfants de vivre sereinement mais aussi pour apporter les soins nécessaires aux personnes malades d'addiction. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. La parole est Antoine ALIBERT.

M. ALIBERT

Oui, merci. Je vais poursuivre le propos d'Antoinette GUHL pour expliquer pourquoi on votera contre le vœu de Mme SIMONNET. Je souscris à ce qui a été dit par Antoinette, par Nathalie MAQUOI et par Karine DUCHAUCHOI également sur la psychiatrie ainsi que Florence De MASSOL. Mais je vais être moins gentil dans mon expression vis-à-vis de vous, Mme SIMONNET parce que je pense que c'est trop facile de déposer un vœu comme ça et ensuite de le défendre comme vous l'avez fait. On dit souvent : « Les paroles s'envolent. Les écrits restent. » Et moi, je vais me baser sur vos écrits. Votre vœu, il sert vos intérêts électoraux. Et vous commettez une faute grave. On a toujours soutenu, dans le 20^e, la solution globale proposée par le plan crack parisien porté par Anne SOUYRIS, l'adjointe écologiste à la santé qui répondait enfin de façon ambitieuse à un problème depuis 30 ans, qui se pose depuis 30 ans pour faire émerger une réponse à la fois humaine, sanitaire et de tranquillité publique. Je ne peux pas croire que vous n'avez pas travaillé à la situation, Mme SIMONNET, et à la question du crack à Paris et que vous fassiez innocemment référence au SCMR alors que ce n'est pas du tout ce que propose le plan crack parisien. Mal nommer les choses, disait Camus, c'est ajouter aux malheurs du monde. Et là, c'est ce que vous avez fait dans le 20^e en récupérant ce sujet et en écrivant des fausses informations. Je ne peux pas comprendre, comme l'a dit Mme DUCHAUCHOI, l'amalgame que vous opérez entre les personnes dépendantes et les mineurs isolés intégrant dans votre vœu le sujet de l'aide sociale à l'enfance alors que c'est dans une méconnaissance totale du public qui est concerné par le fléau du crack à Éole. Il est à la mode dans votre famille politique de débattre avec les extrêmes, et notamment l'extrême droite. Je ne savais pas qu'il était aussi à la mode de se faire le marchepied dans le 20^e des intérêts conservateurs. En parlant des conservateurs, j'ai entendu M. DIDIER vouloir proposer un débat. On attend toujours ses propositions sur le sujet ainsi que celle de sa famille politique.

Et pour conclure, et je vais conclure, pour dire que votre voix, Mme SIMONNET, a manqué à la gauche pour qu'enfin, on arrive à parler du fond dans un intérêt général pour trouver une solution viable. Nous allons dans le mur collectivement si nous continuons des débats de faux semblant avec des fausses polémiques politiciennes. Et je dois le dire, je regrette effectivement la construction d'un mur...

Mme SIMONNET

Parce que vous ne polémiquez pas, là ?

M. ALIBERT

Non. Mais des fois, Mme SIMONNET, il faut vous dire les choses, Mme SIMONNET. C'est indigne. Vous nous avez habitués à mieux. Et je conclurai là. Donc nous voterons contre ce vœu.

M. PLIEZ

Je remercie Antoine ALIBERT.

M. DIDIER

On est attaqué, Monsieur le Maire. Donc ce serait quand même bien qu'on puisse répondre. Moi, je trouve ça lamentable qu'on parle comme ça à Mme SIMONNET. On n'est pas dans un tribunal.

M. PLIEZ

François-Marie DIDIER, vous répondrez quand ça sera... Vous revenez et je vais vous répondre tout à l'heure par une question orale. Donc vous aurez l'occasion de vous exprimer. Danielle SIMONNET va évidemment pouvoir répondre une fois que j'aurai pris la parole puisque je l'ai demandée. Elle pourra répondre. Moi, Mme SIMONNET, je vais m'adresser à vous et je vais vous demander de retirer votre vœu. De retirer votre vœu parce qu'il n'y a jamais eu de projet de salle de consommation à moindre risque dans le 20^e. Je vous invite à relire tous les courriers : celui de la Maire au Premier ministre, les miens par la suite. Il n'y a jamais eu donc de projet de salle de consommation à moindre risque. Et effectivement, nous sommes assez d'accord sur le fait que ces salles doivent plutôt être auprès des lieux de consommation même si, comme vous l'avez vu, le ministre de la Santé a ouvert des possibilités d'extension pour les CAARUD de possibilité de consommation assistée dans les CAARUD. Le projet n'était pas celui-là. Le projet était un projet et reste un projet qui vise à installer un réseau d'unité de soins et de repos. Alors aujourd'hui, on les appelle peut-être Halte santé addiction. Donc c'est bien de ça qu'il s'agissait. Oui, nous avons été débordés par cette inquiétude, que je comprends, des parents du fait d'avoir ce projet au 172 rue Pelleport. Mais nous sommes partis sur un malentendu. Et nous n'avons pas eu le temps, à aucun moment, d'exposer le projet qui de fait est resté dans les cartons puisque même le 15 septembre, nous n'avons pas pu exposer ce projet. En tous les cas, donc je vous demande de retirer ce vœu, qu'évidemment je ne voterai pas dans la mesure où nous avons répondu. Évidemment, il y aura une période de concertation, de discussion si on nous faisait des propositions d'autres sites dans le 20^e. Et je le dis clairement, parce que je sais que des gens nous regardent ce soir, il n'y a aucun projet à ce jour. Et tous les projets feront l'objet, et je m'y engage, d'une réunion avec l'ensemble des élus, y compris l'opposition, puis de discussions avec les riverains concernés, au premier chef les parents bien sûr, mais les riverains concernés. Mais il n'y a pas de projet. Donc on arrête les fake news. On arrête les fausses cartes. On arrête tout ça. C'est insupportable. Enfin, Mme SIMONNET, je vous demande également de retirer ce vœu parce que je vous le dis, évoquer les mineurs non accompagnés, c'est indigne, ce n'est pas normal. Il y a 1 692 mineurs qui sont pris en charge aujourd'hui par l'aide sociale à l'enfance et qui n'ont qu'un désir, celui de s'intégrer, qui sont tous dans des cursus de formation, qui sont des gamins qui ne posent aucun problème dans Paris. Et il y a 20 mêmes délinquants, que je vais appeler des enfants des rues, totalement largués et toxicomanes à la Goutte d'or, qui font l'objet d'ailleurs d'un traitement spécifique par les services de l'aide sociale à l'enfance, et qui objectivement a beaucoup de difficultés. On parle de 20 enfants. Arrêtons, arrêtons de parler des mineurs et de faire l'amalgame avec les fumeurs de crack. C'est indigne. Donc en conséquence, je vous demande de retirer votre vœu. Je vais vous laisser la parole. Et nous procéderons au vote ensuite. Mais évidemment, comme mes collègues, je ne voterai pas votre vœu.

Mme SIMONNET

Bien, je suis, chers collègues, extrêmement scandalisée en fait par vos propos. Je suis totalement scandalisée ! Parce que, Monsieur le Maire, je vais d'abord reprendre... Vous vous plaignez de ne pas avoir eu le temps d'exposer votre projet. Mais c'est ça qui est dingue, c'est que moi, je suis

Conseillère de Paris. Je n'ai pas eu la moindre information officielle concernant ce que vous prévoyez de faire dans le 20^e arrondissement. Et à ce jour d'ailleurs, je n'ai rien d'autre que vos courriers bien flous sur la question qui ne m'ont été établis qu'une fois que la mobilisation vous a forcé en fait à reculer. Alors ensuite, M. ALIBERT, oui, moi, je suis fière d'être du mouvement du leader France Insoumise, Jean-Luc MELENCHON qui, lui, assume d'affronter l'extrême droite. Donc votre mépris, je vous le renvoie. Je trouve ça honteux de votre part ce que vous avez pu tenir comme propos à mon égard. Et je vous invite à lire le vœu. Oui, je suis favorable à une réponse globale qui nécessite de prendre en compte la notion d'hébergement, la notion de repos, d'accompagnement psychiatrique, psychologique et de santé des personnes en situation de consommation de crack de rue. Oui, il est par contre de bon sens de se dire qu'on ne peut pas imposer dans une école sans aucune concertation une salle que tout le monde a compris comme devant être une salle de consommation à moindre risque. Alors Monsieur le Maire, vous dites que c'était des fake news. Si vous voulez que ce problème ne se reproduise pas et que l'on ne défende pas votre politique, assumez de l'exposer en amont et de l'exposer à vos élus, de respecter vos élus en organisant vraiment la délibération collective au lieu de faire cette chose à l'arrache comme cela a été fait cet été. Parce qu'en vérité, qu'est-ce qui s'est passé ? Et pas d'hypocrisie entre nous. S'il n'y a pas de lieu dans le centre de Paris qui est prévu, et notamment autour des Halles alors que là, on a aussi un problème d'errance, c'est parce que le Maire de Paris Centre s'y est opposé. Et vous le savez très bien. S'il n'y a toujours pas de lieu à proximité des gares, mais c'est parce que la Ville n'a même pas engagé de travail avec la SNCF. D'accord ? Ça a même été confirmé par un membre du cabinet d'Anne SOUYRIS pas plus tard qu'il y a 15 jours. D'accord ? Donc aujourd'hui, on a besoin d'une réponse globale. Et ce qu'impose M. DARMANIN est une honte. Ce n'est pas depuis simplement cet été que la Maire de Paris sait qu'il faudra trouver des emplacements. Cela fait au moins trois ans depuis l'évacuation des halls. Or, visiblement, depuis trois ans, les emplacements n'ont pas été analysés, n'ont pas été anticipés. C'est parce que vous êtes un des rares, et même le seul Maire d'arrondissement de la capitale, certainement le plus en capacité de maîtriser les problématiques d'addiction de fait de votre engagement Aurore que vous avez le courage de dire : « Je suis prêt à accueillir cela dans le 20^e arrondissement. » Sauf qu'après, c'est à l'arrache, à la va-vite que ce lieu très mal choisi vous a été imposé. Et vous le savez pertinemment. Alors si on ne veut pas recommencer ces mêmes erreurs, mettre les choses par écrit comme je l'ai fait permettrait d'avoir un débat honnête, sauf que vous ne mettez rien par écrit. Et je regrette qu'à ce Conseil d'arrondissement alors que cela fait un mois que le sujet préoccupe les habitants du 20^e, vous n'avez pas daigné présenter votre orientation politique par écrit, que les groupes, les uns et les autres, aient pu au moins faire preuve de courage et de se positionner vis-à-vis des textes. Lors des dernières manifestations, d'ailleurs je regrette qu'aucun élu de la majorité n'ait daigné se déplacer pour discuter avec les habitants du 20^e. Voilà, j'en ai fini. Et je vous remercie. Bien évidemment que je maintiens mon vœu. Si, dernière chose, sur les mineurs isolés étrangers, ne me faites pas dire ce que mon texte ne dit pas. Je ne fais pas d'amalgame. La chose que je dis, c'est que quand vous avez de l'errance de rue et de la consommation de crack et que vous avez des dealers, toute personne qui est laissée à l'abandon dans la rue peut être une proie. Oui, parce que la rue, elle tue. Oui, on ne doit pas laisser des mineurs isolés à la rue. Or, aujourd'hui, le département, alors que c'est son obligation, abandonne des jeunes à la rue, soit parce qu'elle conteste leur minorité, soit parce qu'elle ne développe pas les contrats jeunes majeurs. Alors lisez bien les textes au lieu de mépriser, de leur faire dire ce qu'ils ne disent pas.

M. PLIEZ

Vous avez eu l'occasion de répondre aux questions.

Après consultation des membres, le vœu est rejeté.

V2-2021-297 : Vœu pour une enquête sur des faits présumés de violences obstétricales et gynécologiques à l'hôpital Tenon, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.

Mme SIMONNET

Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Vous avez, je pense, tous sans doute suivi, ou pas d'ailleurs, la libération de la parole concernant des violences obstétricales et gynécologiques qui ont pu être subies par des femmes et notamment à l'hôpital Tenon. Je souhaite d'abord saluer le travail du collectif Stop violences obstétricales et gynécologiques, Stop VOG, qui a rendu public mi-

septembre plusieurs de ces témoignages. Alors il s'agit à la fois des témoignages de femmes qui ont pu subir des actes de gynécologie sans qu'on demande au préalable leur consentement et avec des situations pouvant être extrêmement violentes et traumatisantes. Mais il s'agit également d'internes en médecine, de soignants en stage, en formation qui ont pu assister justement à cela et ont eu le sentiment finalement d'assister à un viol parce qu'il s'agissait, par exemple, de touchers vaginaux, touchers rectaux sans que la patiente n'ait été prévenue, sans qu'on se préoccupe à aucun moment de sa compréhension de ce qui se passait. Alors c'est un sujet extrêmement délicat, extrêmement grave. Depuis le dépôt de mon vœu initial, on a appris par la presse qu'une enquête interne était diligentée par l'hôpital Tenon en lien avec la faculté de médecine dans laquelle le médecin en question qui est incriminé par ces témoignages exerce. Mais il me semble nécessaire à travers le vœu que nous devons débattre, de bien prendre conscience qu'il y a aussi d'autres témoignages qui sont apparus depuis cette date de dépôt de vœu et qui montrent que d'autres hôpitaux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ont pu être concernés. Alors j'avais transmis des amendements à ce vœu à différentes collègues de différents groupes en espérant qu'on pourrait prendre quand même le temps d'échanger pour voir l'évolution possible à apporter à ce vœu pour que ce soit bien toute l'AP-HP qui supervise cette enquête et que cette enquête n'ait pas lieu simplement à l'hôpital Tenon. Il y a aussi d'autres éléments que ce sujet doit nous faire réfléchir, notamment quels sont les protocoles possibles entre les patientes et les médecins en gynécologie pour permettre de garantir les conditions du libre consentement des patients, quelles sont également les structures d'écoute des femmes victimes. Donc je ne sais pas si l'amendement à mon vœu vous a été transmis. J'en ai fini, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

Merci. Je crois que l'amendement est arrivé tard. Mais je pense que dans les réactions dans les personnes qui souhaitent intervenir, il y aura peut-être des réponses. Nathalie MAQUOI puis Florence De MASSOL.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Oui, Danielle, j'ai bien reçu ton mail, je suis désolée, ce n'était pas aussi simple d'échanger en Conseil. Les élus Génération voteront pour ce vœu. Comme vous le disiez, c'est un sujet qui est à la fois délicat mais sur lequel il faut être aussi extrêmement clair. Et je pense qu'en respectant la parole de toutes ces femmes victimes qui, courageusement, disent une violence qui est extrêmement dure, extrêmement lourde, extrêmement pas facile en tout cas. On ne peut que demander effectivement une enquête, qu'en tout cas, les actes, s'ils sont vraiment avérés, et on les croit, puissent cesser. Donc oui, et avec la version amendée.

M. PLIEZ

Alors on laissera après les échanges. On laissera trois minutes pour mettre la version amendée dans la boucle, que chacun puisse en prendre connaissance, comme nous l'avions annoncé tout à l'heure. Florence De MASSOL.

Mme De MASSOL

Oui, pour ma part, je ne prendrai pas part au vote. Je vais vous expliquer pourquoi. Je suis comme vous toutes et vous tous, consciente de la gravité des faits et de l'horreur que cela doit être de vivre de tels sévices parce qu'il s'agit de sévices. Mais de mon point de vue, l'hôpital n'est pas hors la loi. Et de mon point de vue, des délits et même des crimes comme ceux que vous décrivez, il faut porter plainte. La police doit enquêter. La justice doit faire son travail. On ne peut pas laisser cela entre les mains juste des professionnels. C'est trop grave pour demander simplement une enquête interne. Les médecins et les internes et les gens qui ont pratiqué ce genre d'actes et ce genre de gestes sur des femmes, je suis désolée, mais la loi l'interdit. Donc la loi doit être respectée dans ce pays, et même à l'AP-HP.

M. PLIEZ

Emmanuelle RIVIER.

Mme RIVIER

Alors chers collègues, Monsieur le Maire et chers habitantes et habitants, je vous prie de bien vouloir m'excuser. J'ai un problème de réseau, donc je ne peux pas mettre ma caméra. Je salue, moi aussi, et nous aussi, et avec vous aussi, Monsieur le Maire, nous saluons le travail du collectif Stop violences, et surtout la femme avec qui j'étais en lien et que je ne nommerai pas, pour la protéger, mais que je salue, qui a été la lanceuse d'alerte à l'origine de cette mobilisation autour de ce qui semble bien, sous réserve bien évidemment de confirmation, se passer à Tenon. Une lettre a été adressée par vous, Monsieur le Maire, il y a quelques jours de cela, à l'AP-HP via Anne HIDALGO, pour demander qu'une enquête se tienne. Bien évidemment, il est fondamental de mener des enquêtes. Et je suis d'accord. Nous sommes tous et toutes d'accord pour dire qu'il faut des enquêtes et que malheureusement, nous savons bien que ce phénomène, ces maltraitances, elles ne sont pas l'apanage de Tenon. Mais oui, nous sommes d'accord pour ces amendements et pour dire que ces enquêtes doivent se tenir partout. Mais les enquêtes ne suffisent pas. Il y a eu des plaintes. Il y a eu des témoignages d'étudiants et d'étudiantes en médecine, d'internes qui entouraient la personne incriminée, qui elles-mêmes se sont senties coupables de complicité et qui sont prêtes à témoigner. Il y a eu, aujourd'hui, je vous l'annonce, les victimes qui ont déposé plainte. Alors il faut aller beaucoup plus loin. C'est-à-dire qu'il faut se solidariser de ces victimes. Il faut que nous, en tant qu'élus, nous fassions valoir notre argument faute de procédure pénale pour nous associer à ces plaintes. Et nous allons bien évidemment demander à l'AP-HP d'aller beaucoup plus loin car les enquêtes ne suffisent pas, Mme SIMONNET. Il faut prévenir. Il faut que cela n'arrive plus jamais.

M. PLIEZ

Le temps de parole est écoulé, Emmanuelle.

Mme RIVIER

Bon, je m'arrête là alors.

M. PLIEZ

Je passe la parole à Michel JALLAMION.

M. JALLAMION

Oui. Bonjour. Donc sur le vœu, bien évidemment, je rejoins ce que tout le monde a dit et sur l'horreur de la situation et sur la nécessité d'agir. D'agir vis-à-vis de l'AP-HP, cela a été fait puisqu'une enquête interne est en cours. Il faut évidemment aller plus loin. Donc il faut évidemment aider également les patientes qui ont été victimes de tels actes à porter plainte, donc les accompagner dans ce moment. Ce qui nous gêne, dans le vœu initial, c'est qu'évidemment, il est réalisé au niveau de l'exposé des motifs et également de ce qui est proposé dans le vœu ainsi amendé, il nous semble, pour notre part, vraiment très précis sur des points allant jusqu'au détail de copie des factures, etc. Donc on aimerait bien en fait, au préalable, travailler évidemment avec l'ensemble du corps médical mais pas que, l'ensemble des associations qui travaillent là-dessus pour voir quelle procédure et quel processus mettre en place qui soit en complément et complémentaire au processus existant. Très sincèrement, dans le court délai imparti entre le vœu avec amendement qui nous a été transmis et aujourd'hui, on n'a pas eu le temps de voir en détail les différents processus qui existent et les raisons en effet de les modifier. Est-ce que les processus que tu souhaites mettre en cause, Danielle, sont les plus pertinents ou pas ? Très sincèrement, on ne le sait pas. Il faut qu'on ait une discussion, en tout cas, me semble-t-il, a minima, avec l'ensemble des professionnels de santé et des associations qui sont là-dedans. Donc c'est pour ces diverses raisons que notre groupe fera NPPV.

M. PLIEZ

Merci. Je vais prendre la parole pour le groupe Paris en commun, pour vous informer, pour ceux qui ne le sauraient pas, que la députée Lamia EL AARAJE et moi-même avons écrit à la Maire de Paris suite à la rencontre du 22 septembre entre la députée et le collectif Stop aux violences obstétricales et gynécologiques, pour lui demander d'enregistrer ces informations et d'intervenir auprès de l'AP-HP, et vous informer également que la Maire de Paris a donc interpellé l'AP-HP en tant que présidente du

Conseil pour à la fois être tenue au courant de l'avancement d'enquête interne mais également qu'il puisse y avoir un travail qui se met en place avec évidemment les associations qui représentent les usagères, notamment les médecins, un groupe de travail qui permettrait d'aboutir également à des propositions concrètes pour garantir l'information, le consentement éclairé des patientes aux examens pratiqués dans les consultations de gynécologie et pour faciliter le parcours de celles qui signaleraient des abus. Je vous passe les détails mais cette lettre est à votre disposition. En conséquence de quoi, si le vœu est maintenu, nous ne prendrons pas part au vote pour le fait que pour nous, la dynamique est lancée et qu'effectivement, c'est important que maintenant l'AP-HP, dans son ensemble, pas simplement sur Tenon, s'empare de ce sujet. Merci. Mme SIMONNET, si vous voulez conclure.

Mme SIMONNET

Oui. Alors je voudrais d'abord répondre à M. Michel JALLAMION. M. Michel JALLAMION, je pense que vous devez relire le vœu et le voter parce qu'en fait, il faut bien dans un vœu faire la distinction entre les considérants et ce que l'on vote en tant que tel. Les considérants permettent d'éclairer. Mais ce que l'on soumet au vote dans un vœu, c'est ce qui est écrit à la fin du vœu après la surproposition de Danielle SIMONNET, qu'est-ce que le Conseil d'arrondissement émet comme vœu. Or, justement, si dans les considérants, il y a un certain nombre de précisions qui ont été par ailleurs coécrites à la fois avec les membres du collectif Stop VOG mais aussi avec des femmes qui m'ont contactée pour avoir justement été victimes et qui avaient besoin de travailler à ce document de proposition, dans ce que l'on soumet au vote, on soumet au vote, je relis par exemple que « la Maire de Paris, présidente du Conseil de surveillance de l'AP-HP, propose la création au sein de chaque hôpital de l'AP-HP, une cellule d'écoute qui pourrait être dédiée à l'enregistrement des réclamations et à l'accompagnement des patientes. » Donc on ne rentre pas dans le détail. On se dit : « Il faut une cellule d'écoute. » Qu'également, elle étudie, l'AP-HP étudie l'instauration d'un nouveau protocole garantissant l'information des patientes et la mise en compte de leur consentement lors des examens. Et on ne vient pas dans le détail. Donc je pense que ça devrait pouvoir vous convenir et ça va de soi qu'à partir du moment où ce travail est fait dans le cadre du Conseil de surveillance, ça veut dire qu'il y a la possibilité de travailler à la fois avec les professionnels et à la fois avec les associations pour justement aller au-delà simplement de l'expression de notre soutien au moment de la libération de la parole contre les violences gynécologiques et obstétricales. Donc je pense vraiment que ce vœu peut être adopté. Je terminerai par ailleurs pour remercier le Maire d'être intervenu auprès de la Maire de Paris. Je pense, raison de plus, Monsieur le Maire, pour que vous puissiez donc voter ce vœu puisque vos engagements d'hier ont précédé l'adoption de ce vœu, et on vous en est reconnaissant. Et je terminerai par vous dire qu'il y a un rassemblement qui est prévu ce samedi à 11h devant l'hôpital Tenon. J'espère que nous serons nombreuses et nombreux. Je vous en remercie.

M. PLIEZ

Merci. Donc nous allons mettre dans le chat le vœu amendé et vous laisser 5 minutes pour l'examiner.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-298 : Vœu relatif au recrutement d'enseignant·e·s titulaires dans les écoles, déposé par le Groupe communiste et citoyen.

Mme BAUDONNE

Oui. Merci, Monsieur le Maire, quelques soucis techniques, je suis désolée. Je ne pense pas qu'on me voit à la caméra. Mais j'espère qu'on m'entend. D'accord. Très bien. Donc effectivement, je présente un vœu relatif au recrutement des enseignants. Les rentrées se succèdent et se ressemblent. À nouveau, l'éducation nationale est sous-dotée pour faire face à la crise sanitaire et à ses conséquences. La politique austéritaire continue pour le service public. On poursuit la suppression de poste. Par exemple, 1 880 postes cette année. Et sur Paris, ça pourrait correspondre en fait à l'équivalent de deux collèges qui fermeraient. Mais ce soir, la question sur laquelle j'attire votre attention, c'est que plus que jamais le service public a besoin de moyens supplémentaires pour rattraper le retard causé par la crise sanitaire. Et plus que jamais les effectifs de personnels éducatifs formés devraient être renforcés. De nombreuses solutions ont été proposées, notamment par les syndicats : une loi de programmation pluriannuelle pour un plan d'urgence, une ouverture des listes complémentaires au concours, une augmentation du temps scolaire pour rattraper les retards

éducatifs. Toutes ces propositions ont été ignorées avec le plus grand mépris. Et au contraire, et multiplier le recours aux heures supplémentaires et surtout l'embauche, dans le premier degré, d'enseignants contractuels au mépris d'enseignants qui ont passé le concours et formés à travailler avec les élèves. Donc non seulement, le Gouvernement supprime des postes, mais en plus, il augmente la précarité des personnels et dégrade la qualité du service public de l'enseignement. Donc ce ne sont pas des miettes dont l'Éducation nationale a besoin, mais d'effectif renforcé : d'enseignants, de CPE également, d'AED, d'AESH, comme on me le fait remarquer, et très fréquemment et encore hier, auprès de moi à l'occasion d'un moment festif dans l'arrondissement, du manque d'AESH criant dans certains établissements de notre arrondissement, mais aussi de psychologues, de RASED, de personnels administratifs, techniques, de santé. Il manque encore des infirmières dans beaucoup d'établissements, mais aussi d'enseignants, comme je le dis, d'enseignants motivés et formés. Donc c'est la jeunesse particulièrement des quartiers populaires qui est ainsi sacrifiée. Et je remarque le contraste qui existe entre les cadeaux qui sont fait au privé. Je rappelle 7 millions sur Paris chaque année, d'un côté. Et l'austérité pour le public, de l'autre. La qualité du service public de l'éducation n'est pas une option. Elle est un devoir qui passe par un investissement massif dans le service public au service de l'émancipation de tous les élèves, quelle que soit leur classe. Je vous remercie. C'est la raison pour laquelle, je vous invite à voter pour ce vœu.

M. PLIEZ

Merci. Je ne trouvais pas mon micro. J'ai une demande de parole de Nathalie MAQUOI.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Je vais donner, dans la même intervention, les positions de vote des élus Génération et des élus écologiste du 20^e. Merci d'abord, Anne BAUDONNE, d'avoir posé ce vœu parce qu'en cette rentrée scolaire, et on aurait presque plus avoir aussi une communication sur cette rentrée. On savait qu'elle était difficile après deux ans de crise sanitaire et après de nombreuses années où les effectifs ont été serrés dans l'Éducation nationale. Et on sait que pour avoir une école de la coopération, une école de l'émancipation, il faut de l'humain. Et vous l'avez très bien rappelé, il faut des profs formés, qualifiés et qui soient stabilisés, c'est-à-dire titulaires dans leur fonction, et il faut aussi toute une variété de personnels, que ça aille des personnels de direction, que ce soit des personnels IATOS, que ce soit des personnels aussi qui viennent en renfort pour les enfants en situation de handicap. Donc c'est avec plaisir que nous voterons ce vœu et nous vous remercions de l'avoir déposé, ce qui nous permet de parler de cette rentrée et d'école.

M. PLIEZ

La parole est à Maxime SAUVAGE.

M. SAUVAGE

Oui, merci, Monsieur le Maire. Au nom du groupe PEC Socialiste, nous voterons également ce vœu présenté par Anne BAUDONNE. Je crois qu'il nous donne l'occasion, alors qu'on s'approche de la fin du quinquennat de dresser un bilan implacable de la politique mise en œuvre par Jean-Michel BLANQUER. Jean-Michel BLANQUER, c'était l'homme des basses œuvres au ministère de l'Éducation nationale sous le quinquennat de Nicolas SARKOZY qui est sans doute le pire quinquennat en matière d'éducation de notre époque récente. Et là, en tant que ministre de l'Éducation, quand on fait la liste de sa politique depuis 2017, c'est pour le moins catastrophique. Il faut rappeler que depuis 2017, il y a moins 8 000 postes dans le secondaire. Il y a 300 postes en moins aussi dans l'enseignement agricole. Et quand on fait une proportion, 300 postes en moins dans l'éducation agricole, c'est l'équivalent de la suppression de 10 000 postes dans le reste de l'éducation. C'est Parcours sup qui a laissé sur le carreau cet été 91 000 élèves pour la rentrée. C'est la réforme du lycée qui a accru les inégalités territoriales entre les différents lycées des différents territoires. C'est, puisqu'il y a un très bon dispositif, le dédoublement des classes mais qui s'est malheureusement fait au détriment du dispositif plus de maître que de classe qui avait évalué et qui a montré que ça marchait très bien. C'est également ce projet de réforme de l'éducation prioritaire, quand on entend parler des pistes suivies qui peuvent être très inquiétantes. Et enfin, c'est également, ça peut paraître dérisoire, mais ça veut dire aussi beaucoup de choses, c'est certaines campagnes de

communication qui sont complètement improbables. Et je pense à la dernière sur la laïcité qui est un sujet, ô combien important et qui en fait a été traité de manière complètement ratée. Donc nous voterons ce vœu du groupe communiste.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

Vœu du groupe Communiste et Citoyen relatif à l'organisation d'un hommage à l'artiste Nemo dans le 20^e arrondissement

Mme PRIMET

Tout à fait. Le groupe Communiste a voulu présenter ce vœu parce que Nemo va nous manquer. Et on souhaitait que la Mairie du 20^e lui rende un hommage, mais peut-être un hommage vivant qui donne à voir son œuvre, qui se passe plutôt par une expo photo et des projections de films, etc. Nemo était un précurseur du street art, une figure historique du pochoir. Dès les années 80, il a, comme l'a dit PENNAC, apaisé nos murs et rendu nos promenades à Belleville et Ménilmontant poétiques et oniriques. Dans les années 90, il a créé son personnage énigmatique, l'homme à l'imperméable noir, qui selon là où il est placé et selon les accessoires qui l'accompagnent, comme le parapluie et le ballon rouge ou la valise noire nous procure des différentes émotions et différents états d'âme. Nemo est aussi quelqu'un qui a voyagé. On peut voir aussi ses œuvres en Colombie. Et Nemo était aussi un homme discret mais reconnu par ses pairs, que ce soit Jérôme MESNAGER, en passant par MOSKO et associés, tous ont reconnu son talent et son apport original aux murs parisiens. Et je crois que là, notre arrondissement, ça serait vraiment bien de faire un hommage pour sa disparition. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. J'ai deux demandes de prise de parole : Florence De MASSOL puis Marthe NAGELS. Florence De MASSOL.

Mme De MASSOL

Merci, Raphaëlle PRIMET, d'avoir déposé ce vœu parce que c'est vrai que la disparition de Nemo a choqué, a fait plein de peine à beaucoup de gens. Moi, ce que je voulais vous proposer, c'est d'aller un peu plus loin dans le vœu avec des amendements puisqu'on pourrait aussi demander qu'un recensement des œuvres de Nemo encore visibles dans l'espace public soit fait avec un but de préservation. Malheureusement, il ne sera plus là pour en peindre d'autres. Donc celles qu'on a sont des trésors. Et puis aussi pour proposer qu'un lieu, dans le 20^e, porte son nom. Alors ça peut être une placette, ça peut être... qu'un lieu porte son nom et ce qui serait merveilleux, c'est que ce lieu qui porterait son nom soit à côté d'une de ses œuvres.

M. PLIEZ

Merci. On va laisser peut-être, avant de laisser Raphaëlle réagir à tout ça, continuer le tour de table. Pascal JOSEPH puis Marthe NAGELS.

M. JOSEPH

Oui, Monsieur le Maire, chers collègues. Moi, je suis très, très attentif à la façon dont notre collègue, Raphaëlle PRIMET, a exprimé son vœu qui est en cohérence avec la vie de Nemo, c'est-à-dire un hommage vivant. Je trouve que c'est très bien. Bien sûr par rapport à ce qu'a lu notre collègue Florence De MASSOL, on peut toujours envisager une plaque, un lieu. Mais je pense que ce qui me plaît beaucoup dans le vœu tel qu'il a été exprimé par notre collègue Raphaëlle PRIMET, c'est être en cohérence avec la vie de Nemo, c'est-à-dire un artiste présent, vivant. Donc je pense que ce serait très bien qu'on puisse faire cette belle cérémonie. Donc c'est pourquoi je m'associe à la fois au vœu et à la façon de célébrer Nemo qui est une figure du 20^e. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci. Marthe NAGELS. Merci.

Mme NAGELS

Merci à tous pour vos interventions. Merci, Raphaëlle, pour l'histoire et le rappel de l'importance de cet artiste pour notre arrondissement. En effet, c'est un arrondissement qui, depuis très longtemps, donne la part belle aux artistes de street art, et celui-là a particulièrement marqué l'histoire de nos murs. Donc oui, plutôt d'accord. D'ailleurs, en fait, on a déjà commencé à regarder ce qu'on pouvait faire vous proposiez une exposition par exemple. On a commencé à se rapprocher de l'association Art Azoï pour voir ce qui était possible de faire. On essaie de développer l'art en plein air, par exemple, sur les grilles des parcs et jardins. Donc ça pourrait être une possibilité. Ça pourrait être aussi sur les murs extérieurs du pavillon Carré de Baudouin sur lesquels on a commencé là, avec une première exposition de Raphaël MEYSSAN à exposer. Et ça a vraiment vocation à perdurer. Ça pourrait être en Mairie. Donc il y a vraiment plein de possibilités. Il y a aussi, bien sûr, j'en profite pour le dire, nos murs à programmation le long du pavillon Carré de Baudouin sur le square Karcher par exemple où des fresques éphémères sont réalisées, qui tournent tous les trois mois. Donc là, ça pourrait être aussi une piste, voire trouver un autre mur dans l'arrondissement pour réaliser une fresque pérenne. Donc c'est la raison pour laquelle, Raphaëlle PRIMET, je vous propose de retirer votre vœu avec l'argument qu'on a déjà commencé à le faire. En tout cas, je vous remercie puisqu'en effet, ça me semble assez majeur qu'on puisse le faire. Sur les autres propositions, donc elles ne sont évidemment pas comprises dans le vœu. Mais je retiens les idées pourquoi pas en effet de pouvoir recenser les œuvres. C'est un petit peu difficile avec le street art puisque par définition, ça bouge. Mais merci de vos propositions. Donc je demande le retrait de ce vœu mais un avis très favorable pour pouvoir offrir un hommage digne de ce nom à Nemo dans le 20^e. Merci.

M. PLIEZ

Raphaëlle PRIMET.

Mme PRIMET

Merci, Marthe. Je suis très contente de savoir qu'un travail a été engagé. Effectivement, une fresque hommage à Nemo, c'est une très bonne idée. Donc oui, je retire mon vœu et je me rends disponible pour aider à concrétiser cet hommage. Ceci dit, je trouve que la proposition de Mme De MASSOL est intéressante sur ce qui, en tout cas, ce qu'on peut encore inventorier. Pourquoi pas ? Ça pourrait être un support de l'exposition d'ailleurs. Je vous remercie.

Mme NAGELS

Merci beaucoup du soutien. Et ravie de travailler avec vous.

M. PLIEZ

Si j'ai bien compris, le vœu est retiré. Et Florence De MASSOL pourra échanger avec Marthe pour compléter l'œuvre qui sera faite. Moi, je vous indique quand même que d'ores et déjà dans le cadre des ateliers d'artiste, au 57 rue de la mare, Fontaine de la mare travaille sur le recensement et la mémoire avec pas mal d'œuvres qui sont exposées. Je vous invite à passer à ce lieu, même après d'ailleurs les journées des ateliers d'artiste. Très bien.

Le vœu est retiré.

V20-2021-299 : Vœu présenté par Michel Jallamion et le groupe Communiste et Citoyen du 20^e arrondissement relatif au départ de la Poste du 21 rue Belgrand.

M. JALLAMION

Oui, bonjour, mes chers collègues. Donc il s'agit d'un vœu pour défendre la Poste Édith PIAF. Comme vous savez, elle est menacée de fermeture. Le Poste a fait le choix de quitter les lieux. Elle en a

informé la municipalité une fois son choix fait. Apparemment, cela faisait des années qu'elle cherchait manifestement du foncier qui corresponde davantage à l'exploitation de ce bureau mais sans aucune alternative. Donc nous les avons reçus trois fois avec le Maire. Nous leur avons proposé des solutions sur le moyen terme puisque face au bureau de Poste Édith PIAF, il y a une grande emprise RATP où un bureau pourrait s'y mettre. Mais évidemment, c'est à horizon de 5-6 ans. En tout cas, sur le court terme également avec une possibilité de s'implanter porte de Bagnolet, pas très loin, en attendant justement cette implantation, et également en réouvrant des guichets place Gambetta. À tout cela, la Poste gagne du temps, si l'on peut dire, puisque la Poste va fermer en novembre. Et nous n'avons pas eu de réponse claire à ces suggestions. Nous n'avons même pas eu le cahier des charges puisque nous nous sommes engagés évidemment avec le Maire à rechercher du foncier, mais le travail est dur si on n'a pas évidemment le nombre de mètre carré nécessaire de façon un peu plus précise que de nous dire entre 200 et 500m². Ce n'est pas très sérieux. Donc je remercie également Virginie DASPET qui nous a aidés notamment à trouver le foncier porte de Bagnolet et qui est attentive à essayer de trouver une solution évidemment à cette problématique. Je pense qu'il faut réellement hausser le ton avec la Poste. Je le dis avec d'autant plus de sérénité, que ce soit les autres sujets, ça va quand même relativement bien avec eux puisqu'ils nous ont permis de remettre en place deux boîtes aux lettres jaunes. Ils ont permis de sauver la Poste Saint-Blaise qui était menacée. Mais là, il y a en effet un gros problème sur la Poste Édith PIAF. Donc il faut tous ensemble se mobiliser. Donc ce vœu a vocation évidemment à être soutenu par l'ensemble de la municipalité, à commencer évidemment avec les groupes de la majorité qui peuvent évidemment s'associer à ce vœu sans aucun souci. Il y a eu deux amendements, donc je ne sais pas si vous les avez et si vous pouvez les afficher. Mais en tout cas, deux amendements. Vous verrez un considérant qui est rajouté en fait un peu global pour réinsister sur la nécessité des services publics de manière générale et particulièrement l'utilité d'avoir des guichets physiques pour accueillir des personnes puisque...

M. PLIEZ

On arrive au bout, là..

M. JALLAMION

Oui, mais c'est tout. Donc sur les guichets physiques et le deuxième, sur la fin, pour essayer d'être le plus consensuel possible pour permettre à la Mairie de Paris de pouvoir relayer notre message qui sera une pression supplémentaire sur la Poste.

M. PLIEZ

Merci, Michel JALLAMION. J'ai deux prises de parole : Hélène TRACHEZ puis Florence De MASSOL. Je dis que nous avons d'ores et déjà mis l'amendement dans le chat. Nous vous laisserons évidemment les trois minutes réglementaires pour pouvoir l'examiner à l'issue des prises de parole. Hélène TRACHEZ puis Florence De MASSOL.

Mme TRACHEZ

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je vais prendre la parole au nom du groupe Écologiste Paris 20 et du groupe Génération-s. Évidemment, nous voterons pour ce vœu. Je voudrais juste rappeler effectivement l'importance d'avoir de véritables guichets d'accueil de la Poste dans certains territoires quand il n'y a plus de poste dans certains villages, on ne sait pas qui de l'œuf ou de la poule, est-ce que parce que le village meurt, la Poste s'en va ou l'inverse ? On ne sait pas trop. En tout cas, c'est un service public fondamental que nous devons absolument défendre. Alors évidemment, nous sommes un peu étonnés par l'absence de réponse de la Poste et on est un peu inquiets par rapport à la suite dans l'hypothèse où la Poste partirait définitivement. Et puis pour rappeler que la Poste, c'est aussi un moyen d'accès aux droits et notamment pour les plus précaires, c'est-à-dire que dans certains cas, notamment par exemple les sans-abris, il n'y a qu'à la Poste qu'ils peuvent aller ouvrir un compte bancaire et récupérer le pécule, le RSA qui leur permet de subvenir à leurs besoins les plus fondamentaux. Et c'est pareil pour tout un tas de demandeurs d'asile, par exemple, mais pas seulement, y compris pour les actifs. C'est compliqué quand on travaille toute la journée, on a un recommandé qui arrive. Ne pas avoir un bureau de Poste à proximité, c'est toujours très handicapant. Donc évidemment, nous voterons pour ce vœu et nous le soutenons pleinement.

M. PLIEZ

Merci. Florence De MASSOL.

Mme De MASSOL

Oui, moi aussi. Je vais m'associer tout à fait et sans souci à ce vœu. Moi, je suis quand même un petit peu étonnée de la politique globale de la Poste à Paris comme si Paris, parce que c'est Paris, aurait besoin de moins de Poste qu'ailleurs. Je rappelle, à la Poste, elle n'est pas là pour nous écouter, que dans le 20^e, il y a 200 000 habitants. Je ne vois pas beaucoup de villes de 200 000 habitants ailleurs, en province, où les bureaux de Poste ferment comme ici, comme chez nous. Donc il y a vraiment un souci. Moi, je voulais aussi vous poser une question puisque je sais que pendant la mandature précédente, il y avait un élu du Conseil de Paris, en l'occurrence, il s'agissait de Nicolas BONNET-OULALDJ qui était responsable des relations entre le Conseil de Paris et la Poste. Est-ce qu'il y a toujours un poste comme celui-ci ? Est-ce qu'il y a toujours un Conseiller de Paris, de votre majorité, qui a des relations privilégiées avec la Poste ? Si c'est le cas, il faut vraiment lui demander de, à elle ou à lui, se renseigner.

M. JALLAMION

Pour l'instant, c'est moi, Florence.

Mme De MASSOL

Ah ! Alors bravo ! Super ! On tombe bien si c'est quelqu'un du 20^e. C'est parfait.

M. JALLAMION

Plus pour longtemps.

M. PLIEZ

Merci, Michel.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-300 : Vœu présenté par Geneviève Garrigos et les élu.e.s du groupe Paris en Commun - Antoine Alibert et les élu.e.s du groupe Écologie pour Paris et Karine Duchauchoi et les élu.e.s du groupe Communiste et Citoyen du 20^e, Sylvain INDJIC et les élu.e.s du groupe Génération.s relatif à l'accueil des personnes menacées en Afghanistan.

Mme GARRIGOS

La semaine dernière, le mollah Nouredine Tourabi en charge des prisons dans le gouvernement des Talibans a déclaré à AP News que certaines peines telles que les amputations étaient nécessaires à la sécurité. Une déclaration bien éloignée des promesses de modération que les Talibans assénaient à l'intention des instances internationales avant la prise de Kaboul et qui, chaque jour, sont démenties. Car non, les Talibans n'ont pas changé. Les rapports récents de Human Rights Watch et d'Amnesty International ne sont pas de nature à nous rassurer. Répressions violentes de manifestation et plus particulièrement celles de femmes qui ne se résignent pas à la régression de leurs droits, arrestations arbitraires, usage de la torture, disparitions, exécutions de journalistes, de défenseurs, d'enseignants, de celles et ceux qui défendent les valeurs qui nous sont chères et qui vivent désormais dans la clandestinité. Au Panchir, dernière région à être tombée aux mains des Talibans, des civils et des soldats qui s'étaient rendus ont été exécutés sommairement. L'aide humanitaire est bloquée. Non, les Talibans n'ont pas changé. Et si des milliers de personnes ont pu être évacuées pour être accueillies dans les pays refuges, environ 3 500 en France, des milliers d'autres sont piégés sur place, vivant dans la terreur. Ainsi, si la situation en Afghanistan ne fait plus la une, l'urgence à secourir des Afghans et des Afghanes ne faiblit pas. Et nous devons rester mobilisés pour les soutenir. Paris et le 20^e arrondissement ont pris leur part et continueront de la prendre. Et par

ce vœu, nous voulons réaffirmer notre volonté à les accueillir dignement. Au-delà, nous en appelons à l'État français à travailler avec les collectivités françaises pour identifier les solutions pour une mise à l'abri pérenne. De plus, comme cela a été souligné dans la déclaration signée par tous les groupes politiques du Conseil de Paris, à l'exception de Changer Paris, émise à l'issue de la conférence organisée à l'Hôtel de ville de septembre dernier, nous appelons la France et les États de l'Union européenne à œuvrer afin de permettre le départ d'Afghanistan en toute sécurité. Il est bien question d'ouvrir des voies sécurisées des personnes menacées pour les accueillir. Nous appelons également l'État français, et c'est mon dernier point, à revoir la situation des personnes qui étaient déjà sur le territoire français, qui, comme l'a souligné le président de la République, ne peuvent pas être renvoyées en Afghanistan, y compris celles qui auraient été déboutées. Car nous le savons, ni régularisées, ni expulsables, ces personnes se retrouvent dans une zone grise, privées de droits, de ressources, condamnées à l'errance et à la précarité. Pour toutes ces raisons, je vous appelle à adopter ce vœu. Merci.

M. PLIEZ

Oui. Alors je précise, puisque visiblement, il y avait une erreur sur le texte que j'avais sous les yeux, que Sylvain INDJIC et le groupe Génération sont également signataires de ce vœu. Alors demandent la parole Hélène TRACHEZ et je crois, Pascal JOSEPH ensuite. Hélène.

Mme TRACHEZ

Oui, merci, Monsieur le Maire. Je vais m'exprimer au nom du groupe Écologiste et du groupe Génération cette fois encore. Évidemment, nous voterons et nous soutenons pleinement ce vœu. Et je remercie particulièrement la mention relative aux Afghans qui sont actuellement déboutés de protection sur notre territoire. Alors juste un très bref rappel, parce qu'il y a quand même, on est dans le comble, non seulement de l'ironie, mais encore plus, du cynisme actuellement par rapport à ces personnes puisque la politique, en tout cas, les refus se sont considérablement accélérés depuis le mois de novembre. La Cour nationale du droit d'asile a durci sa jurisprudence sur l'acceptation à la protection subsidiaire puisque beaucoup d'Afghans, et ça, on ne le sait pas, mais beaucoup d'Afghans ont la protection subsidiaire et n'ont pas forcément le statut de réfugiés. Mais ils ont une protection de l'État français qui les préserve d'être renvoyés, d'être expulsés à nouveau vers l'Afghanistan. Donc la CNDA a considérablement renforcé sa jurisprudence et restreint considérablement le nombre de fois où les Afghans sont admis à la protection subsidiaire. Depuis juillet, l'État français a suspendu les retours de ces Afghans qui sont déboutés de la protection subsidiaire. Mais, et c'est là qu'est le comble de l'ironie, on a quand même le centre de recherche de la CNDA qui, le 30 août, c'est-à-dire 15 jours après la situation dramatique que Geneviève nous a très bien exposée, a considéré que le fait qu'il n'y ait plus de guerre, et en fait que les Talibans soient au gouvernement, alors il n'y avait plus de conflit armé en Afghanistan et que donc on pouvait parfaitement renvoyer ces personnes déboutées de la protection subsidiaire, rappelons-le, qui sont aujourd'hui dans une situation de dénuement total sur notre territoire vu que ces gens, bien souvent, font l'objet d'une obligation de quitter le territoire français. Et je vous rappelle quand même par ailleurs que les demandeurs d'asile en France, et ça, beaucoup de personne l'ignorent, n'ont pas le droit de travailler donc quand on a une OQTF, on vit dans des conditions catastrophiques. Donc évidemment, on s'associe pleinement à ce vœu que nous appelons à voter.

M. PLIEZ

Merci. Pascal JOSEPH puis Danielle SIMONNET. Pascal JOSEPH.

M. JOSEPH

Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je voudrais que nous soyons très attentifs au dernier édit de ce vœu sur les questions des déboutés. Comme j'ai pu l'évoquer, il ne s'agit pas uniquement de flux de ceux qui arrivent mais de, si j'ose dire, stock. Depuis que la France s'est retirée du conflit en 2012, nous avons entre 800 et 900, ce qu'on appelle des PCRL, c'est-à-dire les personnes civiles de recrutement local, qui ont été embauchées par l'armée française comme interprètes, guides, logisticiens et auxquelles on a proposé soit d'être relocalisées en Afghanistan, soit, pour très peu, d'être rapatriées en France. Relocaliser, ça veut dire qu'on sait où ils sont. Donc pour vous donner un exemple, en 2019, 228 personnes ont été accueillies, 228 auxiliaires, soit 768 personnes avec leur

famille et leurs enfants. Donc moi, j'insiste beaucoup pour que notre vœu soit porté auprès du ministère des Affaires, non pas des Affaires étrangères, mais du ministère de la Défense, qu'il assume ses responsabilités. Il se trouve que j'ai eu à connaître cette situation et à gérer ces dossiers. Et je pense que la France s'honorerait à rapatrier, en tout cas à protéger, ceux qui ont aidé pendant 20 ans l'armée française en Afghanistan. Voilà, j'ai dit.

M. PLIEZ

Merci. Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Oui, je m'associe à toutes les interventions précédentes. C'est vraiment une honte que la France ne se soit pas donné les moyens de protéger toutes celles et ceux qui s'étaient aussi engagés quelque part à ses côtés. C'est le cas de tous les auxiliaires dont Pascal JOSEPH parlait. Je pense que dans ce vœu, ce qui est important aussi, c'est l'engagement fort pour dire que les personnes qui sont de nationalité afghane et qui n'auraient pas pu se voir régularisées ici en France, ne doivent pas être expulsées en Afghanistan. Donc là, il y a vraiment un enjeu de protection et de continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour pouvoir accueillir celles et ceux qui fuient l'Afghanistan. Donc bien évidemment, avec Laurent SOREL, nous voterons ce vœu. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-301 : Vœu présenté par Lamia EL AARAJE et les élu-e-s du groupe Paris en Commun relatif à la dénomination d'une place au nom de Jean-Louis ORANGE.

Mme EL AARAJE

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et tous. Donc effectivement, ce vœu a vocation à nous permettre de donner le nom de Jean-Louis ORANGE à une place au cœur du quartier qu'il a contribué à construire, à savoir la Campagne à Paris. Quelques mots si vous ne connaissez pas Jean-Louis ORANGE. C'est un homme qui a eu plusieurs métiers, qui est dit énigmatique. Il a été fabricant de bijoux, exploitant de café-concert, d'une distillerie syndicale d'alimentation parisienne, marchand de vin et de spiritueux et puis traiteur. Il a acquis un hôtel au 74 rue Haxo où il a résidé jusqu'à sa mort en 1908. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il a eu un parcours marqué par une forme d'agilité et d'un tempérament très combatif. Si aujourd'hui, on veut donner son nom à une place, c'est parce qu'il a été à l'origine, en tant que fondateur de la société coopérative la Campagne à Paris qu'il a construite en 100 jours et qui découle d'un certain nombre de lois permettant la création, qui date du début du 20^e siècle, qui permettait la création de sociétés en vue de construire des habitations bon marché, du moins bon marché à l'époque. Ses lois et son application concrète à la campagne à Paris ont permis de grandes avancées pour les familles modestes, à l'époque, là aussi, je le précise, en permettant, au moment de sa construction, un accès accru à la copropriété. C'est une question qu'on continue de porter aujourd'hui, notamment au sein de notre groupe grâce au travail de Thomas CHEVANDIER dans le 20^e et de Ian BROSSAT en central, à travers, par exemple, la politique qu'on mène sur le foncier solidaire. Donc pour en revenir à la Campagne à Paris, elle a permis la construction de 92 pavillons entre 1911 et 1928. Et ce qui a donné l'élaboration d'un quartier en plein cœur de notre arrondissement dont Jean-Louis ORANGE est à l'origine. En concertation avec l'amicale la Campagne à Paris, l'idée est de dénommer la place à l'angle des rues Siegfried et Irénée-Blanc, donc en plein cœur du quartier et c'est un ensemble cohérent de noms qui ont permis la construction du quartier : SIEGFRIED par la loi qu'il avait portée. Irénée BLANC en tant que successeur de Jean-Louis ORANGE à la tête de la société. Et j'en profite pour conclure en saluant la concertation et le travail qu'on a fait avec les habitants de ce quartier qui sont très engagés dans l'animation de leur vie locale et dont l'attachement historique qu'ils ont à la construction de leur quartier. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

M. PLIEZ

La parole est à Nathalie MAQUOI.

Mme MAQUOI

Merci, Monsieur le Maire. Je m'exprime aussi au nom des élus écologistes du 20^e et des élus Génération. Bien sûr, on va voter ce vœu. On regrette juste dans le combat qu'on a pour féminiser l'espace public qu'une fois encore, on propose de dénommer un lieu par un nom d'homme. Je comprends le travail fait avec les habitants, mais je pense que c'est aussi dans ces échanges-là qu'on fait avancer et qu'on aurait peut-être pu trouver un autre compromis.

M. PLIEZ

Merci. Danielle SIMONNET.

Mme SIMONNET

Je suis d'accord avec ce que vient de dire Nathalie MAQUOI. On devrait d'ailleurs s'interdire de nommer de nouvelles places d'un nom d'homme tant qu'on n'a pas fait le rattrapage des femmes, c'est-à-dire il faudra, je pense, plusieurs décennies pour cela. Mais en fait, on peut aussi rattraper cela en mettant une plaque historique qui rend hommage et en trouvant d'autres femmes à qui il faut rendre hommage dans nos quartiers parce que là, c'est vraiment problématique. Non, moi, je voterai néanmoins ce vœu, bien évidemment. Mais je pense que ce qui serait important, c'est qu'à ce moment-là, on assume aussi le sens en fait de ce travail mémoriel parce que, comme vous l'avez très bien dit, Lamia EL AARAJE, son œuvre, c'était une œuvre coopérative pour des maisons à bon marché, ce qui n'a strictement rien à avoir avec la réalité où on est sur le lieu où le foncier est sans doute le plus cher de notre arrondissement. Donc il faut aussi que ça fasse sens parce que de fait, force est de constater que notre travail pour permettre l'accès à bon marché dans ce quartier-là, ce n'est pas là qu'on va pouvoir le développer. Donc je pense qu'il faut qu'il y ait une... que dans le travail mémoriel, il n'y ait pas simplement son nom qui soit cité mais qu'il y ait bien une explication de quel fut le sens de son œuvre qui n'a, hélas, pas du tout été respecté par les politiques publiques jusqu'à aujourd'hui parce qu'elles n'ont pas permis de maintenir, en tout cas, elles n'ont pas souhaité maintenir en coopérative ces maisons et que la sociologie de celles et ceux qui y habitent n'a strictement rien à avoir avec le projet de son initiateur. Je vous remercie.

M. PLIEZ

Merci.

Après consultation des membres, le vœu est adopté.

V20-2021-302 : Vœu relatif aux permanences des élu.e.s du 20^e, sur proposition de Danielle Simonnet et du groupe France Insoumise.

Mme SIMONNET

Oui, écoutez, Monsieur le Maire, je pense que c'est un vœu qui devrait être adopté à l'unanimité. Je pense que notre arrondissement a toujours été attaché à l'égalité de traitement entre les élus de la majorité et les élus de l'opposition. Je sais que depuis le début de la mandature, avec le contexte sanitaire qui complique totalement notre implication dans les permanences d'élus, il n'a pas été possible de pouvoir maintenir de permanences d'élus en physique. Et de fait, les travaux dans les bâtiments de la Mairie ne permettent plus l'accès aux salles de permanence du rez-de-chaussée. Et c'est vrai que les conditions pour garantir la sécurité des va-et-vient dans la Mairie rendent compliqué le fait que des élus puissent accueillir les citoyens et citoyennes quand ils sont... leurs bureaux sont situés à l'étage. Bref, en tenant compte de tout ça, vous avez pris une très bonne incitative qui est de permettre des permanences hors les murs, dans les quartiers. Et il me semble normal que les moyens affrétés par la Mairie pour ce faire, à savoir barnums, tables, chaises puissent être également mis à disposition des élus de l'opposition pour ce type de permanence ainsi que la communication sur le site de la Mairie comme dans la Newsletter que vous transmettez à l'ensemble des administrés. Voilà

l'esprit de ce vœu qu'il y ait une totale équité entre les élus de la majorité et les élus de l'opposition. Je vous remercie.

M. PLIEZ

J'ai deux prises de parole : Maxime SAUVAGE et puis Michel JALLAMION.

M. SAUVAGE

Merci, Monsieur le Maire, et merci Danielle SIMONNET pour ce vœu qui montre que notre permanence hors les murs de vendredi dernier rue Pierre-Foncin a fait connaître ce dispositif. Ce dispositif des permanences hors les murs a été lancé en février dernier par plusieurs de mes collègues : Michel JALLAMION, Anne BAUDONNE, Annie GAFFORELLI et Geneviève GARRIGOS. C'est en février dernier pour être plus précis. Il avait été stoppé en raison du troisième confinement. Et l'objectif de ces permanences hors les murs, c'est de faire du aller-vers de la part des élus de la majorité pour informer sur les dispositifs municipaux, orienter vers ces dispositifs, expliquer notre politique municipale et également faire remonter certains problèmes que nous disent les habitants aux élus qui ne sont pas présents sur ces permanences. Pour prendre un exemple, lundi dernier, avec Anne BAUDONNE et Marthe NAGELS, on était devant le centre social des rigoles et plusieurs sujets ont été abordés comme par exemple la question du logement. Ces permanences hors les murs sont très différentes de ce que vous évoquez dans votre vœu. Je crois qu'il est important de faire une distinction. Comme élus, on a des droits qui découlent du fait qu'on est des Conseillers d'arrondissement. Par exemple, le fait de recevoir une convocation ou l'ordre du jour du Conseil d'arrondissement ou encore le fait disposer d'un bureau. C'est l'article 35 de notre règlement intérieur. Comme élus, on a aussi des droits qui sont liés au fait d'être membres d'un groupe politique. D'ailleurs, depuis la réforme du règlement intérieur, tous les élus d'arrondissement sont membres d'un groupe politique. C'est toujours l'article 35 du règlement intérieur. Ça permet notamment d'avoir un droit d'expression au sein du bulletin municipal. C'est aussi, et c'est ce que vous faites, vous en parlez dans votre vœu, la possibilité d'avoir une salle de permanence avec matériels. Alors, certes, en début de la mandature, il n'était pas possible d'organiser ces permanences au sein de la Mairie en raison de la situation sanitaire. Mais aujourd'hui, c'est possible. Donc vous pouvez très bien organiser ces permanences au sein de la Mairie du 20^e arrondissement. Donc les permanences hors les murs ne découlent pas de l'article 35 du règlement intérieur mais d'une volonté politique de notre majorité de faire du aller-vers. Ce n'est donc pas un droit de tous les Conseils d'arrondissement mais c'est un outil que s'est donné notre majorité pour être au contact des habitants. D'ailleurs, ces permanences hors les murs, on les retrouve dans finalement très peu d'arrondissement. Donc on est en présence d'une situation, on parle d'une différence de situation objective entre élus, qu'il soit de la majorité, donc avec délégation ou nom, qui justifie cette différence de traitement. Donc, et je tiens à insister sur ce point, il n'y a pas de rupture du principe d'égalité entre les élus. Donc je vous demanderai de retirer ce vœu ou à défaut, je propose aux élus de voter contre. Merci.

M. PLIEZ

La parole est à Michel JALLAMION.

M. JALLAMION

Je pense que, ça va être assez bref, Maxime évidemment a tout dit sur justement le dispositif. Simplement j'en profite pour remercier les élus évidemment qui participaient à ces permanences, regretter en effet, tu l'as évoqué, Maxime, et que la dernière permanence ait fait l'objet en effet d'un mouvement qui, si ça continue, évidemment empêcherait en fait à la Mairie d'agir au plus près des usagers qui en ont besoin. En effet, les problèmes de logement, ça nous permet aussi de repérer des problèmes avec les bailleurs sociaux. Ça permet de voir si l'application notamment pour la propreté fonctionne correctement et les problèmes qu'il y a. Ça permet d'orienter les gens sur l'ensemble des dispositifs municipaux qui en réalité sont connus évidemment de beaucoup de personnes mais pas tous. Et malgré la richesse de notre arrondissement associatif, malgré l'ensemble des dispositifs qui existent, de participation démocratique et qu'Annie GAFFORELLI n'a cessé de renforcer en faisant attention, justement, là aussi, que la pluralité d'opinion puisse s'exister. Malgré l'ensemble de ces dispositifs, beaucoup de gens ne connaissent pas en fait les dispositifs en place. Par exemple, et je sais que ça tient à cœur d'Hélène TRACHEZ, le point d'accès aux droits ou encore le PIM sont encore

méconnus d'une grande partie de la population. Donc ça nous permet aussi d'orienter en fait les usagers, les citoyens sur des dispositifs existants au sein de la Ville. Et s'il y a un dysfonctionnement, comme l'a dit Maxime, ça nous permet évidemment de rectifier les choses. Je tiens à souligner que l'ensemble des élus joue le jeu et que tout le monde en fait est en relation avec les collaborateurs qui en fait gèrent, avec la municipalité, les services, les différents dossiers que l'on peut soulever. Donc ce n'est en effet absolument pas la même chose qu'en fait des permanences d'élus auxquelles en effet vous avez droit. Et ça, je rejoins tout à fait l'attendu du vœu, le premier considérant qui dit qu'en effet, il faut des permanences pour les élus. Mais les élus en fait, dans leur permanence reçoivent les gens et interviennent à leur nom propre sur des décideurs publics. Là, on est quand même dans quelque chose que je trouve très original. Donc merci, et j'en termine là, surtout à Annie, Anne et Geneviève pour avoir mis en place avec moi ce dispositif.

M. PLIEZ

Deux demandes de prise de parole : François-Marie DIDIER puis Florence De MASSOL. François-Marie DIDIER.

M. DIDIER

Oui, merci, Monsieur le Maire. Très franchement, je ne comprends pas pourquoi est-ce que cette demande de Danielle SIMONNET, qui me paraît tout à fait légitime et qui ne va pas chercher très loin, on sort les articles du règlement intérieur. On nous dit, j'entends Michel JALLAMION qui nous dit qu'en gros, on peut faire des permanences mais il ne faut pas que des habitants mécontents viennent parce qu'on parle d'autres choses. Moi, j'ai envie de m'arracher les cheveux quand j'entends des trucs pareils. Danielle SIMONNET demande, en gros, qu'on puisse, en tant qu'élus de l'opposition, disposer d'un matériel de la Mairie, comme vous, pour faire nos permanences à l'extérieur. En plus, avec une crise sanitaire comme on la connaît depuis un an. Sachant que ce soir, on n'est d'ailleurs même pas... on n'est même pas en physique. On est encore en visio. J'ai du mal vraiment à comprendre, à part un peu de mauvaise foi de votre part, encore une fois. Donc moi, je voterai pour ce vœu. Ce serait bien que vous reveniez sur votre décision parce que ça devient assez ridicule.

M. PLIEZ

Oui, il y a une majorité. Mme De MASSOL.

Mme De MASSOL

Alors moi, j'ai un avis assez partagé sur ce vœu. Si je me place dans la position de l'opposition qui s'oppose, évidemment, je vais être pour ce vœu. Mais si je me place dans la position d'une ancienne élue de la majorité qui est maintenant dans l'opposition et qui comprend que l'accès aux services de la Ville n'est pas le même quand on est dans la majorité et dans l'opposition, je comprends tout à fait que ce n'est pas la même chose. Moi, recevoir des gens, aller à la rencontre d'associations, aller sur les marchés, distribuer les tracts, je peux le faire sans aucun souci en étant dans l'opposition. Ça ne me gêne pas. Je préfère même que les habitants du 20^e fassent bien la différence entre ceux qui sont aux affaires, aux commandes, qui sont dans la majorité et ceux, comme moi, qui sont dans l'opposition, même si je ne m'oppose pas pour m'opposer.

M. PLIEZ

Merci. Je le rappelle : de toute façon, votre droit de faire des permanences dans la Mairie, maintenant que nous sommes sortis du COVID est tout à fait légitime et légal. Je vous propose de voter ce vœu.

M. DIDIER

On aurait pu se réunir physique alors !

M. PLIEZ

On vote ?

Mme SIMONNET

Normalement, Monsieur le Maire, j'ai le droit de prendre la parole après l'ensemble des interventions et avant que le vote soit mis en ligne.

M. PLIEZ

Puisque vous l'avez demandée, on va vous l'accorder.

Mme SIMONNET

Franchement, je ne sais pas de quoi vous avez peur en fait. Votre démarche d'aller-vers, elle part du principe qu'il faut toujours faire plus d'efforts pour pouvoir permettre un échange entre les élus de la République que nous sommes toutes et tous et les concitoyens. Et c'est un bon progrès démocratique que de faire cette démarche aller-vers. Après, il faut en assumer les conséquences. Oui, les gens qui viennent vous voir ne viennent pas forcément vous voir pour les sujets que vous, vous espéreriez qu'ils vous sollicitent. Mais voilà, c'est la vie démocratique. Mais ce que vous souhaitez dans la relation entre les élus de la majorité et les citoyens, pourquoi ne pas le souhaiter entre les élus de l'opposition et les citoyens. Franchement, je ne vois pas la différence entre tenir une permanence à l'intérieur des murs de la Mairie ou tenir une permanence au cœur des quartiers. Moi, personnellement, en tant qu'élue de l'opposition, j'y tiendrai le même discours. J'y ferai la même chose. Sauf que je pourrai donc aller vers les citoyens. Donc vous devriez permettre cela aux élus de l'opposition comme vous le permettez à vos élus de majorité. Par contre, je suis heureuse de découvrir que maintenant il est à nouveau possible d'obtenir des permanences dans les murs parce que moi, il m'a été expliqué qu'il n'était pas possible de tenir des permanences dans les murs en ce moment à cause des travaux. Et on m'a même expliqué que c'était pour cette raison-là que vous faisiez les permanences hors les murs. Alors il faudrait quand même vous accorder dans vos explications. Donc franchement, vous allez vous occuper à ce vœu. Je demande à chaque élu, en conscience, de se dire de quoi est-ce que vous avez peur. Si vous êtes attachés à la démocratie, vous devez permettre à l'ensemble de vos élus qui le souhaitent, et on verra d'ailleurs ceux qui le feront et ceux qui ne le feront, de pouvoir tenir ces permanences dans les murs. Ensuite, je rassure, Florence De MASSOL, je n'ai pas non plus besoin du matériel de la Mairie pour faire les marchés, pour faire du porte-à-porte. Mais j'estime que c'est mon droit d'élue de l'opposition de pouvoir bénéficier aussi d'un stand officiel en tant qu'élue de l'opposition dans les quartiers. Je vous remercie. Et je maintiens, bien sûr, mon vœu au vote.

M. PLIEZ

Bien, et pour éviter tout malentendu, les permanences dans la Mairie étaient suspendues du fait du COVID. Il n'y a pas d'autres motivations à des refus de salle. Donc je le réitère, il est possible pour l'ensemble des élus, majorité comme opposition, de demander à bénéficier de salle pour pouvoir tenir des permanences.

Après consultation des membres, le vœu est rejeté.

3. Question orale

Question orale concernant le plan parisien de lutte contre le crack, déposée par François-Marie DIDIER et les élus du Groupe Changer Paris du 20^{ème}.

M. DIDIER

Pardonnez-moi, Monsieur le Maire, mais je tiens à préciser que le règlement intérieur prévoit une réponse de deux minutes suite à la réponse. Eh oui ! Donc je vais poursuivre puisqu'effectivement, il y a une majorité mais il y a aussi le peuple et les habitants du 20^e. Donc ma question était la suivante, je vais la lire puisque c'est comme ça qu'est écrit le règlement intérieur : « Face à la grande mobilisation des habitants de notre arrondissement et les Parisiens, le projet imaginé par la Mairie de Paris avec votre plein soutien de transformer l'école du 172 rue Pelleport comme site d'accueil et de « soins » pour « sortir » les usagers de crack de la rue a fort heureusement été abandonné. Au cours de la réunion publique du 15 septembre au gymnase des Pyrénées, les habitants ont largement manifesté

leur opposition à l'importation du crack dans notre arrondissement, pourtant préservé de ce fléau, et dénoncé la méthode de décision sans consultation ni dialogue avec les riverains concernés dont on fait preuve la Mairie de Paris et la Mairie du 20^e. » Donc avec les élus de mon groupe, je pose la question suivante : Nous demandons à Monsieur le Maire de bien vouloir porter à notre connaissance et à celle des habitants du 20^e les informations suivantes : la recherche d'un nouveau site dans le 20^e est-elle en cours ? Si oui, dans quel quartier et quelles solutions en matière de sécurité et de tranquillité publique seront mises en place ? Par ailleurs, quel type de structure est envisagé : CAARUD, centre d'accueil et l'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue, centre d'accompagnement et de prévention en addictologie ou salle de consommation à moindre risque ? Enfin, les habitants et riverains seront-ils consultés ? J'en ai terminé.

M. PLIEZ

Je vous remercie et je vous confirme qu'après vérification, vous avez bien le droit à deux minutes après ma réponse. Donc en préambule de votre question, vous vous félicitez que le projet imaginé par la Maire de Paris avec mon plein soutien de transformer l'école du 172 rue Pelleport comme site d'accueil et de soins pour sortir les usagers de crack de la rue a fort heureusement été abandonné. Alors M. DIDIER, j'ai une question à vous poser ainsi qu'aux élus de votre groupe : que proposez-vous ? De déplacer les usagers de crack d'un lieu à l'autre ? De la colline à Rosa-Parks ? De Rosa-Parks à Stalingrad ? De Stalingrad à Éole ? Des jardins d'Éole à la rue Riquet ? De la rue Riquet à la porte de la Villette ? Dit tolérer des zones de consommation à très haut risque à ciel ouvert ? Ou encore à les contraindre à une hospitalisation d'office comme l'a appelé de ses vœux Mme DATI ? Ou à ouvrir un centre de désintoxication comme l'a proposé Mme PECRESSE qui n'a jamais abondé les moyens de la région prévus dans le plan crack lancé en 2019 ? Car ne jouons pas sur les mots. Comment pensez-vous que dans un centre de désintoxication, les soignants amènent les consommateurs vers le sevrage ? Je n'entends aucune proposition. Que de la contestation. Vos postures constituent l'inverse d'une réponse pérenne qui permettrait d'amener les consommateurs vers le sevrage. C'est un pis-aller qui montre aussi, et je le regrette, les limites d'une réponse uniquement sécuritaire aux problèmes. Vous dénoncez la méthode de décisions sans consultation ni dialogue avec les riverains concernés. Je dois quand même clarifier une chronologie qui a été maintes fois déformée, à dessein ou pas. Le 30 août, la Maire de Paris a fait ses propositions au Premier ministre et les annonce à la Mairie du 19^e, au collectif de riverains du nord est parisien déjà constitué. Il ne s'agit pas d'une décision, comme son courrier en fait clairement état mais d'une proposition de site qui avait été identifié pour être mis à l'étude conjointement par la Ville et l'État via l'ARS et la préfecture de police. Nous avons aussitôt proposé une réunion publique d'information le 15 septembre, soit à peine 15 jours après, le temps de l'organiser alors que le lieu restait une simple hypothèse de travail. Je parle du 172 rue Pelleport. Durant ces 15 jours, j'ai également rencontré les directions et les équipes du périscolaire des établissements voisins. J'ai échangé avec quelques riverains au téléphone. C'est vrai que je n'ai pas organisé autant d'échanges sur le terrain que je l'aurais souhaité. D'aucuns diront que je me cachais. Non, j'ai eu le COVID. Oui, cela arrive encore dans cette période de pandémie qui n'est pas tout à fait derrière nous. Et j'ai dû travailler en visio pendant une dizaine de jours. Nous n'avons reçu que le jour même de la réunion publique, et par voie de presse, une réponse du Premier ministre sur le site de Pelleport qui faisait part de sa réserve. Je tiens d'ailleurs à redire aux personnes qui n'ont pas pu entrer dans le gymnase le 15, que j'en suis désolé. Nous avons déjà, et dans des délais très courts, et vous pourrez le constater, déménagé la réunion dans l'équipement municipal qui permettait l'accueil de proximité le plus large avec une capacité de 275 places. J'ai tenu lors de ces réunions, à rappeler les conditions préalables que j'avais imposées, posées à la participation du 20^e arrondissement au plan parisien de lutte contre le crack, que l'État via l'Agence régionale de santé, la préfecture d'Île-de-France accorde aux experts de la réduction des risques tous les moyens pour que chacune de ces unités ouvre dans des bonnes conditions tant au niveau du soin, de l'encadrement que de l'accompagnement. On était toujours dans ce préalable le 15, que plusieurs unités de repos et de soins ouvrent en même temps. À Paris, c'est le réseau des salles d'accueil avec des projets complémentaires qui permettent une insertion apaisée dans le quartier. Lors de la réunion publique, vous en témoignerez, nous étions réunis avec la directrice de cabinet du Préfet de la région Île-de-France, le directeur de la santé publique de l'agence régionale de santé, le premier adjoint à la Maire de Paris, mes collègues des 18^e, 19^e arrondissements pour vous annoncer que dans le 20^e arrondissement, ces conditions n'ont pas été réunies, que le site du 172 rue Pelleport, qui était à l'étude, ne serait donc pas une unité de soins et de repos, qu'il n'accueillera pas d'autres projets relatifs au plan parisien de lutte contre le crack. Des premiers échanges ont pu se nouer. J'ai entendu les très vives réactions suscitées, les questionnements, les

inquiétudes et la colère. Oui. Depuis le 15 septembre, j'ai adressé plusieurs lettres à destination des habitantes et des habitants du quartier le 17 septembre d'abord, puis le 24 septembre. Je réponds très clairement sans détour aux questions que vous me posez ce soir. La recherche d'un nouveau site dans le 20^e est-elle en cours ? Non. À ce stade, aucun site n'est identifié pour accueillir une unité de prise en charge des personnes consommatrices de crack dans l'arrondissement. Si oui, dans quel quartier et quelles solutions en matière de sécurité et de tranquillité publique seront mises en place ? Je le répète, aucune autre recherche de site n'est en cours. Donc comment puis-je répondre d'ailleurs à cette question qui dépend de plusieurs parties : la Ville de Paris, l'État via l'ARS et en premier lieu la Préfecture de police alors qu'aucun site n'est aujourd'hui prévu. Par ailleurs, demandez-vous, quel type de structure est envisagé : CAARUD, SCMR, une nouvelle fois cette question dépend effectivement de plusieurs parties et évidemment des associations qui nous proposeraient un projet. Parce que c'est difficile de répondre sans les avoir à consulter au préalable et sans avoir examiné un projet quelconque mais aucun site n'est prévu. Enfin, les habitants et les riverains seront-ils consultés, demandez-vous ? Oui, je m'y suis engagé à l'oral et par écrit pour chacune des solutions qui aurait été conjointement validée avec l'État, la ville de Paris. Nous prendrons tout le temps de la préparation et du dialogue avec toutes les parties prenantes, à commencer par les habitantes, les habitants et bien sûr, vous, les élus, comme d'ailleurs vous me l'avez proposé le 15 au soir, M. DIDIER, je l'ai bien retenu. Enfin, et c'est important pour moi de vous le redire. J'ai évidemment eu connaissance de rumeurs qui circulent sur des sites qui auraient été identifiés. Je crois même, il y a une carte qui circule où on évoque le 66 rue Pelleport, le 73 rue Saint-Fargeau, la rue Cristino-Garcia, la place Martin-Nadaud. Ces adresses n'ont jamais émané de la ville de Paris ni de la Mairie du 20^e arrondissement. Elles n'ont jamais été considérées dans le cadre du plan parisien de lutte contre le crack. Alors j'en appelle à la responsabilité des personnes qui s'attachent à diffuser ces spéculations, qui sont évidemment de nature à générer des inquiétudes là où elles n'ont aucune raison d'être. Ces personnes, nous savons très bien qui elles sont. Vous avez manifesté à plusieurs reprises à leurs côtés, M. François-Marie DIDIER, portant d'une même voix des messages qui laissent entendre que là où il y a des consommateurs, il y aura des dealers, qui réduisent sciemment l'ouverture d'une unité de consommation dans notre arrondissement, comme ailleurs à Paris, à l'importation du crack dans notre arrondissement qui déshumanise les personnes malades et qui les confondent avec ceux qui exploitent leur misère. Vous qui avez l'air de si bien connaître les dispositions de réduction des risques et de lutte contre les addictions parisiennes et de la métropole, saviez-vous que dans la rue Levert, de notre arrondissement, dans le même centre où se situe une PMI, une crèche ont été accueillis pendant un an des usagers de drogue, dont des consommateurs de crack ? C'était avant mon arrivée. Qu'en ce moment même dans le 18^e, à côté d'un centre de soins pour usagers de drogue dont le crack se trouve une crèche qui cohabite paisiblement. C'est dans ce sens que je vous propose de visiter ensemble avec des riverains ces structures de soins et de santé publique qui accompagnent chaque jour, loin des clameurs de la foule et de celles et de ceux qui les agitent idéologiquement, leur mission, leur devoir. Je vous remercie. Donc vous avez deux minutes.

M. DIDIER

Merci, Monsieur le Maire. Tout d'abord, que proposez-vous ? Moi, je ne suis pas que dans la contestation. Je vous l'ai toujours dit, je suis une opposition constructive. Que proposez-vous ? Je vous avais proposé qu'on fasse un Conseil d'arrondissement dédié. Ce n'est pas en deux minutes que je vais vous faire les propositions. Donc moi, je suis tout à fait disposé à faire des propositions mais pas en deux minutes, dans une réponse après un discours aussi long. La question que je vous pose, Monsieur le Maire, c'est celle que se posent justement tous les habitants du 20^e. Parce que les rumeurs, là, vous insinuez, enfin, j'ai l'impression que vous insinuez que c'est moi qui suis à l'initiative de ces rumeurs. Attention ! Parce que ça, ça s'appelle de la diffamation. Il faudra prouver que j'ai dit quoi que ce soit ou fait circuler des cartes. Ce qui n'est absolument pas vrai. D'où ma question justement pour savoir si vous étiez en recherche d'un autre site. Parce que mes questions, ce sont celles légitimes des habitants du 20^e. Enfin, vous nous dites, bon, vous avez répondu qu'il n'y avait pas de recherche de site. Donc effectivement, les autres questions, difficile d'y répondre puisqu'il n'y a pas de recherche actuellement. C'était justement ma question, et je le répète encore une fois, c'est la question des habitants du 20^e. Moi, vous me dites que je suis peu dans la contestation. Je suis désolé, mais on était à la même réunion le 15 septembre dernier, pardonnez-moi, Monsieur le Maire, mais vous me donnez des leçons mais vous n'êtes même pas allé voir les habitants qui étaient devant le gymnase des Pyrénées alors que vous venez de dire que vous deviez y aller. Non, mais je suis désolé, je rétablis aussi certaines vérités. Je ne suis pas que dans la contestation. Vous ne pouvez pas dire ça. En revanche, je suis un élu local qui habite dans l'arrondissement. Et ça, ça vous déplaît

peut-être mais c'est la réalité. Donc quand il y a des sujets comme ça, je m'en empare et c'est normal, c'est mon rôle d'élus et d'habitants de notre arrondissement. En revanche, sur votre proposition de visite de centre de soins, moi, je connais aussi vos compétences en la matière, je serais ravi de vous accompagner. Et je prendrai rendez-vous avec votre cabinet cette semaine pour qu'on organise ça avec grand plaisir.

M. PLIEZ

Merci. Nous reviendrons vers l'ensemble des élus, majorité comme opposition, pour poursuivre un travail que nous avons entamé avec les élus de la majorité, avec notamment la fédération addiction et la mission métropolitaine de lutte contre les addictions. Je pense que ça pourra intéresser tout le monde et nous vous ferons des propositions en ce sens. Si, en attendant, vous souhaitez me faire, des propositions par écrit, ce que vous aviez dit le 15, je le dis à vous, mais ça s'adresse aussi à Mme SIMONNET évidemment et à Mme De MASSOL si elles souhaitent, tout ça est ouvert. Nous sommes preneurs des propositions parce que de toute façon ce problème, et on le voit bien quand on regarde le nombre de seringues qui sont distribuées dans le 20^e chaque année, le problème ne s'arrête pas à cette réunion du 15. Et je pense qu'il faudra continuer à réfléchir. Et je pense que plus on réfléchit ensemble pour le coup collectivement, y compris avec la Préfecture, etc. plus les choses avancent. Merci à vous.

Mme SIMONNET

D'ailleurs, ce serait bien qu'il y ait un CAARUD dans le 20^e. Il n'y a toujours pas eu de CAARUD et on a du mal à comprendre.

M. PLIEZ

Alors voilà, merci, Mesdames et Messieurs, chers collègues. L'ordre du jour de la séance est épuisé. Plus aucun orateur, je suppose, ne demande la parole. Je vais donc lever la séance. Notre prochain Conseil d'arrondissement aura lieu le 3 novembre et je l'espère vivement dans la salle des fêtes. D'ici là, dans une conjoncture sanitaire qui semble s'améliorer chaque jour, je vous invite à nous rejoindre nombreuses et nombreux au premier festival au Carré, le festival gratuit et ouvert à toutes et tous au pavillon de Carré de Baudouin du 14 au 30 octobre. Je rappelle enfin qu'il ne vous reste plus que jusqu'au 28 septembre, c'est-à-dire ce mercredi, pour désigner dans le cadre du Budget Participatif parisien, les projets qui vous plaisent le plus. Je m'adresse évidemment aux élus mais à tous ceux qui nous écoutent encore. Vous pouvez voter soit en ligne, soit dans les urnes tenues par les volontaires que je remercie vivement dans différents points de l'arrondissement. Bonne soirée à vous toutes et tous. Et merci d'avoir été présents avec nous. Bonsoir.